REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ANSD
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

SERVICE REGIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE DE TAMBACOUNDA

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA – 2008

JUIN - 2008

COMITE DE REDACTION

Président :	**Babakar FALL**, Directeur Général ANSD
Vice Président :	**Mamadou Falou MBENGUE**, Directeur Général Adjoint ANSD
Coordonnateur Général :	**Mamadou NDAO**, Coordonnateur de l'Action Régionale
Equipe technique :	**Samba Gallo BA**, Chef de Service Régional **Awa Mady KABA**, Adjoint Chef de Service Régional **Mouhadji DAFF**, Informaticien

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda
Quartier – Liberté. – Téléphone / fax : (221) 33 981 11 82 / 33 981 00 44
Site Internet : www.ansd.sn

BIBLIOGRAPHIE

- Situation Economique et Sociale de la région de Tambacounda, Editions de 2000 à 2007 du Service régional de la Statistique et de la Démographie.
- Projections démographiques de la Population du SENEGAL, ANSD
- Rapport de l'Inspecteur d'Académie de Tambacounda
- Rapport régional 2008 de l'Inspection Régionale des eaux et Forêts de Tambacounda
- Evaluation de la GOANA an1-2008/2009, DRDR
- Rapports de Commercialisation de l'arachide au 30 mars 2009, DRDR
- Rapport du Service régional des Pêches de Tambacounda
- Rapport de l'Inspection régionale des Services vétérinaires
- Rapport du Service régional de l'hygiène
- Rapports d'activités des Postes de Santé de la région, Région Médicale

LISTE DES TABLEAUX

Tab 1 : Superficie et densité de la région de Tambacounda 16
Tab 2 : Evolution de la population de la région de Tamba selon les localités 17
Tab 3 : Superficie et densité de la région de Kédougou 22
Tab 4 : 22
Tab 5 : Evolution de la population de la région de Kédougou selon les localités 23
Tab 6 : Infrastructures au niveau des districts de santé en 2008 26
Tab 7 : Infrastructures privées au niveau de la région en 2008 27
Tab 8 : Répartition des Dépôts privés de pharmacie au niveau des districts en 2008 27
Tab 9 : Répartitions des consultants ; des consultations et évacuations réalisées en 2008 dans les structures de sante par tranche d'âge 28
Tab 10 : Répartition des consultants; des consultations et évacuations réalisées en 2008 dans les structures de sante de la région par tranche d'âges 29
Tab 11 : Synthèse des activités des maternités de la région 30
Tab 12 : Synthèse régionale des activités des postes de sante en 2008 32
Tab 13 : Synthèse régionale des activités des postes de sante 2008 33
Tab 14 : Synthèse régionale des activités des postes de sante 2008 34
Tab 15 : Consultation Nourrissons sains 34
Tab 16 : Suivi Promotion de la croissance des enfants de moins de 5ans 35
Tab 17 : Planification familiale 36
Tab 18 : Points de collecte programmés et exécutés 39
Tab 19 : Financement et mouvements des différents tonnages répertoriés à la date du 30 mars 2009 39
Tab 20 : Objectifs nationaux de production 41
Tab 21 : Objectifs régionaux d'emblavure 42
Tab 22 : Situation pluviométrique 42
Tab 23 : Les détails par département des semences d'arachides 43
Tab 24 : Les céréales hivernales 44
Tab 25 : 45
Tab 26 : Les besoins en intrants pour les cultures de décrue 45
Tab 27 : Les détails par département sont consignés dans les tableaux ci après au 24/08/2008 45
Tab 28 : Les besoins en engrais pour les cultures de décrues 46
Tab 29 : Situation programme équipement monde rural 10/08/2008 46
Tab 30 : Statistiques définitives 2008-2009 48
Tab 31 : Pluviométrie 52
Tab 32 : Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009 53
Tab 33 : Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009 54
Tab 34 : Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009 55
Tab 35 : Bilan des vaccinations 58
Tab 36 : Déparasitages 58
Tab 37 : 58
Tab 38 : Chimio prévention 59
Tab 39 : commerce de poisson 59
Tab 40 : Commerce du poisson et autres produits halieutiques 60
Tab 41 : Mercuriales 61
Tab 42 : Animaux présentés et vendus 61
Tab 43 : Transhumance intérieur 61
Tab 44 : Transhumance extérieure 62
Tab 45 : Bilan annuel des sorties 2008 63
Tab 46 : Répartitions des moyens d'appel utilises 64
Tab 47 : Incendies par nature du risque 65
Tab 48 : Répartitions des assistances aux accidents 66
Tab 49 : Répartition des assistances aux accidents en 2008 66
Tab 50 : Répartition des accidents sur la voie publique 67
Tab 51 : Répartition des Assistances aux personnes en danger 68
Tab 52 : Liste de quelques retenues 70
Tab 53 : Tableau de quelques espèces 71
Tab 54 : Tableau récapitulatif 72
Tab 55 : Tableau de l'effort de pêche du département de Bakel 73
Tab 56 : Tableau de l'effort de pêche du département de Tamba 73
Tab 57 : Tableau de l'effort de pêche du département de Kédougou 74
Tab 58 : Tableau de l'effort de pêche du département de Kédougou 75
Tab 59 : KOAR 76
Tab 60 : SANKAGNE 76
Tab 61 : Composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C.de Tambacounda 78
Tab 62 : Composition de la population carcérale sénégalaise de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2008 79

Tab 63 : composition de la population carcérale étrangère de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2008 79
Tab 64 : Récapitulatif de la population carcérale M.A.C. de la Région de Tambacounda 79
Tab 65 : Composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C. de Bakel 80
Tab 66 : Composition de la population carcérale sénégalaise de la m.a.c. de Bakel par mois 80
Tab 67 : Composition de la population carcérale étrangère de la M.A.C. de Bakel par mois 81
Tab 68 : composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C. de Kédougou 82
Tab 69 : composition de la population carcérale sénégalaise M.A.C. de Kédougou par mois 82
Tab 70 : Composition de la population carcérale étrangère M.A.C. de kedougou par mois 82
Tab 71 : Répartition des bureaux de poste par département - Année: 2008 84
Tab 72 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie Département de TAMBA- Année 2008 85
Tab 73 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie département de BAKEL - Année: 2008 85
Tab 74 : Répartition des mandats émis et payés selon la Catégorie département de Kédougou- Année : 2008 86
Tab 75 : Répartition des mandats selon la nature et le département - Année: 2008 86
Tab 76 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie au niveau régional - Année : 2008 87
Tab 77 : Répartition du volume de courrier postal par bureau de poste Année: 2008 89
Tab 78 : Répartition des recettes produites par structures 92
Tab 79 : Recettes douanières par trimestre et par bureau - ANNEE 2008 94
Tab 80 : Recettes contentieuses de l'Année 2008 94
Tab 81 : Nombres de personnes dépistés par le CCA selon les groupes d'Âges 95
Tab 82 : 97
Tab 83 : Visite des lieux 99
Tab 84 : Inspections des E.R.P 100
Tab 85 : Visites domiciliaires 101
Tab 86 : Inspections des E.R.P 102
Tab 87 : Education pour la promotion de l'hygiène publique 102
Tab 88 : Travaux d'assainissement 103
Tab 89 : Visites domiciliaires 103
Tab 90 : Nature de saisies 103
Tab 91 : Traitement domiciliaires 104
Tab 92 : Grandes envergures 105
Tab 93 : Imprégnations et ré-imprégnations des moustiquaires et matériaux divers 105
Tab 94 : Contrôle de l'eau 106
Tab 95 : Evolution des abonnes par départements de 2002-2008 107
Tab 96 : Evolution de la production d'eau en m3 par département : 2002-2008 107
Tab 97 : Evolution de la consommation (vente) d'eau en m3 108
Tab 98 : Répartition des abonnes SENELEC par département 109
Tab 99 : Répartition des abonnes SENELEC par localités 110
Tab 100 : Répartition de la production des centres secondaires 111
Tab 101 : Paramètres de production de la centrale de Tambacounda 2008 – DPR 112
Tab 102 : Les Massifs classés 113
Tab 103 : Statistiques départementales du domaine classé du département de Tambacounda 114
Tab 104 : Statistiques départementales du domaine classé du département de Kédougou 114
Tab 105 : Statistiques départementales du domaine classé du département de Bakel 114
Tab 106 : Statistiques régionales du domaine classé du département 114
Tab 107 : Récapitulation Générale Production CEF 2008 115
Tab 108 : Récapitulation bois d'artisanat à usage de sculpture 116
Tab 109 : Bois d'artisanat à usage de menuiserie 116
Tab 110 : Récapitulation du quota de bois de service exploité 117
Tab 111 : Activités d'information, de sensibilisation, de communication et de formation 118
Tab 112 : Comités de lutte contre les feux de brousse 118
Tab 113 : Opérations de mise à feux précoces (Superficies et distances traitées en feux précoces) 118
Tab 114 : Superficies brûlées et nombre de cas de feu de brousse 118
Tab 115 : zones amodiées 121
Tab 116 : Situation des chasseurs par campement (Petite chasse) 122
Tab 117 : Production de plants par type de pépinière et par département 124
Tab 118 : Production de plants : récapitulatif régional 124
Tab 119 : Production de plants par espèce et par types de pépinières 125
Tab 120 : Production de plants par catégorie d'espèces 126
Tab 121 : Des espèces majoritaires 127
Tab 122 : Tableau récapitulatif 130
Tab 123 : Tableau récapitulatif 133
Tab 124 : Répartition des infrastructures par IDEN 140
Tab 125 : Faiblesse du quantum horaire (747 heures) : 141
Tab 126 : Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) 142
Tab 127 : Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) 142
Tab 128 : Situation des indicateurs clefs 149

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. *Répartition de la population de Tambacounda par département* *15*

Graphique 2. *Répartition de la population de la région de Tambacounda selon le département de résidence en 2008* *19*

Graphique 3. *Graphique2 : Répartition de la population de la région de Tamba selon l'Arrondissement en 2008* *19*

Graphique 4. *Répartition de la population de la région de Tamba selon le milieu de résidence en 2008* *20*

Graphique 5. *Répartition de la population de Kédougou par département* *21*

Graphique 6. *Répartition de la population de la région de Kédougou selon le département de résidence en 2008* *24*

Graphique 7. *Répartition de la population de la région de Kédougou selon l'Arrondissement de résidence en 2008* *24*

Graphique 8. *Répartition de la population de la région de Kédougou selon le milieu de résidence en 2008* *25*

Graphique 9. *Situation des Consultances ; des consultants et des Evacuations par tranches d'âges* *29*

Graphique 12. *Situation du financement total injection et sa répartition par département à la date du 30 mars 2009* *38*

Graphique 11. *Suivi promotion de la croissance des enfants de moins de 5ans* *36*

Graphique 10. *Consultation des Nourrissons Sains par groupes d'âges* *35*

Graphique 13. *Représentation des quantités d'arachide achetées, évacuées et des stockés impayés à la date du 30 mars 2009* *40*

Graphique 14. *Composition totale de la population carcérale de la M.A.C. de Bakel* *81*

Graphique 15. *Répartition des mandats selon la nature et le département - Année: 2008* *87*

Graphique 16. *Répartition des mandats émis et payés au niveau régionale - Année: 2008* *88*

Graphique 17. *Répartition des abonnes SENELEC par département* *110*

Graphique 18. *Statistiques du domaine classé par département : Taux de classement* *115*

Graphique 21. *L'évolution des abattages* *123*

Graphique 22. *Production de plants par types de pépinières* *126*

Graphique 23. *Production de plants par catégorie d'espèces* *127*

Graphique 24. *Des espèces majoritaires* *127*

Graphique 25. *Taux Brut de Scolarisation des filles entre 2007-2008* *133*

SOMMAIRE

AVANT PROPOS....12

I. PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA ET DE LA REGION DE KEDOUGOU....14

I.1 PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA....14

I.2 PRESENTATION DE LA REGION DE KEDOUGOU....14

II. CHAPITRE : DEMOGRAPHIE....15

INTODUCTION....15

II.1 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA PAR DEPARTEMENT....15

II.2 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA PAR ARRONDISSEMENT....16

II.3 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA SELON LE MILIEU DE RESIDENCE....16

II.4 REPARTITION SPATIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA....17

II.5 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU PAR DEPARTEMENT....20

II.6 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU PAR ARRONDISSEMENT....21

II.7 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU SELON LE MILIEU DE RESIDENCE....21

II.8 REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION DE LA REGION DE KEDOUGOU....23

CONCLUSION....25

III. CHAPITRE : LA SANTE....26

INTRODUCTION....26

III.1 AU NIVEAU DES DISTRICTS DE SANTE EN 2008....26

III.2 INFRASTRUCTURES PRIVEES AU NIVEAU DE LA REGION EN 2008....26

III.3 REPARTITION DES DEPÔTS PRIVES DE PHARMACIE AU NIVEAU DES DISTRICTS EN 2008....27

III.4 REPARTITIONS DES CONSULTANTS ; DES CONSULTATIONS ET EVACUATIONS REALISEES EN 2008 DANS LES STRUCTURES DE SANTE PAR TRANCHE D'AGE....27

III.5 D'AGES REPARTITION DES CONSULTANTS ; DES CONSULTATIONS ET EVACUATIONS REALISEES EN 2008 DANS LES STRUCTURES DE SANTE DE LA REGION PAR TRANCHE 28

III.6 SYNTHESE DES ACTIVITES DES MATERNITES DE LA REGION....29

III.7 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE EN 2008....31

III.8 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE 2008....32

III.9 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE 2008....33

III.10 CONSULTATION NOURRISSONS SAINS....34

III.11 SUIVI PROMOTION DE LA CROISSANCE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS....35

III.12 PLANIFICATION FAMILIALE....36

CONCLUSION....37

IV. CHAPITRE : AGRICULTURE....38

INTRODUCTION....38

IV.1 LE FINANCEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009....38

IV.2 SITUATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009....39

IV.2.1. LES POINTS DE COLLECTE....39

IV.2.2. LES MOUVEMENTS DES QUANTITES REPERTORIEES....39

IV.2.3. SITUATION DE LA COLLECTE DE SEMENCES D'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009....40

IV.2.4. COMMERCIALISATION DU COTON A LA DATE DU 30 MARS 2009....40

IV.3 LA GOANA....40

IV.3.1. PREVISION DE LA GOANA DE LA CAMPAGNE 2008-2009....41

IV.3.2. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE....42

IV.3.2.1. LA SITUATION PLUVIOMETRIQUE....42

IV.3.2.2. LA MISE EN PLACE DES FACTEURS DE PRODUCTION....43

IV.3.3. LES SEMENCES....43

IV.3.3.1. ARACHIDE....43

IV.3.3.2. LES ESPECES GOANA....43

IV.3.3.3. LES ENGRAIS POUR LES CULTURES HIVERNALES....45

IV.3.3.4. LE VOLET EQUIPEMENT DU MONDE RURAL (RELIQUATS DE 2003 A 2005)....46

IV.4 MISE EN PLACE DES CULTURES ET LEUR EVOLUTION....47

IV.4.1. SITUATION PHENOLOGIQUE DES CULTURES....47

IV.4.2. SITUATION PHYTOSANITAIRE 47
IV.4.3. LA CONDUITE DES STATISTIQUES AGRICOLES (VOIR ANNEXE 7) 47
IV.4.4. LA MULTIPLICATION DES SEMENCES 48
IV.4.5. LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE D'HUILERIE 49
IV.4.6. LE DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009 DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL 49
IV.4.7. LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009 49
IV.4.8. LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET ELEVAGE DE LA GOANA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009 50
IV.4.9. QUELQUES SUGGESTIONS POUR LEVER LES CONTRAINTES CI-DESSUES 50
CONCLUSION 56
V. CHAPITRE : ELEVAGE 57
INTRODUCTION 57
V.1 SITUATION ZOO-SANITAIRE 57
V.1.1. FOYERS DE MALADIES 57
V.1.2. RESULTATS DE LA CAMPAGNE ANNUELLE DE VACCINATION 58
V.2 ZOO-TECHNIE 59
V.2.1. AMELIORATION GENETIQUE 59
V.2.1.1. INSEMINATION ARTIFICIELLE 59
V.3 PRODUCTIONS ANIMALES 59
V.3.1. ABATTAGES CONTROLES 59
V.3.2. COMMERCE DE POISSON 59
V.4 MOUVEMENT COMMERCIAL DU BETAIL 60
V.4.1. COMMERCE INTERIEUR 60
V.4.2. COMMERCE EXTERIEUR 60
V.4.2.1. IMPORTATION 60
V.4.2.2. EXPORTATION 60
V.5 TRANSHUMANCE INTERNE 61
V.6 SUIVI DES ORGANISATIONS SOCIO-PROFESSIONNELLES 62
V.6.1. LES ORGANISATIONS D'ÉLEVEURS 62
CONCLUSION 62
VI. CHAPITRE : ASSISTANCE 63
INTRODUCTION 63
VI.1 BILAN ANNUEL 2008 DES TYPES D'INTERVENTIONS 63
VI.2 LES MOYENS D'APPEL UTILISES 64
VI.3 SITUATION DES INCENDIES PAR NATURE DU RISQUE 64
VI.4 L'ASSISTANCE AUX ACCIDENTES 66
CONCLUSION 68
VII. CHAPITRE : LA PECHE ET LA PISCICULTURE 69
INTRODUCTION 69
VII.1 HYDROGRAPHIE : 69
VII.1.1. PLUVIOMETRIE 69
VII.1.2. LES EAUX CIRCULANTES 69
VII.2 LE FLEUVE SENEGAL 69
VII.2.1. LA FALEME 69
VII.2.2. LE FLEUVE GAMBIE 69
VII.3 LES EAUX STAGNANTES 70
VII.3.1. LES MARES 70
VII.3.2. LES RETENUES ARTIFICIELLES 70
VII.4 LA PECHE CONTINENTALE 70
VII.4.1. LE POTENTIEL HALIEUTIQUE 70
VII.4.2. LES ZONES DE PECHE 72
VII.4.3. LA PUISSANCE DE PECHE 72
VII.5 PERSPECTIVES 76
CONCLUSION 76
VIII. CHAPITRE : JUSTICE 78

INTRODUCTION 78
VIII.1 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION M.A.C. DE TAMBACOUNDA 78
VIII.2 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION - M.A.C. DE BAKEL 79
VIII.3 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION - M.A.C. DE KEDOUGOU 81
CONCLUSION 83
IX. CHAPITRE : POSTE 84
INTRODUCTION 84
IX.1 REPARTITION DES BUREAUX DE POSTE PAR DEPARTEMENT - ANNEE 2008 84
IX.2 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE TAMBA - ANNEE 2008 84
IX.3 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE BAKEL - ANNEE: 2008 85
IX.4 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE KEDOUGOU- ANNEE : 2008 86
IX.5 REPARTITION DES MANDATS SELON LA NATURE ET LE DEPARTEMENT - ANNEE: 2008 86
IX.6 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE AU NIVEAU REGIONAL - ANNEE : 2008 87
IX.7 REPARTITION DU VOLUME DE COURRIER POSTAL PAR BUREAU DE POSTE- ANNEE: 2008 88
CONCLUSION 90
X. CHAPITRE : LES FINANCES PUBLIQUES 91
INTRODUCTION 91
X.1 LES RECETTES REGIONALES 91
X.2 LES DEPENSES 92
X.3 LE SOLDE BUDGETAIRE 92
CONCLUSION 92
XI. CHAPITRE : LA DOUANE 93
INTRODUCTION 93
XI.1 LE DISPOSITIF ADMINISTRATIF 93
XI.2 LES RECETTES ORDINAIRES OU LIQUIDATIONS 93
XI.3 LES RECETTES CONTENTIEUSES 94
XI.4 INSPECTION REGIONALE DES DOUANES DU SUD-EST 94
CONCLUSION 94
XII. CHAPITRE : LA JEUNESSE 95
INTRODUCTION 95
XII.1 LES INFRASTRUCTURES 95
XII.2 LA PROMOTION SOCIALE 95
XII.2.1. L'OFFRE DE DEPISTAGE 95
XII.2.2. LES VACANCES CITOYENNES 2007 96
XII.3 LE PROGRAMME DE FORMATION EN COMPETENCE DE VIE COURANTE 96
XII.4 LA PROMOTION ECONOMIQUE 96
XII.4.1. LES RENFORCEMENT DE CAPACITES 96
XII.4.2. LES PROJETS FINANCES 96
XII.5 LA PROMOTION DES COLLECTIVITES EDUCATIVES 97
XII.6 LA PARTCICIPATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA PROMOTION DE LA CITOYENNETE 97
XII.7 LA PARTICIPATION A L'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET AFRICAINE 97
CONCLUSION 98
XIII. CHAPITRE HYGIENE 99
INTRODUCTION 99
XIII.1 ACTIVITES MENEES 99
XIII.1.1. VISITE DES LIEUX 99
XIII.1.2. INSPECTIONS DES E.R.P. 100
XIII.2 INSPECTIONS CONSTATEES 101
XIII.2.1. VISITES DOMICILIAIRES 101
XIII.2.2. INSPECTIONS DES E.R.P. 101
XIII.3 EDUCATION POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE 102
XIII.4 TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT 102
XIII.5 SUIVI DES INFRACTIONS 103
XIII.6 NATURE DE SAISIES 103

XIII.7 OPERATIONS TECHNIQUES 104
XIII.7.1. TRAITEMENT DOMICILIAIRES....104
XIII.7.2. GRANDES ENVERGURES 105
XIII.8 IMPREGNATIONS ET REIMPREGNATIONS DES MOUSTIQUAIRES ET MATERIAUX DIVERS....105
XIII.9 CONTROLE DE L'EAU....106
CONCLUSION....106
XIV. CHAPITRE : HYDRAULIQUE URBAINE....107
INTRODUCTION....107
XIV.1 EVOLUTION DES ABONNES....107
XIV.2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU EN M3 PAR VILLE....107
XIV.3 EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3 108
CONCLUSION....108
XV. CHAPITRE : ENERGIE....109
INTRODUCTION....109
XV.1 REPARTITION DES ABONNES PAR LOCALITES....109
XV.2 REPARTITION DES ABONNES SENELEC PAR DEPARTEMENT....109
XV.3 REPARTITION DE LA PRODUCTION DES CENTRES SECONDAIRES....111
XV.4 PARAMETRES DE PRODUCTION DE LA CENTRALE DE TAMBA 2008- DPR....112
CONCLUSION....112
XVI. CHAPITRE : EAUX ET FORETS....113
INTRODUCTION....113
XVI.1 PARTIE TECHNIQUE....113
XVI.1.1. GESTION DU DOMAINE FORESTIER....113
XVI.1.1.1. SITUATION DU DOMAINE FORESTIER....113
XVI.2 AMENAGEMENT ET PRODUCTION FORESTIERE....115
XVI.2.1. EXPLOITATION FORESTIERE....115
XVI.2.1.1 NOTIFICATION DES QUOTAS....115
XVI.2.1.2 DIFFICULTES RENCONTREES....117
XVI.2.1.3 PROTECTION DES FORETS 117
XVI.3 BILAN DES REALISATIONS....118
XVI.4 GESTION DE LA FAUNE ET DE LA BIODIVERSITE....119
XVI.4.1 SITUATION DE LA FAUNE ET DE SON HABITAT 120
XVI.4.1.1. LES ZONES AMODIEES 120
XVI.4.1.2. LA ZIC DE LA FALEME....121
XVI.4.2 REBOISEMENT ET CONSERVATION DES SOLS 123
XVI.5 BILAN DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT2008 124
XVI.5.1 REALISATIONS....124
XVI.5.2 ANALYSE DE LA PRODUCTIONS DE PLANTS EN PEPINIERE 128
XVI.5.3 ANALYSE DES REALISATIONS PHYSIQUES....128
XVI.5.4 ORGANISATION DE LA CNR 2008....129
XVI.5.4.1. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE....129
XVI.5.4.2. MOYENS MIS EN ŒUVRE....129
XVI.6 PRESENTATION DES PROJETS FORESTIERS....130
CONCLUSION....130
XVII. CHAPITRE : EDUCATION 132
INTRODUCTION....132
XVII.1 ANALYSE DES COMPOSANTES....132
XVII.1.1 COMPOSANTE ACCES 132
XVII.1.1.1 PETITE ENFANCE 132
XVII.1.1.2 ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE....133
XVII.1.1.3 ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE GENERAL 134
XVII.1.1.4 FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE....135
XVII.1.1.5 EDUCATION NON FORMELLE 136
XVII.1.2 COMPOSANTE QUALITE....137

XVII.1.2.1 PETITE ENFANCE 137
XVII.1.2.2 L'ELEMENTAIRE 138
XVII.1.2.3 ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE GENERAL 143
XVII.1.2.4 LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE 146
XVII.1.2.5 L'EDUCATION NON FORMELLE 147
CONCLUSION 153

AVANT PROPOS

Le Gouvernement du Sénégal, avec l'appui des partenaires au développement, a engagé depuis 2004 une réforme en profondeur du Système Statistique National (SSN) pour le rendre plus performant et l'adapter aux mutations économiques, politiques et sociales en cours. Il s'agit de doter notre pays d'un système d'information statistique capable d'appuyer efficacement la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des nouvelles stratégies et politiques de développement, notamment la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, la Stratégie de Croissance Accélérée et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Dans ce cadre, le Sénégal a élaboré une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) pour la période 2008–2013 afin que la production statistique se fasse de manière transparente et conformément aux besoins des utilisateurs et aux normes de qualité retenues au niveau mondial. Cette stratégie élaborée selon une démarche participative et transparente a été validée le 25 juin 2007. Elle a permis, non seulement de diagnostiquer l'ensemble du Système Statistique National pour en identifier toutes les insuffisances à corriger et les acquis à conserver, mais également et surtout, de s'accorder sur une vision et un plan d'actions à mettre en œuvre pour permettre au SSN de se hisser au niveau des plus performants du monde.

Depuis la mutation institutionnelle de l'ex Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) en Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), intervenue en 2006, les autorités de l'Agence ont très tôt compris la nécessité de renforcer les bureaux régionaux de la statistique, devenus Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD), en moyens humains et matériels. Cela, pour matérialiser leur ambition de tendre vers une décentralisation plus poussée des activités opérationnelles de l'Agence ; le siège s'occupant des activités d'impulsion, de conception, de coordination, d'harmonisation des concepts, définitions et méthodes, de contrôle et de suivi-évaluation pour l'ensemble du Système Statistique National.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, réalisées chaque année par les SRSD pour l'année N-1, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, encore moins l'exactitude, mais il veut présenter de manière synthétique les modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

Les SES seront complétées par les rapports régionaux des nombreuses enquêtes et autres recensements que l'ANSD est en train de préparer et qui seront davantage décentralisées pour permettre de mieux satisfaire les besoins en informations statistiques des acteurs et décideurs locaux.

La présente édition, comme celles qui l'ont précédée, essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional. Que les responsables des services techniques de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur collaboration sans faille et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs.

Les remarques et suggestions en vu d'améliorer le document sont les bienvenues.

Babakar FALL
Directeur Général
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

I. PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA ET DE LA REGION DE KEDOUGOU

I.1 PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA

La nouvelle région de Tambacounda est née de la scission de l'ancienne région de Tambacounda en 2008. La nouvelle région de Tambacounda a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er Février 1972 relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale. La nouvelle région de Tambacounda couvre une superficie 42706 km2, en 2008, la population de la région est estimée à 613066 hbts avec une densité de 14,3 hbts au km2. La région de Tambacounda compte 8 communes, 12 arrondissements, 38 communautés rurales.

Elle est limitée : au Nord par la République Islamique de Mauritanie et par les régions de Louga et de Matam, au Sud par la région de Kédougou, à l'Est par la République du Mali et la République Islamique de Mauritanie, à l'Ouest par la République de Gambie et les régions de Kolda et de Kaolack.

I.2 PRESENTATION DE LA REGION DE KEDOUGOU

La région de Kédougou est née de la scission de l'ancienne région de Tambacounda en 2008. La région de Kédougou a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er Février 1972 portant organisation de l'Administration Territoriale et Locale. Elle est située au Sud de la région de Tambacounda.

La nouvelle région de Kédougou couvre une superficie 16896 km2, en 2008, la population de la région est estimée à 122333 hbts avec une densité de 7,2 hbts au km2. La région Kédougou est limitée à l'Est par le Mali, à l'Ouest et au nord par la région de Tambacounda, et au sud par la République de Guinée. La région de Kédougou compte trois départements: Kédougou, Saraya et Salémata, (3) Communes, (06) arrondissements, (16) communautés rurales.

II. CHAPITRE : DEMOGRAPHIE

INTODUCTION

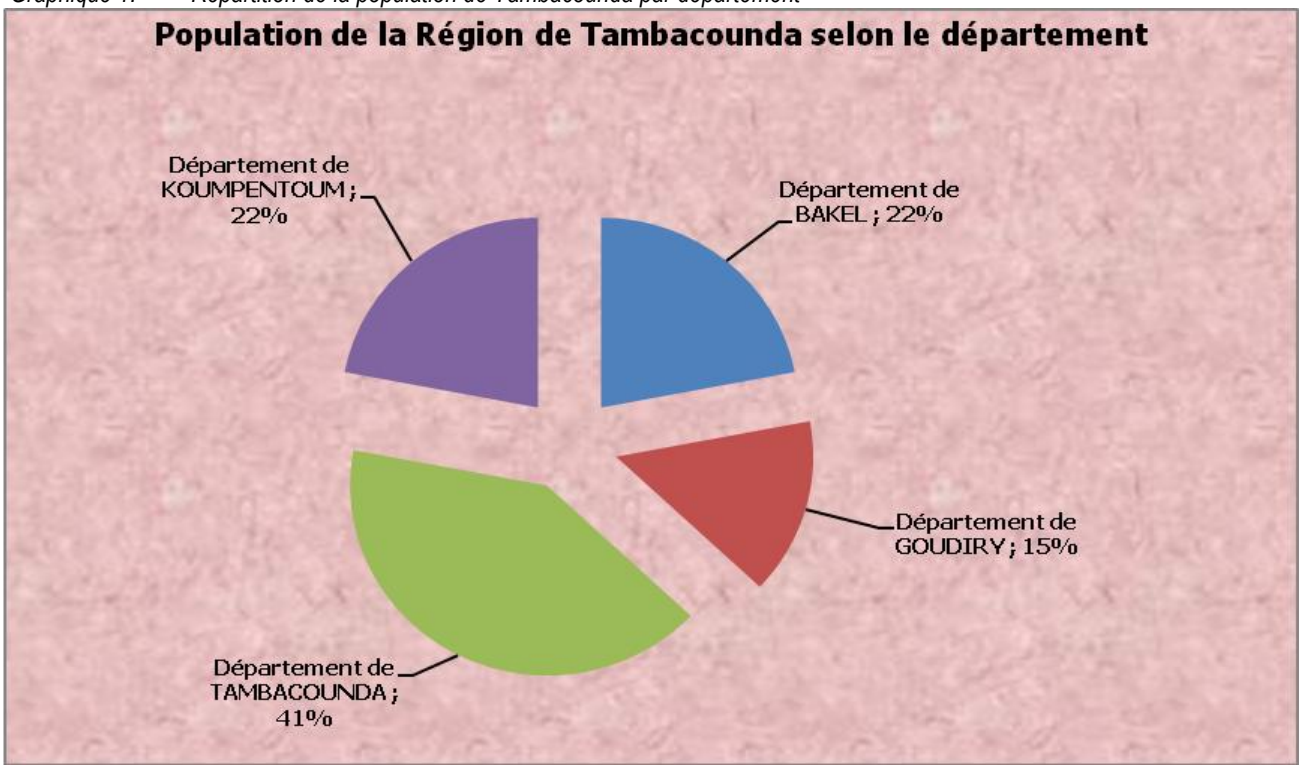
Suite au nouveau découpage, il y'a eu de nouvelles créations de départements, de nouveaux arrondissements et de nouvelles communautés rurales. Dans le souci de rapprocher l'administration des administrés, certains villages ont été rattachés à d'autres communautés rurales. Ainsi l'Agence nationale de la Statistique a procédé aux ajustements nécessaires dans la perspective de l'élaboration du répertoire des localités. Cependant, compte tenu de l'inexistence de données concernant les superficies et les structures de population des nouvelles entités administratives, certaines analyses ne s'auraient être faites en 2008.

II.1 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA PAR DEPARTEMENT

En 2008, la population de la région de TAMBACOUNDA est estimée à 613066 hbts. Cette population est répartie comme suit :

Département de BAKEL	:	136995	hbts (22%)
Département de GOUDIRY	:	89208	hbts (15%)
Département de KOUMPENTOUM	:	136050	hbts (22%)
Département de TAMBACOUNDA	:	250812	hbts (41%)

Graphique 1. Répartition de la population de Tambacounda par département



La population régionale est caractérisée par une inégale répartition. C'est dans le Département de Tambacounda où l'on note une forte concentration de la population (41%). Le département de Goudiry est faiblement peuplé tandis que les départements de BAKEL et de KOUMPENTOUM ont presque le même poids démographique.

II.2 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA PAR ARRONDISSEMENT

La région de Tambacounda compte 12 arrondissements répartis comme suit :
Département de BAKEL : 3 arrondissements
Département de GOUDIRY : 4 arrondissements
Département de KOUMPENTOUM : 2 arrondissements
Département de TAMBACOUNDA : 3 arrondissements

Dans la région de Tambacounda, les arrondissements les plus peuplés ont plus de 60 000 hbts ce sont les arrondissements de: Bamba Thialene : 68176 hbts, Missirah : 64825 hbts, Makacoulibantang : 62712 hbts, Moudery : 60854 hbts. Les arrondissements les moins peuplés sont koulor : 14953 hbts, Bala : 15183 hbts, Kéniéba : 19188 hbts.

II.3 REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

Pour ce qui concerne l'urbanisation, en 2008 la région de Tambacounda compte 8 Communes :
Commune de Bakel : 14349 hbts
Commune de Diawara : 8777 hbts
Commune de Kidira : 5239 hbts
Commune de Goudiry : 5371 hbts
Commune de Kothiary : 3755 hbts
Commune de Koumpentoum : 8257 hbts
Commune de Maléme Niani : 2342 hbts
Commune de Tambacounda : 79588 hbts

Sur une population totale régionale de 613066 hbts en 2008, on note une population urbaine de 127678 hbts soit 21 % et une population rurale de 485388 hbts. La population de la région de Tambacounda est essentiellement rurale elle représente 79% de la population totale.

Tab 1 *: Superficie et densité de la région de Tambacounda*

REGION TAMBACOUNDA	SUPERFICIE Km2	POPULATION 2008	DENSITE hbt/Km2
	42706	613066	14,3 hbts/km2

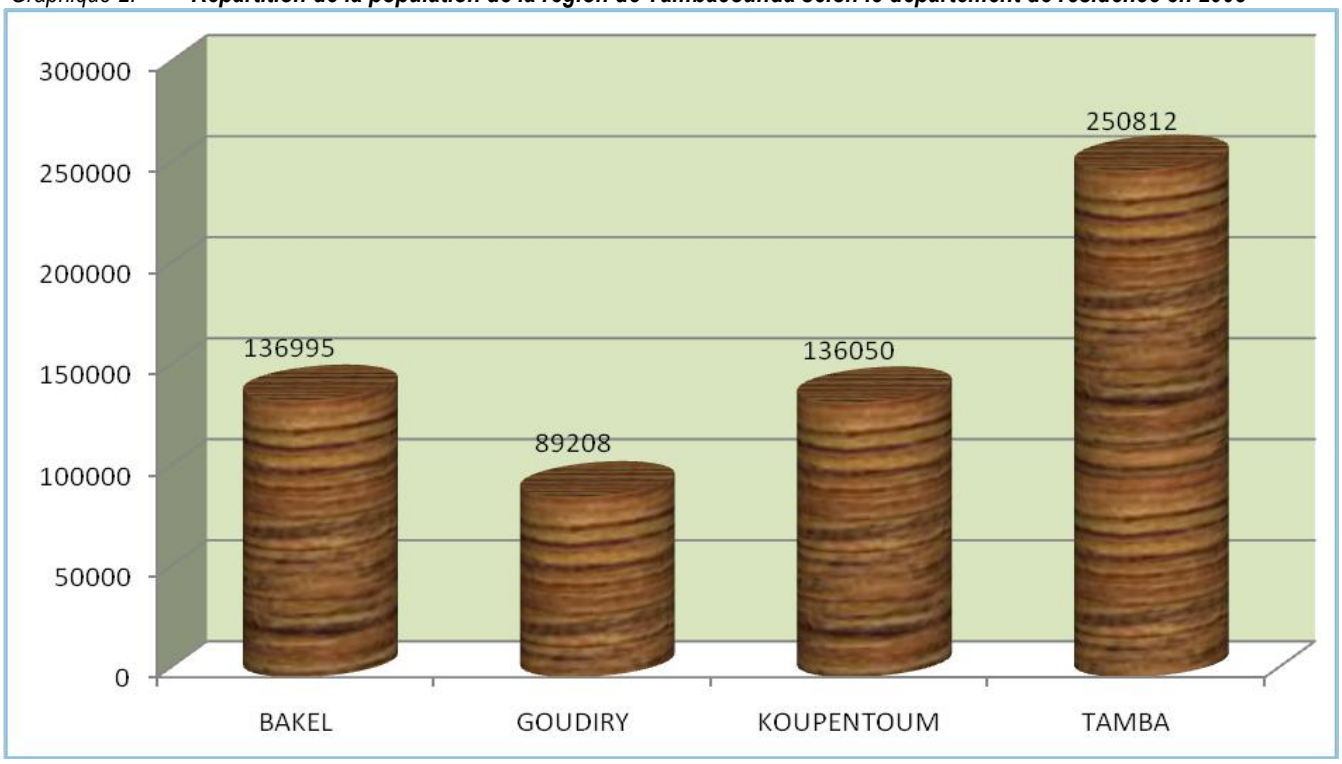
II.4 REPARTITION SPATIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA

Tab 2 *: Evolution de la population de la région de Tamba selon les localités*

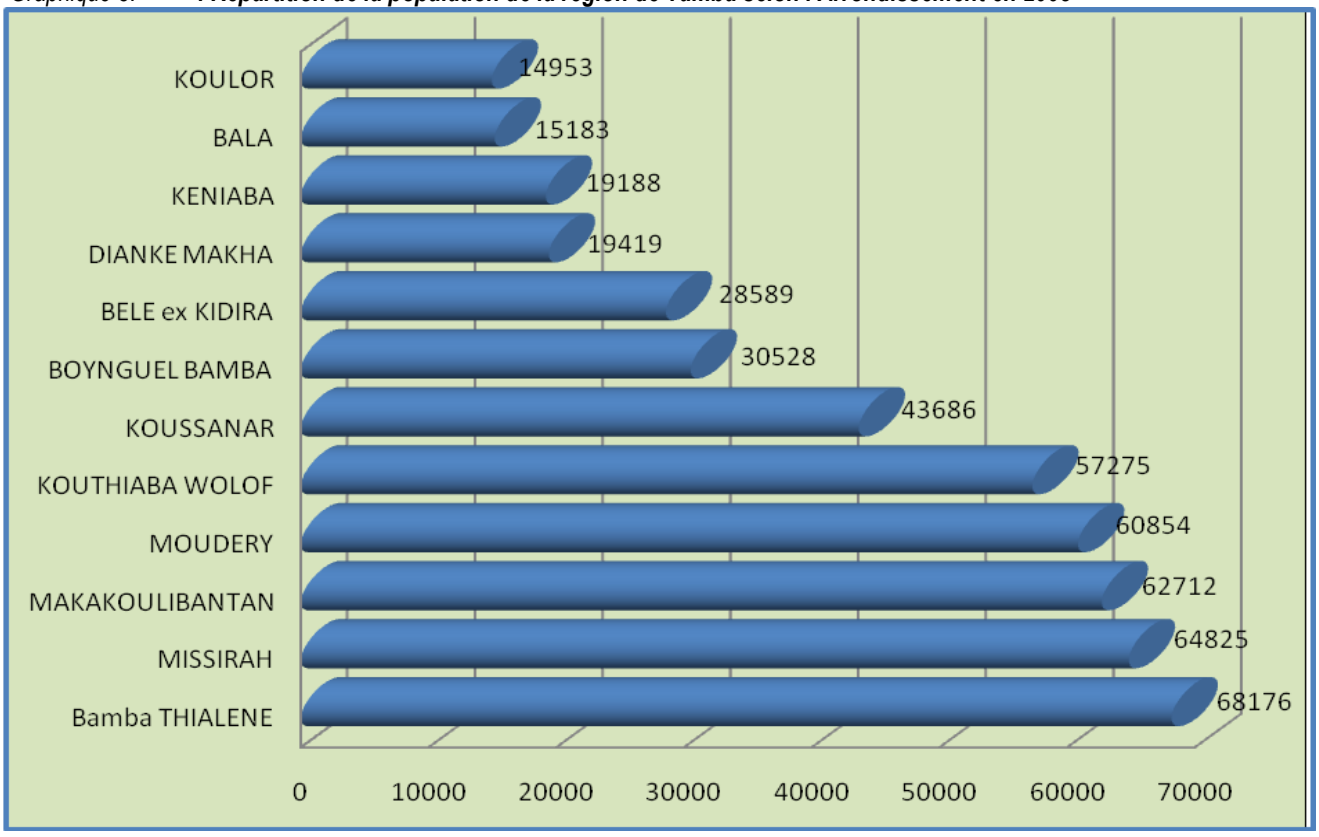
Nom localité	Année 2008		
	Homme	Femme	Totale
REGION TAMBACOUNDA	306375	306691	613066
ZONE URBAINE	64731	62947	127678
ZONE RURALE	241644	243744	485388
DEPARTEMENT BAKEL	67539	69456	136995
COMMUNES	14511	13855	28366
Commune de BAKEL	7495	6854	14349
Commune de DIAWARA	4386	4391	8777
Commune de Kidira	2630	2609	5239
ARRONDISSEMENT KENIABA	9135	10053	19188
CR Tomboura	1614	1903	3517
CR GATHIARY	1139	1233	2372
CR MEDINA FOULBE	991	1099	2090
CR SADATOU	5391	5819	11210
ARRONDISSEMENT BELE ex KIDIRA	14167	14422	28589
CR BELE	10475	10449	20924
CR SINTHIOU FISSA	3692	3972	7664
ARRONDISSEMENT MOUDERY	29727	31127	60854
CR BALLOU	10974	11470	22444
CR GABOU	8436	8425	16861
CR MOUDERI	10317	11231	21548
DEPARTEMENT GOUDIRY	43645	45563	89208
COMMUNES	4601	4524	9125
Commune de Goudiry	2727	2644	5371
Commune de Kothiary	1874	1881	3755
ARRONDISSEMENT BOYNGUEL BAMBA	14571	15957	30528
CR BOYNGUEL BAMBA	4586	5311	9897
CR SINTHIOU MAMADOU BOUBOU	4271	4513	8784
CR KOUSSAN	2885	3214	6099
CR DOUGUE	2829	2919	5748
ARRONDISSEMENT DIANKE MAKHA	9427	9992	19419
CR DIANKE MAKHA	3266	3488	6754
CR BOUTOUCOUFARA	2043	2216	4259
CR BANI ISRAEL	837	1017	1854
CR KOMOTI	3280	3270	6550
ARRONDISSEMENT KOULOR	7548	7405	14953

CR SINTHIOU BOCAR LY	2566	2509	5075
CR KOULOR	4982	4895	9877
ARRONDISSEMENT BALA	7498	7685	15183
CR BALA	2468	2439	4907
CR KOAR	2501	2667	5168
CR GOUMBAYEL	2529	2578	5107
DEPARTEMENT KOUMPENTOUM	68512	67538	136050
COMMUNES	5304	5295	10599
Commune de Koumpentoum	4134	4123	8257
Commune de Malem Niani	1170	1172	2342
ARRONDISSEMENT Bamba THIALENE	34311	33865	68176
CR NDAME	2688	2644	5332
CR KAHENE	7151	7000	14151
CR MERETO	6601	6394	12995
CR BAMBA THIALENE	13950	14041	27991
ARRONDISSEMENT KOUTHIABA WOLOF	28898	28377	57275
CR PAYAR	10230	10073	20303
CR KOUTHIABA OUOLOF	10191	9923	20114
CR KOUTHIA GUAYDI	3921	3786	7707
CR PASS KOTO	4556	4595	9151
DEPARTEMENT TAMBACOUNDA	126678	124134	250812
COMMUNES	40315	39273	79588
Commune de TAMBACOUNDA	40315	39273	79588
ARRONDISSEMENT KOUSSANAR	22016	21670	43686
CR KOUSSANAR	12244	12253	24497
CR SINTHIOU MALEME	9772	9417	19189
ARRONDISSEMENT MAKAKOULIBANTAN	31374	31338	62712
CR Niani Toucouleur	5192	5127	10319
CR MAKAKOULIBATAN	15722	16140	31862
CR NDOGA BABACAR	10461	10071	20532
ARRONDISSEMENT MISSIRAH	32972	31853	64825
CR DIALAKOTO	7660	7023	14683
CR MISSIRAH	17509	17076	34585
CR NETTEBOULOU	7802	7754	15556

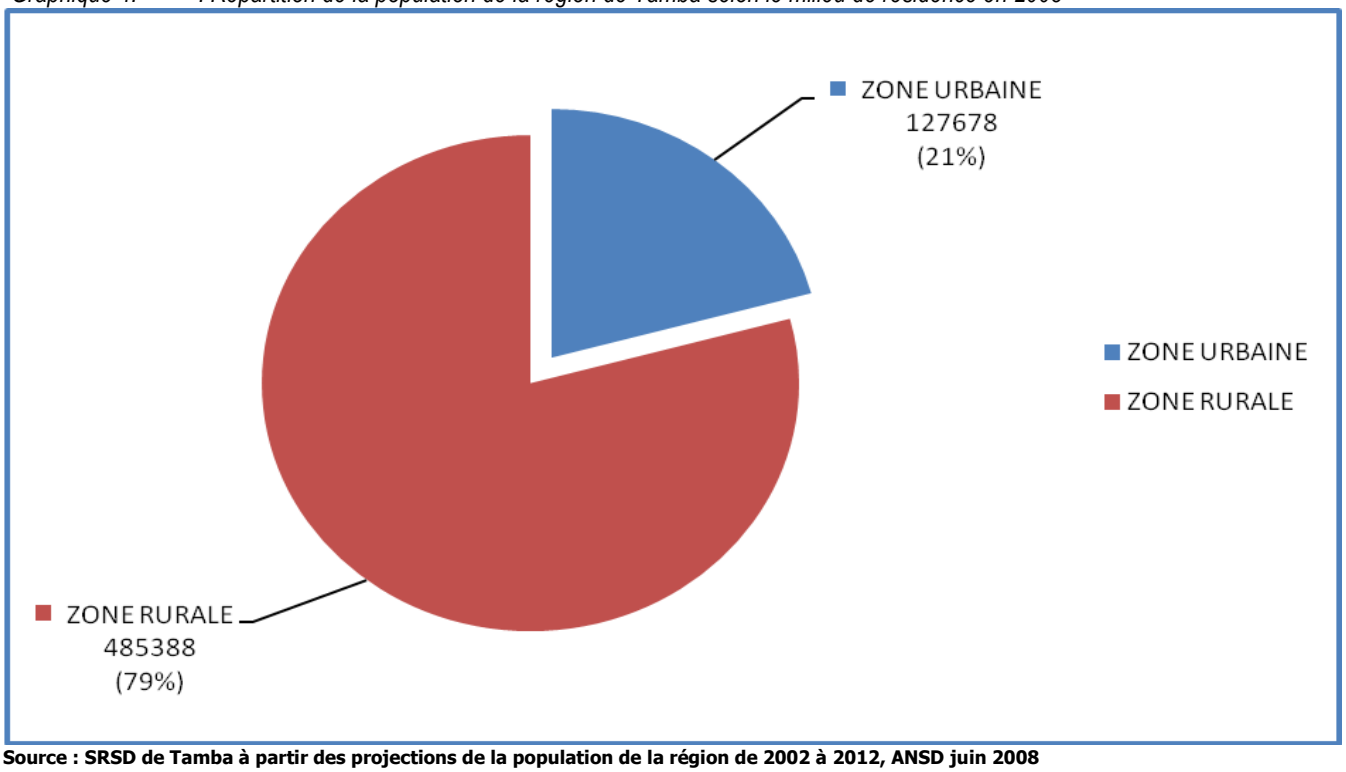
Graphique 2. ***Répartition de la population de la région de Tambacounda selon le département de résidence en 2008***



Graphique 3. ***: Répartition de la population de la région de Tamba selon l'Arrondissement en 2008***



Graphique 4. : Répartition de la population de la région de Tamba selon le milieu de résidence en 2008



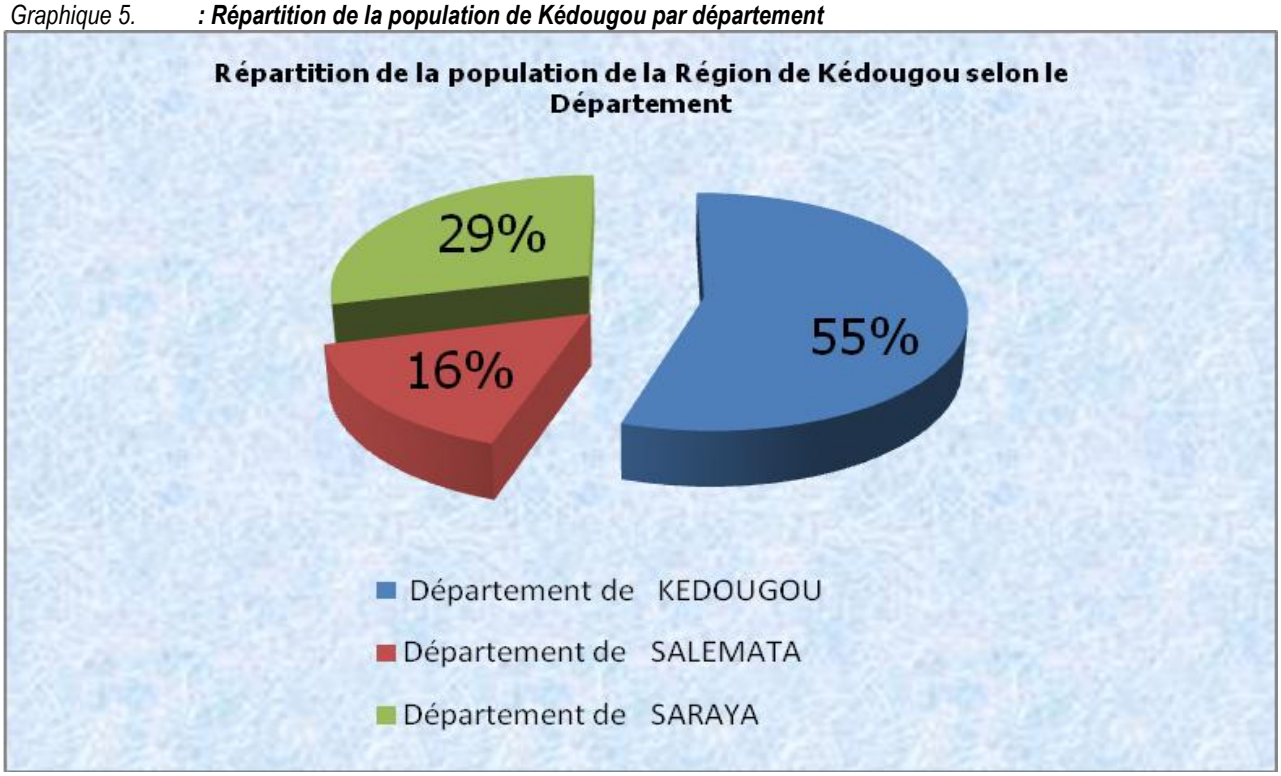
Source : SRSD de Tamba à partir des projections de la population de la région de 2002 à 2012, ANSD juin 2008

II.5 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU PAR DEPARTEMENT

En 2008, la population de la région de KEDOUGOU est estimée à 122333 hbts. Cette population est répartie comme suit :
Département de KEDOUGOU : 67087 hbts (55%)
Département de SALEMATA : 19327 hbts (16%)
Département de SARAYA : 35919 hbts (29%)

La population régionale est caractérisée par une inégale répartition. C'est dans le Département de KEDOUGOU où l'on note une forte concentration de la population (55%). Le département de SALEMATA est faiblement peuplé on y enregistre que 16 % de la population régionale.

Graphique 5. ***: Répartition de la population de Kédougou par département***



II.6 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU PAR ARRONDISSEMENT

La région de KEDOUGOU compte 6 arrondissements répartis comme suit :
Département de KEDOUGOU : 2 arrondissements
Département de SALEMATA : 2 arrondissements
Département de SARAYA : 2 arrondissements

Dans la région de KEDOUGOU, les arrondissements les plus peuplés sont : l'arrondissement de BANDAFASSI avec 39697 hbts et l'arrondissement de SABODALA 22197 hbts. Les autres arrondissements ont des effectifs de population compris entre 9800 hbts et 12000 hbts.

II.7 REPARTITION DE LA POPULATION DE KEDOUGOU SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

Pour ce qui concerne l'urbanisation, en 2008 la région de KEDOUGOU compte 3 Communes
Commune de Kédougou : 17557 hbts
Communes de Salemata : 1170 hbts
Commune de Saraya : 1328 hbts

Sur une population totale régionale de 122333 hbts en 2008, on note une population urbaine de 20055 hbts soit 16 % et une population rurale de 102278 hbts. La population de la région de Tambacounda est essentiellement rurale elle représente 84% de la population totale.

Tab 3 *: Superficie et densité de la région de Kédougou*

REGION KEDOUGOU	SUPERFICIE Km2	POPULATION 2008	DENSITE hbt/Km2
	16 896	122333	7,2 hbts/km2

Tab 4 :

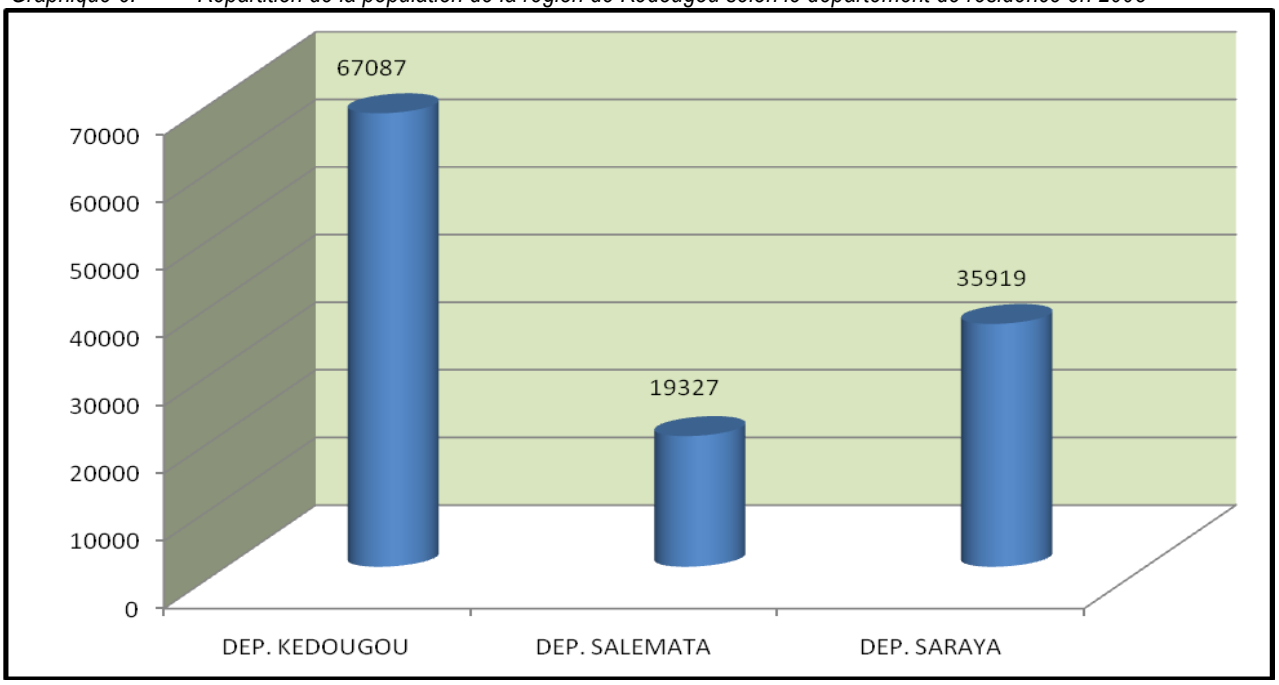
DEPARTEMENTS	COMMUNES	ARRONDISSEMENTS	C0MMUNAUTES RURALES
KEDOUGOU	Kédougou	BANDAFASSI	Ninéfécha
			Bandafassi
			Tomboroncoto
			Dindefelo
		FONGOLIMBI	Fongolimbi
			Dimboli
Total dép.	**1**	**02**	**6**
SALEMATA	Salémata	DAKATELI	Kévoye
			Dakatéli
		DAR SALAM	Ethiolo
			Oubadji
			Dar salam
Total dép.	1	02	5
SARAYA	Saraya	BEMBOU	Bembou
			Médina Baffé
		SABODALA	Sabodala
			Khossanto
			Missirah Sirimana
Total dép.	1	02	5
Total Région	**3**	**06**	**16**

II.8 REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION DE LA REGION DE KEDOUGOU

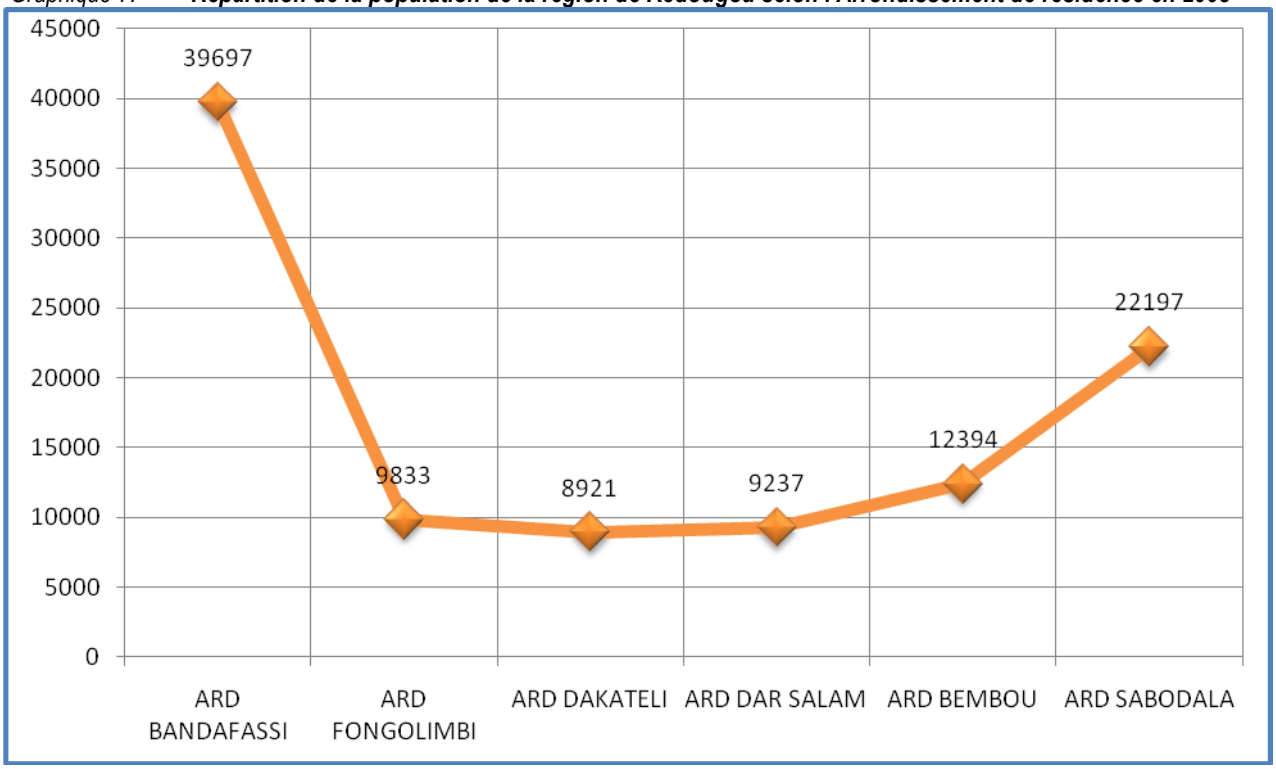
Tab 5 *: Evolution de la population de la région de Kédougou selon les localités*

Nom localité	2008 Homme	Femme	Totale
REGION KEDOUGOU	59589	62744	122333
ZONE URBAINE	10281	9773	20054
ZONE RURALE	49308	52971	102279
DEPARTEMENT KEDOUGOU	32790	34297	67087
COMMUNES	8996	8561	17557
Commune de KEDOUGOU	8996	8561	17557
ARRONDISSEMENT BANDAFASSI	19188	20509	39697
CR NINEFECHA	2201	2407	4608
CR BANDAFASSI	10263	11129	21392
CR TOMBORONCOTO	4080	4263	8343
CR DINDEFELO	2644	2710	5354
ARRONDISSEMENT FONGOLIMBI	4606	5227	9833
CR FONGOLIMBI	2259	2573	4832
CR DIMBOLI	2347	2654	5001
DEPARTEMENT SALEMATA	9215	10112	19327
COMMUNES	590	580	1170
Commune de SALEMATA	590	580	1170
ARRONDISSEMENT DAKATELI	4263	4658	8921
CR KEVOYE (EX THIANKOYE)	1355	1482	2837
CR DAKATELI	2908	3176	6084
ARRONDISSEMENT DAR SALAM	4362	4875	9237
CR ETHIOLO	1587	1841	3428
CR OUBADJI	835	944	1779
CR DARSALAM	1940	2089	4029
DEPARTEMENT SARAYA	17584	18335	35919
COMMUNES	695	633	1328
Commune de SARAYA	695	633	1328
ARRONDISSEMENT BEMBOU	5997	6397	12394
CR BEMBOU	3283	3447	6730
CR MEDINA BAFFE	2715	2949	5664
ARRONDISSEMENT SABODALA	10892	11305	22197
CR SABODALA	2961	3031	5992
CR KHOSSANTO	4523	4671	9194
CR MISSIRAH SIRIMANA	3407	3603	7010

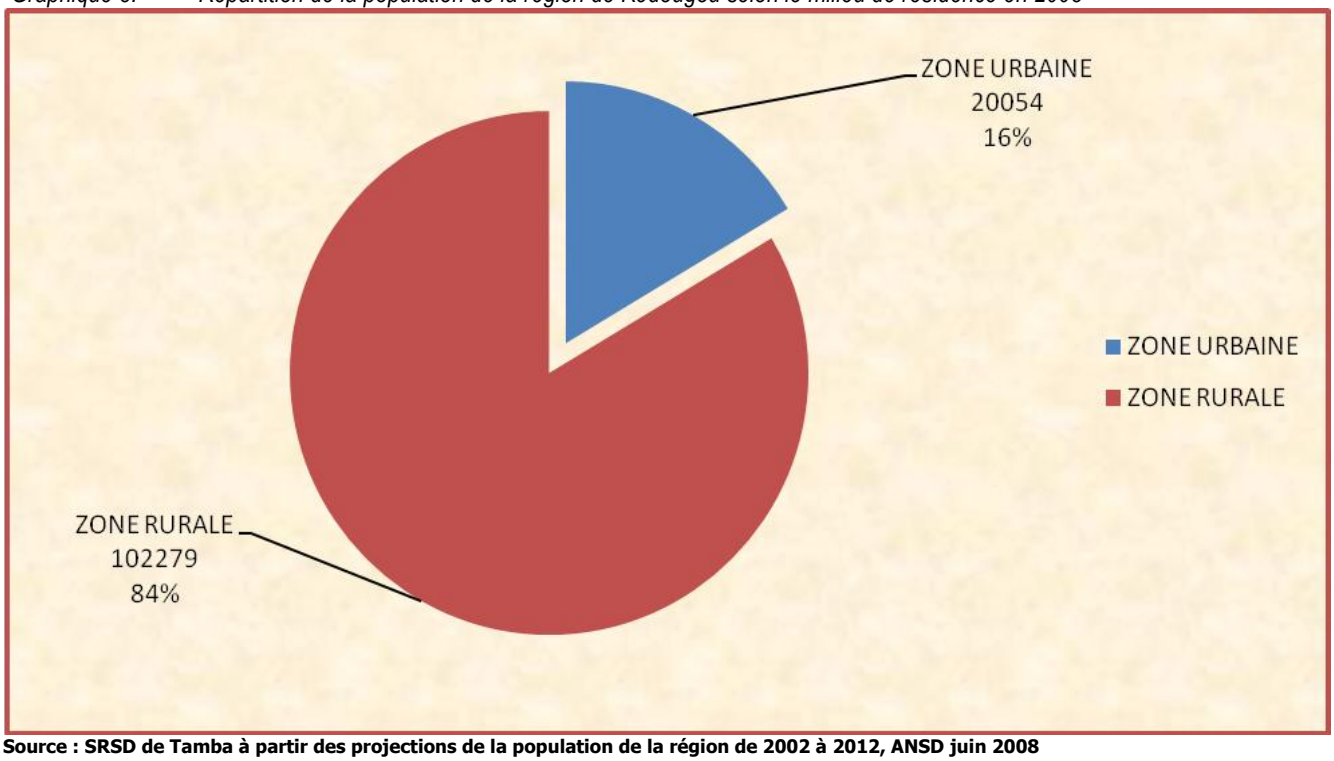
Graphique 6. *Répartition de la population de la région de Kédougou selon le département de résidence en 2008*



Graphique 7. ***Répartition de la population de la région de Kédougou selon l'Arrondissement de résidence en 2008***



Graphique 8. Répartition de la population de la région de Kédougou selon le milieu de résidence en 2008



Source : SRSD de Tamba à partir des projections de la population de la région de 2002 à 2012, ANSD juin 2008

CONCLUSION

La population des deux régions de Kédougou et Tambacounda est jeune. Malgré une légère amorce d'urbanisation, la population est essentiellement rurale : les taux d'urbanisation demeurent encore très faibles, bien que l'on note une légère amorce d'urbanisation. Cette tendance se poursuivra certainement avec la mise en œuvre de grands projets structurants comme les projets miniers.

La population est inégalement répartie, certains arrondissements ont un poids démographique très faible par rapport à l'étendue des superficies, par conséquence un habitat dispersé et des densités encore faibles.

III. CHAPITRE : LA SANTE

INTRODUCTION

La santé étant un secteur stratégique, les activités qui y sont menées concourent toutes vers le bien être social. L'objectif que se sont assignées les autorités médicales au niveau de la région, à l'instar de la politique nationale en matière da santé, c'est de faire bénéficier à toute la population des soins de qualité. La particularité de la région de Tambacounda étant l'immensité de sa superficie, la résolution des problèmes en matière de santé recommande la mise en synergie des moyens humains et financiers. La Région Médicale qui coordonne et supervise toutes les activités dans le domaine de la santé nous a permis de dresser la situation sanitaire de la région en 2008.

III.1 AU NIVEAU DES DISTRICTS DE SANTE EN 2008

Dans les structures situées au niveau des districts**,** seuls les districts de Goudiry et de Bakel disposent d'un centre de santé de référence. Les autres districts de la région disposent d'un centre de santé uniquement. Quant aux postes de santé, sur un total de 60 que compte la région, le district de Bakel compte à lui seul de 18. S'agissant des cases de santé, sur les 117 existant aux niveau de la région, le plus grand nombre soit 22 se trouvent logées au niveau du district de Goudiry, puis suit le district de Tamba avec 21 cases de santé, devançant de peu les districts de Koumpentoum et de Kidira qui en disposent 18 chacun.

Tab 6 *: Infrastructures au niveau des districts de santé en 2008*

Districts	Nombre total de centre de santé de référence	Nombre total de centre de santé	Nombre de Postes de Santé avec Maternité	Nombre de Postes de Santé sans Maternité	Nombre de case de santé
Tamba	0	1	5	8	21
Koumpetoum	0	1	7	0	18
Goudiry	1	0	2	4	22
Kidira	0	1	5	1	18
Bakel	1	1	18	0	8
Dianke makhan	0	1	0	5	13
Makacoulibantang	0	1	1	4	17
Total	**2**	**6**	**38**	**22**	**117**

III.2 INFRASTRUCTURES PRIVEES AU NIVEAU DE LA REGION EN 2008

Au niveau des structures privées de la région, il faut noter l'inexistence d'hôpitaux, de postes de santé sans maternité, de maternités isolées et de cabinets de spécialistes.

Tab 7 *: Infrastructures privées au niveau de la région en 2008*

Districts	Nombre de Cliniques privées	Nombre de PS avec Maternité	Nombre de Cabinets Médecins généralistes	Nombre de Postes Santé d'entreprise	Nombre de Dispensaires avec infirmier
Tamba	2	2	0	1	0
Koumpetoum	0	0	0	0	1
Goudiry	0	0	1	0	1
Kidira	0	0	0	0	2
Bakel	0	0	0	0	0
Dianke makhan	0	0	0	0	0
Makacoulibantang	0	0	0	0	0
TOTAL	**2**	**2**	**1**	**1**	**4**

III.3 REPARTITION DES DEPÔTS PRIVES DE PHARMACIE AU NIVEAU DES DISTRICTS EN 2008

Tous les districts sanitaires de la région disposent d'au moins 1 dépôt privé de pharmacie à l'exception du district de Dianké Makhan. Le district de Tamba compte à lui seul 6 dépôts privés de pharmacie.

Tab 8 *: Répartition des Dépôts privés de pharmacie au niveau des districts en 2008*

Districts	Nombre de Dépôts privés de Pharmacie
Tamba	6
Makacolibantang	1
Diankhemakha	0
Goudiry	1
Kidira	1
Bakel	3
Koumpentoum	1
TOTAL	**13**

III.4 REPARTITIONS DES CONSULTANTS ; DES CONSULTATIONS ET EVACUATIONS REALISEES EN 2008 DANS LES STRUCTURES DE SANTE PAR TRANCHE D'AGE

En matière de consultation au niveau de la région, les districts de Tamba, de Bakel et de Koumpentoum ont enregistré le plus de cas avec respectivement 56251, 27084 et 25482 consultations. Ce sont ces mêmes districts qui ont enregistré le plus grand nombre de consultants avec 46162 dans le district de Tamba, 23907 pour le district de Koumpentoum et 23559 au niveau du district de Bakel. Concernant les évacuations, le District de Tamba avec 248 cas et celui de Bakel avec 151 cas ont mentionné le plus grand nombre d'évacuations.

Tab 9 *: Répartitions des consultants ; des consultations et évacuations réalisées en 2008 dans les structures de sante par tranche d'âge*

Tranche d'Ages	BAKEL			DIANKE			GOUDIRY			KIDIRA		
	consultant	consultation	Evacuation	consultant	consultation	Evacuation	consultant	consultation	Evacuation	consultant	consultation	Evacuation
0 - 11 mois	1562	1768	11	371	398	3	604	706	0	82	134	1
12 - 59m	3429	3828	15	1863	1983	10	1868	2068	0	259	415	0
5 - 14 ans	5355	5821	24	1775	1952	3	1699	1860	4	211	323	4
15 - 19 ans	3448	4080	24	728	762	1	974	1120	2	233	338	0
20 - 25 ans	2983	3488	20	810	843	7	838	941	1	426	819	4
26 - 49 ans	3705	4271	30	1161	1425	3	1770	1920	7	301	417	1
50 - 59 ans	2226	2674	16	426	460	3	476	554	2	282	349	13
60 &+	61	79	2	29	50	1	95	127	0	164	285	0
Age ND	790	1075	9	179	218	1	99	133	1	39	79	0
TOTAL	**23559**	**27084**	**151**	**7342**	**8091**	**32**	**8423**	**9429**	**17**	**1997**	**3159**	**23**

Tranche d'Ages	KOUMPENTOUM			MAKA			TAMBA		
	consultant	consultation	Evacuation	consultant	consultation	Evacuation	consultant	consultation	Evacuation
0 - 11 mois	2106	2198	1	561	581	0	4025	4308	39
12 - 59m	6189	6482	12	2064	2111	4	11418	12003	46
5 - 14 ans	4755	5019	10	1405	1458	2	10268	13933	35
15 - 19 ans	1762	1889	3	650	670	2	4543	5449	14
20 - 25 ans	1950	2099	2	838	855	0	5728	8867	36
26 - 49 ans	4745	5198	25	1309	1357	1	6150	7316	41
50 - 59 ans	1922	2048	8	316	336	1	2548	2617	18
60 &+	176	199	2	73	76	0	1277	1501	16
Age ND	302	350	0	305	323	0	205	257	3
TOTAL	**23907**	**25482**	**63**	**7521**	**7767**	**10**	**46162**	**56251**	**248**

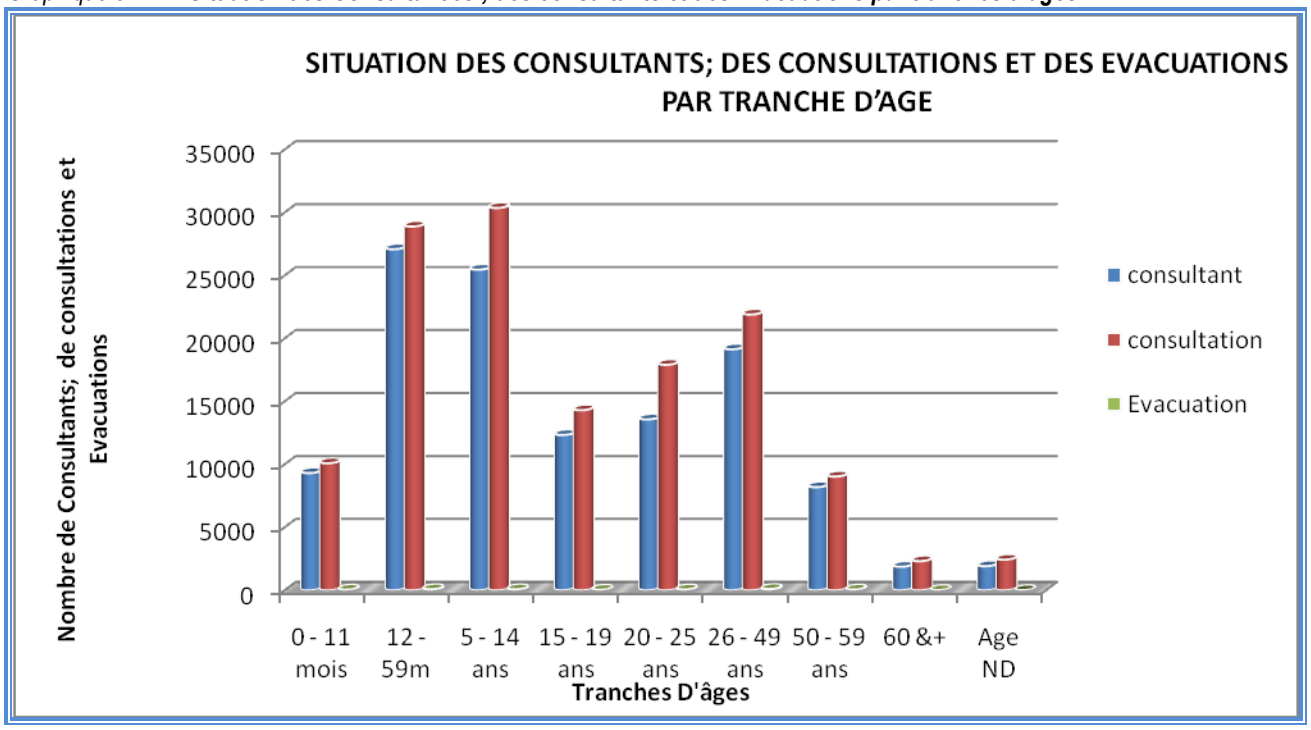
III.5 REPARTITION DES CONSULTANTS ; DES CONSULTATIONS ET EVACUATIONS REALISEES EN 2008 DANS LES STRUCTURES DE SANTE DE LA REGION PAR TRANCHE D'AGES

Les données du tableau relatives à la répartition des consultants, des consultations et des évacuations par tranche d'âges dans les structures en 2008 permettent d'observer que c'est la frange de la population dont l'âge est compris entre 1 et 15 ans qui constituent l'effectif le plus significatif parmi les consultants. C'est aussi ce sous groupe de la population qui a effectué le plus grand nombre de consultations. Cependant, le nombre de consultants et de consultations restent important jusqu'à 60 ans. La plupart des cas d'évacuations ont concerné les adultes dont l'âge est compris entre 26 et 50 ans.

Tab 10 : *Répartition des consultants; des consultations et évacuations réalisées en 2008 dans les structures de sante de la région par tranche d'âges*

Tranche d'Ages	ENSEMBLE		
	consultant	consultation	Evacuation
0 - 11 mois	9311	10093	55
12 - 59m	27090	28890	87
5 - 14 ans	25468	30366	82
15 - 19 ans	12338	14308	46
20 - 25 ans	13573	17912	70
26 - 49 ans	19141	21904	108
50 - 59 ans	8196	9038	61
60 &+	1875	2317	21
Age ND	1919	2435	14
TOTAL	**118911**	**137263**	**544**

Graphique 9. ***Situation des Consultances ; des consultants et des Evacuations par tranches d'âges***



III.6 SYNTHESE DES ACTIVITES DES MATERNITES DE LA REGION

Au niveau des maternités de la région, les districts de Bakel et de Tamba possèdent les plus grandes capacités d'hospitalisation car disposant de plus de lits et ayant enregistré un effectif plus important de malades hospitalisées. C'est aussi dans ces structures qu'on dénombre plus de journées d'hospitalisation.

Parmi les 392 évacuations de malades dans la région, la majeure partie soit 203 malades avait été enregistrée au niveau du district de Tambacounda parce que disposant d'un plateau technique plus relevé par rapport aux autres districts de la région.

Les accouchements dans les maternités sont effectués par plusieurs catégories d'agents. Sur les 5137 accouchements constatés en 2008 au niveau des districts, seulement 2554 ont été effectué par un personnel qualifié. Le nombre d'accouchement à domicile reste élevé, il était de 881 en 2008.
Les consultations post natales avaient été parfois bien suivies par les malades dans certains districts tels que Bakel et Tamba alors que dans d'autres districts, les patientes ne revenaient pas souvent au niveau des structures pour compléter leurs consultations.

Tab 11 ***: Synthèse des activités des maternités de la région***

	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPEN-TOUM	MAKA	TAMBA	REGION
Lits disponibles	354	32	96	41	48	14	166	751
Lits installés	271	30	92	30	41	14	130	608
Malades hosp sorties	1792	300	322	12	481	148	1688	4743
Nbrs journées d'hosp	4967	742	787	21	443	204	2521	9685
Nbre malades évacuées	50	32	35	10	55	7	203	392
Nbre malades dcd	1	1	0	0	3	0	3	8
Nbre accouch maternité	1528	272	353	143	894	355	1592	5137
Exécutés par personnel qualifié	894	175	170	95	237	157	826	255 4
Ados jeunes (10-24ans)	0	51	61	4	72	0	338	526
Césarienne	0	0	0	0	0	0	0	0
Forceps	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventouse	0	0	0	0	0	0	0	0
GATPA	37	0	16	0	158	0	0	211
Parogramme	878	56	80	0	0	135	131	1280
Nbre accouch domicile	198	35	65	49	187	66	281	881
Ados jeunes (10-24ans)	0	3	7	0	11	0	27	48
Enfants nés vivants	1703	297	388	185	1030	415	1237	5255
Dont poids inférieur 2,5	127	28	9	11	77	76	125	453
Dont poidssupérieur 4kg	0	8	0	0	0	0	24	32
paquet immédiat à la naiss	875	66	185	125	481	182	725	2639
Nbre enfants infectés	0	7	40	0	0	4	47	98
Ayant reçu TTT ATB	0	7	38	0	24	4	47	120
Nbre d'enfants mal. Référés	0	0	5	1	0	0	10	16
Nbre total mort-nés	29	10	20	7	49	8	47	170
dont frais	19	9	18	6	35	4	21	112
dont macérés	10	1	2	1	14	4	26	58
Enfants n'ayant pas crié à naiss	0	8	8	0	35	0	51	102
dont réanimés	0	2	4	0	7	0	32	45
Avortements constatés	121	25	14	18	102	18	137	435
Premier trimestre	27	10	2	0	0	9	0	48
Ados jeunes (10-24ans)	0	2	1	2	14	1	11	31
Ayant bénéficié de curage	0	6	2	0	18	4	12	42
AMIU	0	0	0	0	0	0	0	0
PF après avortement	25	0	0	0	5	10	5	45
Ados jeunes (10-24ans)	0	0	0	0	1	0	0	1
Nbre complications obstétricales	59	2	1	0	26	13	36	137
Infection puerpérale	1	1	0	0	0	9	0	11
Hémorragie	0	0	0	0	0	1	0	1
Franchissement ligne d'action	8	0	0	0	0	2	0	10
HRP	7	0	0	0	0	0	6	13
PP	0	0	0	0	0	0	0	0
HPP	23	1	1	0	0	0	1	26
Rupture utérine	0	0	0	0	0	0	0	0
Pré-éclampsie	1	112	114	0	0	0	0	227
Eclampsie	1	0	0	0	4	0	4	9
Fistules	1	0	0	0	0	0	0	1
Nbe accouchées VitA	371	113	146	75	419	329	1265	2718
Décès de femmes	1	1	0	0	4	1	4	11
a) Suite accouchement	1	1	0	0	1	0	0	3
dont dans la structure	1	0	0	0	0	0	0	1
dont à domicile	0	1	0	0	0	0	0	1
b) Suite avortement	0	0	0	0	2	0	1	3
dont dans la structure	0	0	0	0	2	0	1	3
dont à domicile	0	0	0	0	0	0	0	0

c) Suite paludisme	0	0	0	0	0	0	0	0
dont dans la structure	0	0	0	0	0	0	0	0
dont à domicile	0	0	0	0	0	0	0	0
d Suite hémorragie	0	0	0	0	0	0	0	0
e Suite HTA	0	0	0	0	0	0	0	0
f Suite Dystocie	0	0	0	0	0	0	0	0
g Suite Infections	0	0	0	0	0	0	0	0
dont dans la structure	0	0	0	0	0	0	0	0
dont à domicile	0	0	0	0	0	0	0	0
h Suite grossesse pathologique	0	0	0	0	3	0	3	6
dont dans la structure	0	0	0	0	3	0	2	5
dont à domicile	0	0	0	0	0	0	1	1
Ados jeunes (10-24ans)	0	0	0	0	0	0	0	0
Consultation Post Nat	623	23	83	0	0	0	0	729
Reçue dans les 42j ap accouch	1806	115	224	122	768	190	1316	4541
CPoN1 (1-3j)	1092	0	0	87	75	3	430	1687
CPoN2 (9-15j)	460	65	118	34	414	130	671	1892
CPoN3 (16-42j)	122	33	76	3	260	162	402	1058
Effectué 3CPoN	115	32	0	0	95	0	137	379
NNE sous ARV (mères séro+)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fistules identifiées	0	0	0	0	0	0	0	0
dont traitées	0	0	0	0	0	0	0	0
Décès 0 - 7 jours	5	1	1	0	23	1	3	34

III.7 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE EN 2008

Au niveau des postes de santé, en ce qui concerne les consultations pré natales, les femmes qui devraient assurer les quatre consultations avant leur accouchement parvenaient rarement à les assurer toutes.
De même, les vaccinations étaient rarement prises par les femmes de façon complète, en intégralité pour mieux protéger le fœtus.

Tab 12 *: Synthèse régionale des activités des postes de sante en 2008*

	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPEN-TOUM	MAKA	TAMBA	REGION
1er contacts CPN	792	508	830	253	1552	1237	2310	7482
Nombre de CPN 1	1412	323	599	361	918	605	4380	8598
Nombre de CPN 2	1998	547	727	313	2772	959	4209	11525
Nombre de CPN3	1737	328	470	184	1914	684	2590	7907
Nombre de CPN4	1278	138	285	105	973	267	1229	4275
Femme ayant effectué compl 4CPN	499	2	0	12	0	118	734	1365
Total CPN	6425	1336	2081	975	6577	2515	12408	32317
GAR dépistées	138	22	11	4	0	12	172	359
GAR référées	47	5	11	4	114	2	23	206
dont réalisées par personnel qualifié	2966	712	509	271	14	676	10239	15387
Ado jeunes reçues en CPN	0	200	92	12	153	0	672	1129
Total VAT	3516	1064	2541	653	3500	2834	23439	37547
VAT 1	1344	592	1437	417	1611	1395	13428	20224
VAT 2	1003	375	828	228	1472	1439	6687	12032
VAT 3	713	84	230	8	282	0	3157	4474
VAT 4	227	13	45	0	122	0	128	535
VAT 5	229	0	1	0	13	0	39	282
Total TPI	3560	840	1168	532	3799	1622	7048	18569
TPI 1	2038	515	762	313	2776	1037	4343	11784
TPI 2	1520	325	406	219	976	585	2704	6735
TPI 3	2	0	0	0	47	0	1	50
femme ayant reçu MII	572	406	459	253	491	568	3639	6388
Proposition Test VIH	870	735	647	0	1507	1148	5407	10314
dont Ados jeunes	0	0	184	0	0	0	0	184
Accepté de faire le test VIH	826	638	538	0	671	663	3907	7243
dont Ados jeunes	0	0	92	0	0	0	0	92
Ayant fait le test VIH	414	39	8	0	27	67	903	1458
dont Ados jeunes	0	0	2	0	0	0	0	2
Ayant retiré le résultat	358	39	8	0	27	67	187	686
dont Ados jeunes	0	0	2	0	0	0	0	2
Test positif	0	1	0	0	2	0	9	12
dont Ados jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0
Séropositives sous ARV	0	0	0	0	0	0	2	2
dont Ados jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0
Femmes supplémentées en fer	1774	541	955	363	745	633	9880	14891
Ayant fait le test de la syphilis	0	0	0	0	1	0	973	974
dont positive	0	0	0	0	0	0	22	22

III.8 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE 2008

On relève à partir des données du tableau quelques cas d'infécondité et d'infertilité au niveau des postes situés dans le district de Bakel notamment, mais aussi dans les districts de Goudiry, de Koumpentoum, de Maka et de Tamba. Les infections sexuellement transmissibles (IST) se retrouvent dans les postes de santé de tous les districts. Les tests sur le SIDA ont permis de déceler 1 seul cas de séropositivité à Bakel (une femme sur 181

femmes testées). Dans le district de Tamba, au niveau des postes ont a décelé 2 sidéens masculin et 18 sidéens féminins contrôlés positifs.

Tab 13 *: Synthèse régionale des activités des postes de sante 2008*

Infécondité/Infertilité	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPEN-TOUM	MAKA	TAMBA	REGION
Cas dépistés	29	0	16	0	16	2	0	63
Hommes	11	0	3	0	1	0	6	21
Femmes	64	0	16	0	18	2	16	116
Guéris	5	0	0	0	3	0	0	8
Hommes	9	0	0	0	1	0	1	11
Femmes	4	0	0	0	3	0	2	9

IST

	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPEN-TOUM	MAKA	TAMBA	REGION
Ecoulement	707	94	70	40	202	247	1950	3310
Ulcérations	35	10	13	13	109	26	179	385
	471	0	157	0	0	42	107	777
Autres IST	1100	31	38	117	163	41	470	1960
TOTAL	**635**	**135**	**278**	**170**	**474**	**356**	**2706**	**4754**

SIDA

	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPEN-TOUM	MAKA	TAMBA	REGION
Hommes								
Testés	26	2	37	0	0	0	36	101
Positifs	0	0	0	0	0	0	2	2
dont Enfant <15ans	0	0	0	0	0	0	46	46
dont Ado jeunes (15-20ans)	0	0	27	0	0	0	2	29
Femmes								
Testés	181	4	44	0	0	0	632	861
Positifs	1	0	0	0	0	0	18	19
dont Enfant <15ans	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Ado jeunes (15-20ans)	0	0	0	0	0	0	0	0

III.9 SYNTHESE REGIONALE DES ACTIVITES DES POSTES DE SANTE 2008

Les différentes méthodes de traitement de la diarrhée d'enfants de moins de 5 ans ont produit des résultats satisfaisants en 2008. D'après les résultats du tableau, seul le district de Kidira n'a mentionné aucun cas de diarrhée au niveau des postes de santé. La supplémentation en vitamine A des enfants de moins de 5 ans et le programme élargi de vaccination des enfants de 0 à 11 mois ont constitué des actions prioritaires dans les activités au niveau des postes de santé situés dans les différents districts.

Tab 14 *: Synthèse régionale des activités des postes de sante 2008*

DIARRHEES	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP	MAKA	TAMBA	REGION
Diarrhées <5ans	843	246	304	0	255	428	1137	3213
Traités par SSS	172	61	10	0	80	195	222	740
Traités par SRO	458	185	286	0	370	181	803	2283
Traités voie parentérale	30	0	8	0	74	52	113	277
Traités par ATB	676	36	140	0	600	339	849	2640
Référés par les PS	4	0	0	0	0	5	26	35
Reçus/référence/CS	0	0	8	0	58	25	26	117
Décès suite diarrhées	0	0	0	0	5	3	0	8
SUPPLEMENTATION DEPARASITAGE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS								
Vit a	129	0	0	0	896	6	376	1407
Déparasités	696	30	0	0	934	42	947	2649
Disposant de MII	4276	133	137	0	558	134	2587	7825
PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (Enfants 0 - 11 mois)								
POLIO 0	1430	286	564	0	0	0	2103	4383
BCG	2043	871	1789	0	0	0	6626	11329
PENTA 1	2164	1027	1660	0	0	0	6306	11157
PENTA 2	1996	936	1386	0	0	0	5644	9962
PENTA 3	2046	941	1459	0	0	0	5198	9644
ROUVAX	1744	878	1386	0	0	0	4788	8796
F JAUNE	1775	876	1376	0	0	0	4743	8770
NEV	9737	4208	5095	0	0	0	23214	42254
ECV	1739	873	1281	0	0	0	4735	8628

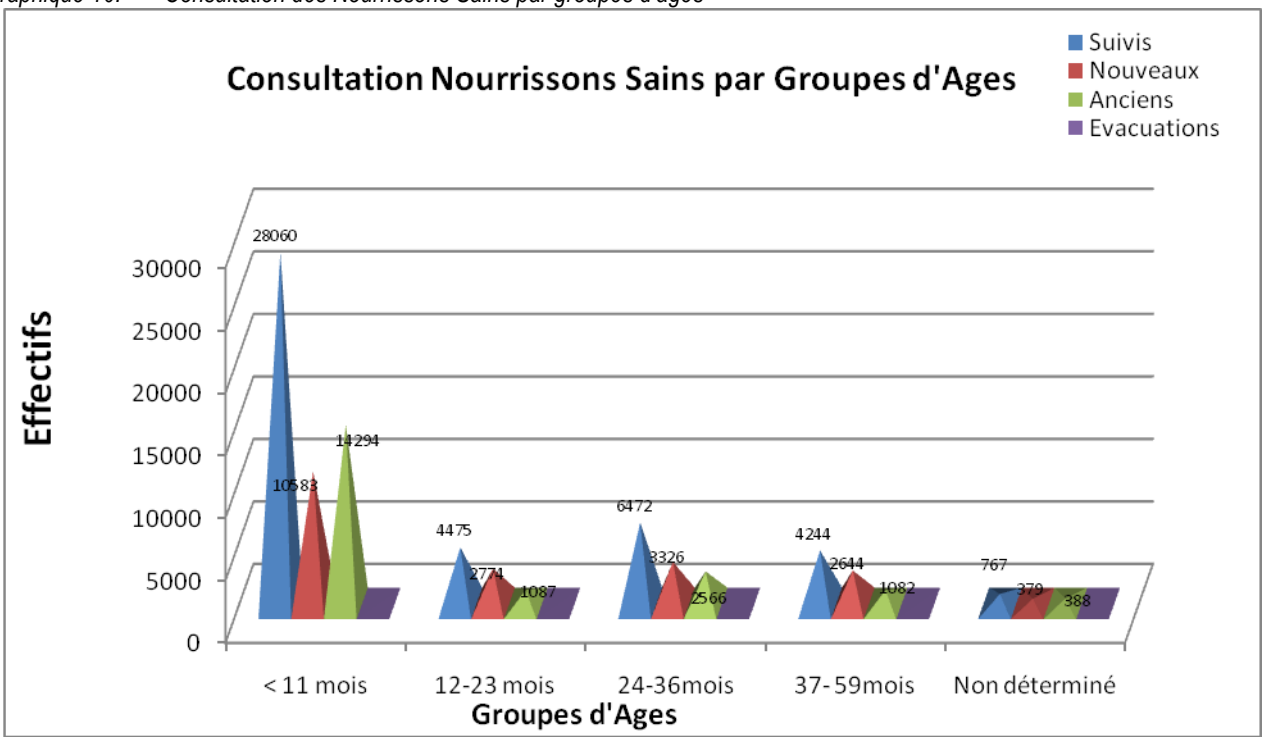
III.10 CONSULTATION NOURRISSONS SAINS

Le contrôle médical des nourrissons sains permet un meilleur suivi de leur processus de croissance et assure une meilleure prévention contre certaines maladies infantiles.

Tab 15 *: Consultation Nourrissons sains*

Groupes Ages	Suivis	Nouveaux	Anciens	Evacuations
< 11 mois	28060	10583	14294	10
12-23 mois	4475	2774	1087	6
24-36mois	6472	3326	2566	0
37- 59mois	4244	2644	1082	5
Non déterminé	767	379	388	0
TOTAL	**43838**	**19587**	**19356**	**21**

Graphique 10. Consultation des Nourrissons Sains par groupes d'âges



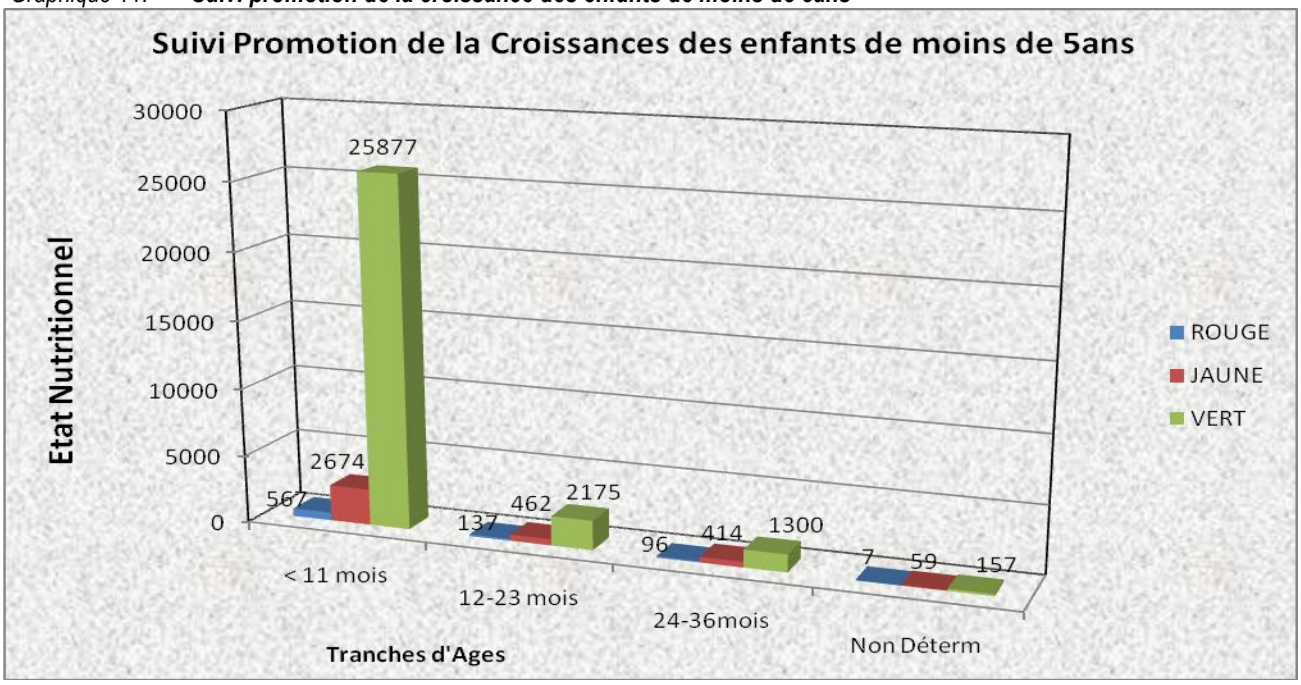
III.11 SUIVI PROMOTION DE LA CROISSANCE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

Le régime alimentaire des enfants de moins de 5 ans constitue un facteur important pour leur croissance. Pour permettre à ces enfants de connaître une bonne croissance, il faudrait que les soins préventifs soient complétés par des apports en vitamine durant leur nutrition.

Tab 16 *: Suivi Promotion de la croissance des enfants de moins de 5ans*

Etat Nutritionnel	< 11 mois	12-23 mois	24-36mois	Non Déterminé	TOTAL
ROUGE	567	137	96	7	807
JAUNE	2674	462	414	59	3609
VERT	25877	2175	1300	157	29509
TOTAL	**29118**	**2774**	**1810**	**223**	**33925**

Graphique 11. ***Suivi promotion de la croissance des enfants de moins de 5ans***



III.12 PLANIFICATION FAMILIALE

Pour assurer l'espacement des naissances, plusieurs méthodes sont utilisées pour la planification familiale (pilules, DIU, Norplan, etc.…). Les informations recueillies en 2008 permettent d'observer que les préservatifs masculins sont plus utilisés que les préservatifs féminins dont l'utilisation est encore marginale.

Tab 17 *: Planification familiale*

METHODES	NOUVELLES	ACTIVE	INACTIVE	ABANDON
Pilules	587	1322	496	147
DIU	44	136	28	1
Norplan	15	324	95	1
Préservatif masculin	201	88	14	7
Préservatif féminin	0	4	0	0
DEPO	1458	4138	1941	351
Autres	381	0	0	5
TOTAL	**2686**	**6012**	**2574**	**512**

Anciennes	NOUVELLES METHODES						
	Pilules	DIU	Norplan	Condom mas.	Condom fém.	DEPO	TOTAL
Pilules	0	0	0	0	0	55	55
DIU	11	0	0	0	0	0	11
Norplan	0	0	0	0	0	0	0
Préservatif masculin	0	0	0	0	0	0	0
Préservatif féminin	0	0	0	0	0	0	0
DEPO	22	2	0	0	0	0	24
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**33**	**2**	**0**	**0**	**0**	**55**	**90**

CONCLUSION

Le secteur de la santé qui a adopté certaines stratégies pour lutter contre les maladies a enregistré en 2008 des résultats satisfaisants au niveau de la région. Les campagnes de prévention autour du PEV, la facilité offerte pour accéder aux moustiquaires imprégnées, les méthodes de lutte contre les maladies émergentes et la prise en charge de certaines maladies chroniques ont permis de baisser de façon significative la mortalité en général et particulièrement la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Cependant, malgré tous les efforts consentis par les autorités, les partenaires et le personnel de santé, il reste encore beaucoup à faire pour une meilleure couverture de la région. L'atteinte des objectifs dans le sens de l'amélioration des indicateurs de santé ne sera possible que si les autorités gouvernementales consentent à mettre à la disposition des structures du personnel qualifié mais aussi des moyens matériels et financiers. La construction d'infrastructures sanitaires et le relèvement du plateau technique contribueront aussi largement à améliorer la santé de la population.

IV. CHAPITRE : AGRICULTURE

INTRODUCTION

La commercialisation des produits agricoles de la campagne 2008/2009 a démarré assez tardivement en mi janvier contrairement à l'année dernière où il avait commencé dès le 26 novembre. Cela est la conséquence du retard qui a été accusé dans la fixation du prix officiel à **165 F /kg** d'arachide et de la non disponibilité du financement nécessaire à l'achat des graines.

Compte tenu des contraintes sus citées, la collecte a tardivement démarré et reste encore timide malgré la bonne production arachidière.
Cette collecte concerne les départements de Tambacounda avec 90 points de collecte programmés et Bakel avec 27 points de collecte programmés. Kédougou n'a pas de points de collectes programmés.

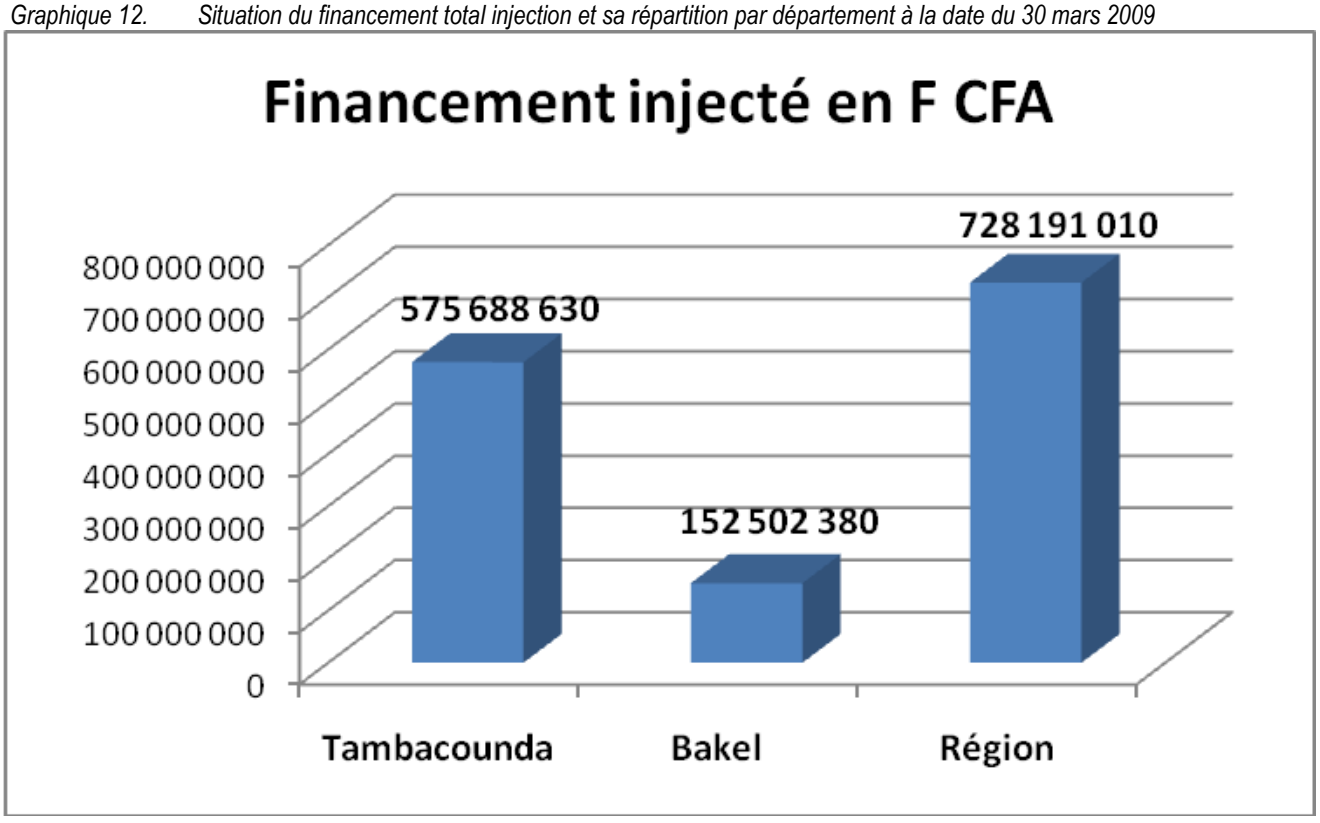
IV.1 LE FINANCEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009

Le volume total injecté s'élève **728 191 010 F CFA** ainsi répartis à la date du 30 mars 2009 :

- Département de Tamba : 575 688 630 F CFA soit 98% du montant total ;
- Département de Bakel : 152 502 380 F CFA soit 2% du montant total.

Le graphique ci-dessous en constitue une illustration.

Graphique 12. Situation du financement total injection et sa répartition par département à la date du 30 mars 2009



IV.2 SITUATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009

IV.2.1. LES POINTS DE COLLECTE

Un total de 117 points de collecte ont étés programmés et les résultats à date sont consignés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tab 18 *: Points de collecte programmés et exécutés*

Département	Points de collecte programmés	Points de collecte exécutés	Taux d'exécution des points de collecte (%)
Tambacounda	90	46	51%
Bakel	27	4	15%
Région	**117**	**50**	**43%**

IV.2.2. LES MOUVEMENTS DES QUANTITES REPERTORIEES

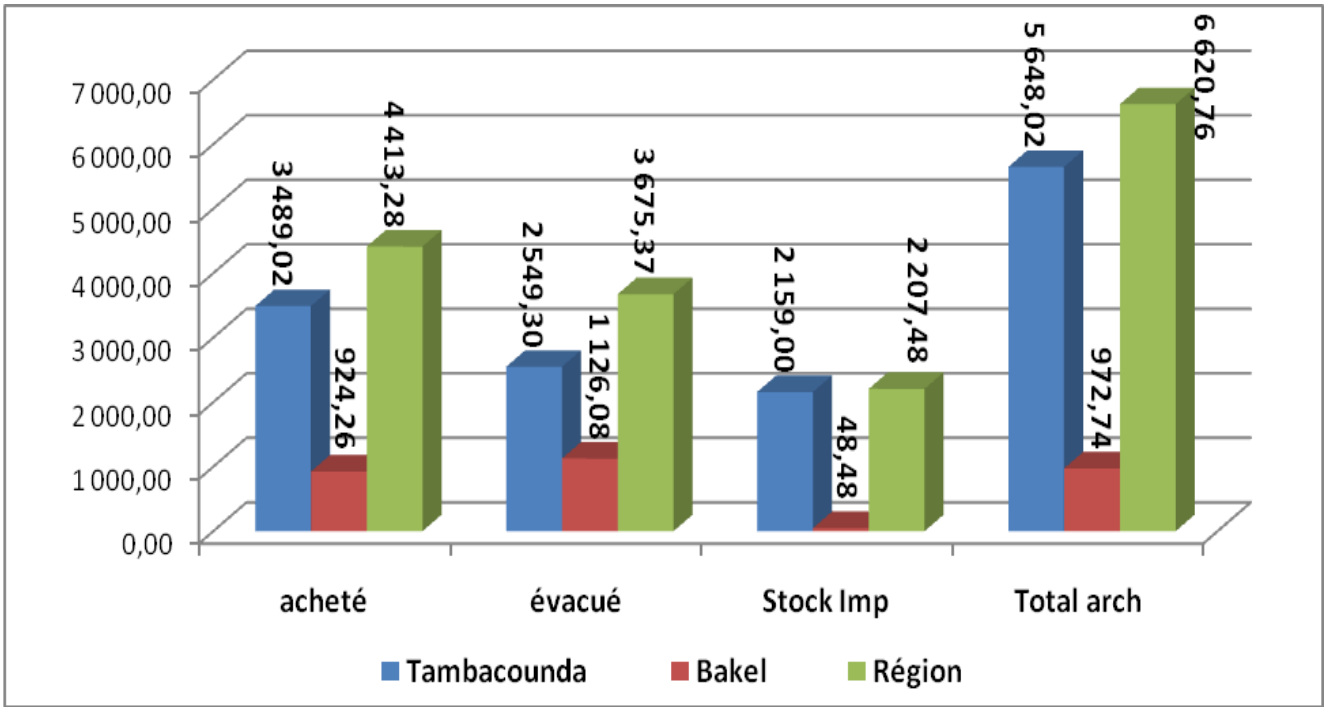
Elles s'énoncent ainsi qu'il suit :

- Quantités achetées : **4 413,28** tonnes ;
- Quantités évacuées **3 675,37** tonnes soit 83% des quantités achetées ;
- Disponibilités totales en arachides : **6 620,76** tonnes ;
- Quantités totales impayées : **2 207,48** tonnes soit 33% des disponibilités totales en arachides.

Tab 19 *: Financement et mouvements des différents tonnages répertoriés à la date du 30 mars 2009*

	Tonnage			
Départements	**Acheté**	**Evacué**	**Stock impayé**	**Total arachide**
Tambacounda	3 489,02	2 549,30	2 159,00	5 648,02
Bakel	924,26	1 126,08	48,48	972,74
Région	**4 413,28**	**3 675,37**	**2 207,48**	**6 620,76**

Graphique 13. ***Représentation des quantités d'arachide achetées, évacuées et des stockés impayés à la date du 30 mars 2009***



IV.2.3. SITUATION DE LA COLLECTE DE SEMENCES D'ARACHIDE A LA DATE DU 30 MARS 2009

La collecte des semences d'arachide au niveau du centre de groupage de Tambacounda a commencé un peu tard par rapport à 2008. Les quantités à présent réceptionnées sont de **6 620,76 tonnes** à la date du 30 mars 2009. La circulaire fixant les normes de sélection des semences pour la campagne 2008/2009 (taux de bruches, pureté variétale, faculté germinative etc.) n'étant pas disponible celle de l'année passée est en vigueur.

IV.2.4. COMMERCIALISATION DU COTON A LA DATE DU 30 MARS 2009

La situation pour le secteur de Tambacounda au 30 mars 2009 est la suivante :

- Nombre de points de Collectes réalisés : 236/335 soit 70% de réalisation ;
- Financements injecté : 477 004 370 F CFA ;
- Poids Achetés : 2578,402 T ;
- Remboursements : 213 760 955 F CFA.

IV.3 LA GOANA

La campagne agricole 2008/2009 a été marquée par la 1ére année de la mise en œuvre de la GOANA au Sénégal. Cette offensive a été solennellement lancée le 18 avril 2008 lors d'un conseil présidentiel par le Chef de l'Etat qui avait fixé des objectifs pour toutes les spéculations suivantes :

- Les grandes cultures : maïs, mil, sorgho, riz, fonio, blé, niébé, manioc ;
- Les productions animales : production de viande et de lait.

En outre, cette offensive vise à mettre en œuvre une stratégie pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'abondance.

Le présent rapport qui constitue une évaluation de la mise œuvre de la GOANA dans la région de Tambacounda passe en revue les différentes composantes de la campagne agricole 2008-2009 a savoirs :

- Les prévisions de la GOANA en termes de superficies, rendements et productions attendus ;
- La situation de la pluviométrie ;
- La mise en place des intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires etc.) ;
- Le volet équipement du monde rural (reliquats de 2003 à 2005) ;
- Mise en place des cultures et leur évolution ;
- La conduite des statistiques agricoles (statistiques classiques et statistiques complémentaires pour la prise en compte des nouveaux producteurs du programme GOANA) :
- La multiplication de semences ;
- La commercialisation de l'arachide d'huilerie ;
- L'état de mise en œuvre de programmes agricoles tels que le PAPIL et le Projet Hydro Agricole de Bakel ;
- Quelques spécificités du déroulement de la campagne agricoles 2008/2009 et les difficultés rencontrées ;
- Quelques suggestions pour l'amélioration de la prochaine campagne agricole ;
- Enfin les perspectives pour la campagne agricole 2009_2010.

Il faut rappeler qu'en plus des productions végétales sous pluies, la GOANA a concerné entre autres les productions animales à travers :

- l'amélioration génétique de la race locale par les techniques d'insémination artificielle ;
- l'amélioration de la santé et de l'alimentation animale ;
- la mise en place d'infrastructures zootechniques ;
- enfin le renforcement des capacités et l'organisation des acteurs de la profession.

IV.3.1. PREVISION DE LA GOANA DE LA CAMPAGNE 2008-2009

Tab 20 *: Objectifs nationaux de production*

SPECULATIONS	MANIOC	MAÎS	RIZ	MIL	SORGHO	FONIO	BLE	NIEBE	TOTAL
Objectifs de production (t)	3 000 000	2 000 000	500 000	1 000 000	500 000	25 000	25 000	450 000	
Rendements (t/ha)	**10**	**4**	**6-4-1**	**1,0**	**2**	**0,7**	**4**	**0,7**	
Superficies (ha)	300 000	500 000	186 000	1 000 000	250 000	35 700	6	6 430	**2 920 950**

Tab 21 *: Objectifs régionaux d'emblavure*

SPECULATIONS	MANIOC	MAÎS	RIZ	MIL	SORGHO	FONIO	BLE	NIEBE	TOTAL
BAKEL	5 000	20 000	2 000	40 000	8 000	0	150	15 000	**90 150**
KEDOUGOU	5 000	15 000	8 000	6 000	6 000	6 700	150	5 000	**51 850**
TAMBACOUNDA	5 000	60 000	2 000	70 000	20 000	4 000		20 000	**181 000**
TAMBACOUNDA (HA)	**15 000**	**95 000**	**12 000**	**116 000**	**34 000**	**10 700**	**300**	**40 000**	**323 000**

NB : Rappelons que la région de Tambacounda dispose de plus de 2 000 000 ha de terres cultivables.

IV.3.2. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

IV.3.2.1. LA SITUATION PLUVIOMETRIQUE

L'activité pluvieuse de la campagne 2008/2009 a été caractérisée par une répartition satisfaisante dans l'espace et dans le temps avec des intensités de pluies moyennes dans l'ensemble. Ce qui est favorable aux cultures surtout céréalières. Le prolongement de l'hivernage jusqu' à la deuxième décade du mois d'octobre a permis aux cultures comme le riz de boucler leur cycle. Les déficits de certains postes pluviométriques par rapport à 2007 ont été résorbés pendant que d'autres ont persisté comme Koussanar dans le Tamba, Salémata et Saraya dans le Kédougou et Diawara dans le Bakel.

Tab 22 *: Situation pluviométrique*

DPTS	POSTES	Cumul semaine		Cumul Antérieur		Cumul 21/10/08		Cumul 21/10/07		Ecart	
		mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj
TAMBACOUNDA	**Koumpentoum**	8,3	1	800	42	808,3	43	647,4	42	160,9	1
	Koussanar	3	1	549	44	552	45	614,4	48	-62,4	-3
	Makacoulibantang	1,8	1	805,3	45	807,1	46	668,6	45	138,5	1
	Missirah	0	0	768,8	43	768,8	43	661	42	107,8	1
	Dialacoto	3,9	1	1100	47	1103,9	48	721,2	45	382,7	3
	SDDR Tamba	22	1	777,8	49	799,8	50	703,4	49	96,4	1
	Météo Tamba	29	1	755,9	50	784,9	51	595,1	56	189,8	-5
KEDOUGOU	**Bandafassi**	4	1	961,8	76	965,8	77	457,2	73	508,6	4
	Salemata	2,5	1	990,3	66	992,8	67	1114,1	61	-121,3	6
	Saraya	0	0	884,3	59	884,3	59	961,9	65	-77,6	-6
	Fongolemby	0	0	1110	69	1110	69	811,3	57	298,7	12
	Kédougou	1,2	1	915,2	79	916,4	80	670,8	76	245,6	4
BAKEL	**Bala**	0,7	1	942,4	54	943,1	55	630,8	40	312,3	15
	Goudiry	5,7	1	690,2	54	695,9	55	578,9	41	117	14
	Kidira	9,5	1	734,2	48	743,7	49	528	46	215,7	3
	Kenieba	0	0	752,5	44	752,5	44	545	46	207,5	-2
	Diawara	0	0	557,7	34	557,7	34	690	32	-132,3	2
	Bakel	0	0	589,4	37	589,4	37	643,22	35	-53,82	2

Par rapport à 2007 à l'exception des postes de Koussanar (-62 mm) dans le département de Tamba, Salémata (-121 mm) et Saraya (-77 mm) dans le département de Kédougou Diawara, (-132 mm) et Bakel (-53 mm) dans le département de Bakel, tous les autres postes sont excédentaires par rapport à 2007. Par rapport à la normale 1971-2000, tous les postes sont excédentaires sauf Koussanar et tous les postes de Kédougou.
Les minima et les maxima varient dans les proportions suivantes :

- 557 mm à Diawara et 942 mm à Bala pour le département de Bakel ;
- 884 mm à Saraya et 1110 mm à Fongolimby pour le département de Kédougou ;
- 552mm à Koussanar et 1103 mm à Dialacoto pour le département de Tamba.

IV.3.2.2. LA MISE EN PLACE DES FACTEURS DE PRODUCTION

L'acquisition et la mise en place des facteurs de production semences et surtout engrais pour les différentes cultures ont démarrées le 30 mai 2008 et se sont poursuivis jusqu'à mi août.

IV.3.3. LES SEMENCES

IV.3.3.1. ARACHIDE

Les 7841,43 tonnes reçues ont été vendues à 100**%**. Les départements ont reçu plus que les quantités prévues. On a eu respectivement 128%, 107% et 100% de réception pour les départements de Kédougou, Tambacounda et Bakel.
Le tableau ci après donne les détails par département au 24/08/2008

Tab 23 *: Les détails par département des semences d'arachides*

Département	Arachide en coques (T)			Arachide en graines (T)			Total arachide en coques (T)		
	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente
Tambacounda	**6700,25**	1655,00	1655,00		1617,70	1617,70	**6700,25**	7047,33	7047,33
Bakel	**661,00**	711,10	711,10		0,00	0,00	**661,00**	711,10	711,10
Kédougou	**70,00**	90,00	90,00		0,00	0,00	**90,00**	90,00	90,00
Région	**7431,25**	**2456,10**	**2456,10**	**0,00**	**1617,70**	**1617,70**	**7451,25**	**7848,43**	**7848,43**
%			**100%**			**100%**		**105%**	**100%**

IV.3.3.2. LES ESPECES GOANA

- **Les céréales hivernales**

A l'exception des semences vivrières du sorgho et du niébé, toutes les autres semences ont été réceptionnées à moins de 80%. Les niveaux de réception et de cession s'énoncent comme suit :

- Mil : 64% des prévisions reçues dont 100% vendus ;
- Sorgho : 78% des prévisions reçues dont 99% vendus ;
- Maïs : 97% des prévisions reçues dont 96% cédés à crédit en majorité ;
- Riz : 43% des prévisions reçues dont 100% cédés à crédit en majorité ;
- Fonio : 2% des prévisions reçues dont 100% cédés à crédit en majorité.

Les tableaux ci après donnent les détails par département au 24/08/2008

Tab 24 *: Les céréales hivernales*

Département	Mil (T)			Riz (T)			Sorgho total (T)		
	Prév.	**reçu**	***cédé***	**Prév.**	**reçu**	***cédé***	**prévu**	**reçu**	***Cédé***
Bakel	**55,00**	25,00	25,00	**36,00**	15,00	15,00	**60,00**	63,00	61,22
Tamba	**235,00**	175,00	175,00	**42,00**	15,00	15,00	**130,00**	131,50	130,98
Kédougou	**24,00**	0,00	0,00	**60,00**	30,00	30,00	**60,00**	0,50	0,03
REGION	**314,00**	**200,00**	**200,00**	**138,00**	**60,00**	**60,00**	**250,00**	**195,00**	**192,23**
		64%	**100%**		**43%**	**100%**		**78%**	**99%**

Département	Fonio (T)			Niébé (T)			Maïs total (T)		
	Prév.	**reçu**	***cédé***	**Prév.**	**reçu**	***cédé***	**Prév.**	**reçu**	***cédé***
Bakel	**0**	0	0	**43**	43	43	**120**	170,31	139,53
Tamba	**65**	1	1	**130**	150	150	**910**	789,99	781,97
Kédougou	**60**	1,2	1,2	**12**	12	12	**70**	101,22	100,54
REGION	**125**	**2,2**	**2,2**	**185**	**205**	**205**	**1 100,00**	**1 061,52**	**1 022,05**
		2%	**100%**		**111%**	**100%**		**97%**	**96%**

Les semences de mil, arachide, riz, sorgho ordinaire, fonio, maïs local se sont épuisées. La faible évolution notée au niveau de la mise en place du maïs et du riz (riz pluvial sahel 202) avait amené l'Etat par lettre circulaire N°-1355/MA/DA du 25 juin 2008 à autoriser pour ces derniers le crédit en plus de l'achat au comptant.

L'exécution du protocole entre le Ministère de l'Agriculture et celui de la jeunesse s'est poursuivie. Dans le Bakel, 142 groupes de jeunes ont été servis en maïs (8575,2 T), sorgho (152 kg), riz (480 Kg), Niébé (1280 kg), Manioc (1250Tiges) et 22,85 T en engrais (urée, 15 10 10, 6 20 10).

Dans le Tambacounda, 667,5 ha ont été emblavés dans ce cadre : 9,0445T de maïs, 200 kg de sorgho et 220 fagots de manioc ont été achetés en semence. A Kédougou, 113 ha dont 69ha de maïs.

L'avènement de la Goana a permis aux Présidents de Conseil Rural de d'attribuer plus de 7175 ha pour les cultures et 23438 ha pour le Jatropha curcas.

- **Le manioc**

La mise en place des boutures de manioc s'est effectuée jusqu'en octobre avec 23180 fagots (975950 tiges) reçus pour 487,98 ha ; équivalents respectivement à 355,25 ha pour le département de Tambacounda, 41,17 ha pour le département de Kédougou et 91,55 ha pour le département de Bakel.

Le manioc également a été cédé à crédit pour la grande partie avec l'autorisation de la même circulaire N°-1355/MA/DA du 25 juin 2008. Mais certaines tiges se sont asséchées par

manque d'acquéreurs. 707 925 tiges ont été cédées soit 353,96 ha pour l'ensemble de la région. Il faut y ajouter 80 autre ha livré à des privés de Koumpentoum.

Tab 25 *:?*

Département	*Superficies prévues (ha)*	Manioc reçu			Manioc vendu		Manioc stock
		fagots	tiges	superficie (ha)	tiges	superficie (ha)	tiges
Bakel	**4 734,69**	7 324	183 100	**91,55**	41 375	**20,69**	141 725
Tamba	**1 200,00**	14 210	710 500	**355,25**	646 700	**323,35**	63 800
Kédougou	**75**	1 647	82 350	**41,175**	19 850	**9,93**	62 500
Région	**6 009,69**	**23 181,00**	**975 950,00**	**487,98**	**707 925,00**	**353,96**	**268 025**

Tab 26 *: Les besoins en intrants pour les cultures de décrue*

spéculations	semences
MAIS	50 tonnes
PATATE	boutures
NIEBE	20 tonnes

NB : Aucune mise en place n'a été opérée par la prise en charges des cultures de décrue. Les chiffres ci-dessus ont été arrêtés lors d'un CDD à Bakel en fin octobre début novembre.

IV.3.3.3. LES ENGRAIS POUR LES CULTURES HIVERNALES

Hormis les formules **15 15 15**, le **18 46 00** et le **10 10 20**, les autres ont connu une mise en place satisfaisante.

- 6 20 10 : 108% des prévisions reçues dont 86% vendus ;
- Urée : 98% des prévisions reçues dont 82% vendus ;
- 15 10 10 : 97% des prévisions reçues dont 83% cédés à crédit en majorité.

Tab 27 *: Les détails par département sont consignés dans les tableaux ci après au 24/08/2008*

Département	6-20-10 (T)			15-15-15 (T)			Urée (T)		
	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente
Tambacounda	**460**	490,00	480,50	**386,85**	336,75	323,70	**600,00**	586,30	561,80
Bakel	**130**	149,95	66,00	**180,00**			**210,00**	214,95	110,05
Kédougou	**40**	40,00	35,55	**160,00**	89,80	65,95	**105,00**	98,00	65,05
Région	**630,00**	**679,95**	**582,05**	**726,85**	**426,55**	**389,65**	**915,00**	**899,25**	**736,90**
		108%	**86%**		**59%**	**91%**		**98%**	**82%**

Département	15-10-10 (T)			18-46-0			10-10-20		
	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente	Prévu	Reçu	Vente
Tambacounda	**190**	190	190	**150**	0	0	**2**	0	0
Bakel	**100**	91	41,5	**70,00**	0,00	0,00	**8,00**	10,00	10,00
Kédougou	**10,00**	10,00	10,00	**30,00**	0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00
Région	**300,00**	**291,00**	**241,50**	**250,00**	**0,00**	**0,00**	**10,00**	**10,00**	**10,00**
		97%	**83%**		**0%**	**#DIV/0!**		**100%**	**100%**

Tab 28 *: Les besoins en engrais pour les cultures de décrues*

spéculations	15-15-15	10-10-20	urée	Pesticides
MAIS	30 tonnes	20 tonnes	50 tonnes	200 litres
PATATE		5 tonnes		
NIEBE		5 tonnes		50 litres

NB : Aucune mise en place n'a été opérée par la prise en charges des cultures de décrue. Les chiffres ci-dessus ont été arrêtés lors d'un CDD à Bakel en fin octobre début novembre.

IV.3.3.4. LE VOLET EQUIPEMENT DU MONDE RURAL (RELIQUATS DE 2003 A 2005)

Le matériel prévu pour la GOANA n'est pas acheté mais les reliquats des autres programmes existent toujours.

Les stocks des équipements à moyens de transport sont actuellement épuisés ensuite viennent respectivement le matériels agricoles aratoires les semoirs à 91% cédés, la houe sine à 96% cédées, les multiculteurs à 90% cédés et la charrue UCF à 84% cédées.
Tout le matériel post récolte a des pourcentages de cession inférieurs ou égaux à 50% et les tracteurs ferment la marche avec seulement 24% cédés. Les détails par département sont en annexes. Le transfert des certains équipements vers d'autres localités est nécessaire.

Tab 29 *: Situation programme équipement monde rural 10/08/2008*

Equipements	Région			%
	Reçu	Vente	Stock	
Semoir	2686	2448	238	91
Semoir tracté 4 rangs	0	0	0	0
Houe sine	1870	1800	70	96
Charrue UCF	526	441	85	84
Souleveuse	498	276	222	55
Adaptateur	503	153	350	30
Multiculteur sine	10	9	1	90
Multiculteur occi	10	9	1	90
Charrette équine	261	261	0	100
Charrette Asine	501	501	0	100
Charrette bovine	121	121	0	100
Moulins Noflaye	4	2	2	50
Décortiqueuse mil	4	1	3	25
Egréeneuse Maïs	9	3	6	33
Tracteurs	50	12	38	24
	7003	**6025**	**978**	**86**

IV.4 MISE EN PLACE DES CULTURES ET LEUR EVOLUTION

IV.4.1. SITUATION PHENOLOGIQUE DES CULTURES

Sur le plan phrénologique, à l'exception des cultures de décrue dont les semis ont démarré avec le retrait progressif des eaux de crue en novembre, toutes les autres cultures se sont bien comportées et ont pu boucler leurs cycles. Pour ce qui est du manioc, sa mise en place de la culture s'est poursuivie jusqu'au mois de novembre avec un très lent démarrage de la phase de reprise et de végétation active.
Pour la décrue, les principales cultures sont le maïs, le niébé, la patate douce et l'arachide. A l'exception de cette dernières, toutes les autres cultures sont soit récoltées ou en phase de récolte.

IV.4.2. SITUATION PHYTOSANITAIRE

La région a reçu 18,5 T de poudre pyrical dont 5% depuis le 14 août 2008 dont 2T en janvier 2009 pour la protection des meules. Une quantité de 16,5T de poudre a été affectée aux SDDR et à la Base d'avertissement de Missirah. Les mises en place au niveau des comités de lutte villageois (CLV) se sont bien déroulées.

Le traitement des deux unités ravitaillées avec 4400 l d'ULV a porté sur 2150 ha dont 1200 ha dans le Koumpentoum et 950 ha dans le Koussanar. Un transfert de 1400 l (7 fûts) a été fait à partir du stock de 2004/2005 de Tambacounda vers Kolda. 16,25 T ont été utilisées sur les 16,5 mises en place au niveau des SDDR. 17,775 T ont été utilisées sur le total reçu.
Au courant du mois de novembre, on a constaté une recrudescence des sautereaux dans la communauté rurale de Missirah (Dialacoto) mais leur zone d'infestation est restée limitée aux jachères. Il est également important de noter qu'à l'heure des récoltes, la présomption de l'apparition de ravageurs des denrées stockées tel qu'Alphanus sp a permis l'envoi des 2 T de poudre.
Trois UPV ont été prés positionnés à Kédougou pour prévoir la chenille légionnaire qui est en Guinée.

IV.4.3. LA CONDUITE DES STATISTIQUES AGRICOLES (voir annexe 7)

Les formations pour les enquêtes agricoles se sont tenues avec l'équipe de la DAPS dans les trois départements les 21, 22 et 23 juillet 2008 (Tambacounda, Kédougou et Bakel) mais les enquêtes ont démarré avec les trois SDDR malgré l'indisponibilité de carburant au niveau de la DAPS. Tous les SDDR ont pré financé en démarrant les enquêtes. L'appui d'un mois d'enquête (200 à 300l de gasoil par SDDR) n'a pas pu terminer le travail.

Certains enquêteurs avaient arrêté faute de moyen de subsistance en brousse. Une mission de la DAPS a séjourné dans la région de Tambacounda pour prendre en compte l'impact de la GOANA sur les statistiques agricoles. A présent, les enquêtes sont terminées et le traitement des données montre une hausse des superficies emblavées et des productions. Sur le plan de la rémunération, tous les contractuels ont été payés à l'exception des chauffeurs. Ce qui pourrait avoir des conséquences négatives à la bonne tenue des enquêtes de l'hivernage prochain.

Pour la décrue, les enquêtes n'ont pas été effectuées faute de moyens.

Tab 30 *: Statistiques définitives 2008-2009*

LOCALITES	TOTAL CEREALES		NIEBE			MANIOC		
	SUP (Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)
BAKEL	50 964	67 383	322	500	161	30	15 000	450
KEDOUGOU	13 063	17 487	211	500	106	40	15 000	600
TAMBA	126 710	156 399	4 039	748	3 021	320	15 000	4 800
Enquête complémentaire GOANA	1 597	3 258	25	450	11	4	15 000	60
REGION (1)	**192 334**	**244 528**	**4 597**	**718**	**3 299**	**394**	**15 000**	**5 910**
RESULTATS 2007/2008 (2)	129 611	101730	2 291	450	1 031	40	13 000	520
ECART (1) & (2) en%	48	140	101	59	220	885	15	1 037

Source DAPS

LOCALITES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP (Ha)	**RDT (Kg/Ha)**	**PROD (T)**	**SUP (Ha)**	**RDT (Kg/Ha)**	**PROD (T)**
BAKEL	**11 784**	**978**	**11 525**	**1 407**	**1 188**	**1 671**
KEDOUGOU	**4 789**	**1 123**	**5 378**	**2 897**	**1 362**	**3 946**
TAMBA	**65 660**	**891**	**58 503**	**5 899**	**1 126**	**6 639**
Enquête complémentaire	**536**	**1 000**	**536**			
REGION (1)	**82 769**	**918**	**75 942**	**10 203**	**1 201**	**12 256**
RESULTATS 2007/2008 (2)	**39 048**	**809**	**31 595**	**13 620**	**1 193**	**16 244**
ECART (1) & (2) en%	**112**	**13**	**140**	**-25**	**1**	**-25**

Source DAPS

IV.4.4. LA MULTIPLICATION DES SEMENCES

Sur les 198 ha déclarés en multiplication de semence il y'a 157 ha de céréales dont 69, 25, 43 et 20 ha respectivement en maïs, sorgho, mil Souna et riz. Pour les légumineuses 5 ha d'arachide sont suivis. Le détail est porté au tableau en annexe. Il faut dire que le suivi est devenu difficile avec la non disponibilité du carburant des services.

IV.4.5. LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE D'HUILERIE

La commercialisation des produits agricoles de la campagne 2008/2009 a démarré assez tardivement en mi janvier contrairement à l'année dernière où elle avait commencé dès le 26 novembre. Cela est la conséquence du retard qui a été accusé dans la fixation du prix officiel à **165 F /kg** d'arachide et de la non disponibilité du financement nécessaire à l'achat des graines. Compte tenu des contraintes sus citées, la collecte a tardivement démarré et reste encore timide malgré la bonne production arachidière. Cette collecte concerne les départements de Tambacounda avec 94 points de collecte programmés et Bakel avec 27 points de collecte programmés. Kédougou n'a pas de points de collectes programmés.

IV.4.6. LE DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009 DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL

Le déroulement de la campagne agricole à Bakel a été globalement satisfaisant. Les emblavures de sorgho, maïs ont dominé de loin du fait que la quasi-totalité des semences vient des réserves personnelles. Ensuite viennent l'arachide, le coton, le riz etc. Les cultures ont eu un stade de développement végétatif satisfaisant. Pour le Projet Hydro agricole de Bakel, les emblavures de riz ont été réduites du fait que la SAED était entrain de réhabiliter des aménagements. La pression parasitaire a été surtout constatée le long de la Falémé, le Goudiri et dans le Bala avec l'apparition des sauteriaux et cantharides qui ont fait des dégâts sur les épis de maïs.

IV.4.7. LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

Malgré le bon déroulement de la campagne, certains problèmes ont été rencontrés :

- Le retard dans la mise en place des intrants de certains opérateurs ;
- Le comportement de certains opérateurs préférant expressément servir les zones les plus accessibles pour éviter la route très difficiles de Tambacounda et ses longues distances voire l'inaccessibilité de certaines de ses localités en hivernage ;
- Les attaques parasitaires de sautereaux durant les mois d'Août et de septembre ;
- L'insuffisance d'agents contractuels et le retard dans la prise en charge des statistiques agricoles ;
- L'insuffisance de certains types de matériels agricoles dans certaines zones ;
- L'accès aux engrais difficile malgré l'importante subvention de l'Etat ;
- L'absence de vivres de soudures qui a entrainé la consommation alimentaire d'une bonne partie des graines initialement destinées pour les semences.

IV.4.8. LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET ELEVAGE DE LA GOANA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

- Retard de démarrage de l'opération d'insémination artificielle dû essentiellement aux difficultés financières rencontrées par les prestataires privés.
- Du côté du service vétérinaire, des difficultés sont notées dans la fourniture de certains intrants notamment les hormones qui proviennent totalement de l'importation en Europe et dont on a constaté depuis quelques temps des ruptures dans la chaîne de fabrication.

IV.4.9. QUELQUES SUGGESTIONS POUR LEVER LES CONTRAINTES CI-DESSUES

Les suggestions formulées sont :

- Faire la mise en place des intrants à partir du mois d'avril pour permettre aux opérateurs d'accéder aux zones enclavées en hivernage ;
- Demander aux opérateurs de commencer la mise en place par les régions sud et orientale ;
- Améliorer la qualité des semences d'arachides pour certains opérateurs ;
- Rendre effective la mise en œuvre de la GOANA sur les produits horticoles de contre saison ;
- Les producteurs de Tambacounda disposant d'assez de réserves personnelles de semences de maïs, il est suggéré de transférer la subvention des semences de maïs dans les engrais pour réduire la cherté et les rendre plus économiquement accessible ;
- Faire des aménagements et équiper les producteurs en GMP pour promouvoir d'avantage la riziculture ;
- Appuyer les groupes communautaires en tracteur (un par communauté rural au moins) ;
- Prévoir des points de collecte pour la commercialisation de l'arachide surtout dans le Kédougou ;
- Augmenter le budget des statistiques et déconcentrer la gestion au niveau de la région ;
- Pré positionner des unités de traitement phytosanitaire dans la région pour réduire les dégâts en cas d'infestation (comme ça a été le cas à Kédougou) pour la chenille légionnaire Spodoptera sp qui a fait des ravages au Libéria et est en Guinée Conakry mais n'a pas été encore signalée au Sénégal ;
- Les quantités d'intrants prévues en 2008-2009 peuvent être reconduites et mieux réparties dans l'espace et dans le temps ;
- Mieux optimiser l'insémination artificielle et les moyens d'accompagnement qui permettront de suivre les métis jusqu'à la production ;
- Encourager la multiplication de semence en achetant les semences produites localement ;
- Pour la production animale les projections à la fin de l'opération atteignent un taux variant de 60 à 80% selon les zones.

- Pour les autres sous programmes du volet élevage des actions devraient être prises sans délai afin d'atteindre les objectifs fixés par le Chef de l'Etat.

Tab 31 *: Pluviométrie*

DPTS	POSTES	Semaine du 20 au 26							Cumul semaine		Cumul Antérieur		Cumul 21/10/08		Cumul 21/10/07		Ecart	
		20-oct.	21-oct.	22-oct.	23-oct.	24-oct.	25-oct.	26-oct.	mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj	mm	nbj
TAMBACOUNDA	**Koumpentoum**		8,3						8,3	1	800	42	808,3	43	647,4	42	160,9	1
	Koussanar		3						3	1	549	44	552	45	614,4	48	-62,4	-3
	Makacoulibantang		1,8						1,8	1	805,3	45	807,1	46	668,6	45	138,5	1
	Missirah								0	0	768,8	43	768,8	43	661	42	107,8	1
	Dialacoto		3,9						3,9	1	1100	47	1103,9	48	721,2	45	382,7	3
	SDDR Tamba		22						22	1	777,8	49	799,8	50	703,4	49	96,4	1
	Météo Tamba		29						29	1	755,9	50	784,9	51	595,1	56	189,8	-5
KEDOUGOU	**Bandafassi**		4						4	1	961,8	76	965,8	77	457,2	73	508,6	4
	Salemata		2,5						2,5	1	990,3	66	992,8	67	1114,1	61	-121,3	6
	Saraya								0	0	884,3	59	884,3	59	961,9	65	-77,6	-6
	Fongolemby								0	0	1110	69	1110	69	811,3	57	298,7	12
	Kédougou	1,2							1,2	1	915,2	79	916,4	80	670,8	76	245,6	4
BAKEL	**Bala**		0,7						0,7	1	942,4	54	943,1	55	630,8	40	312,3	15
	Goudiry		5,7						5,7	1	690,2	54	695,9	55	578,9	41	117	14
	Kidira		9,5						9,5	1	734,2	48	743,7	49	528	46	215,7	3
	Kenieba								0	0	752,5	44	752,5	44	545	46	207,5	-2
	Diawara								0	0	557,7	34	557,7	34	690	32	-132,3	2
	Bakel								0	0	589,4	37	589,4	37	643,22	35	-53,82	2

Tab 32 *: Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009*

LOCALITES	MIL			SORGHO			MAIS			RIZ			FONIO			TOTAL CEREALES	
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	PROD (T)
BAKEL	19 426	1 193	23 175	17 144	1 002	17 178	14 256	1 867	26 616	138	3 000	414				50 964	67 383
KEDOUGOU				4 223	1 023	4 320	6 522	1 672	10 905	703	1 183	832	1 615	886	1 431	13 063	17 487
TAMBA	51 962	1 261	65 524	46 383	1 254	58 164	23 148	946	21 898	3 943	2 500	9 858	1 274	750	956	126 710	156 399
SAED																	
Enquête complémentaire	286	900	257	125	950	119	175	2025	354	1 011	2 500	2 528				1 597	3 258
REGION (1)	71 674	1 241	88 957	67 875	1 175	79 781	44 101	1 355	59 773	5 795	2 352	13 631	2 889	826	2 386	192 334	244 528
RESULTATS 2007/2008 (2)	50 714	666	33 752	41 085	830	34 113	35 664	955	34 066	1 253	773	968	1 508	550	830	129 611	101 730
ECART(1)&(2) en%	41	86	164	65	42	134	24	42	75	362	204	1308	92	50	188	48	140

Tab 33 *: Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009*

LOCALITES	ARACHIDE HUILERIE			COTON			NIEBE			SESAME			PASTEQUE		
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)
BAKEL	11 784	978	11 525	1 407	1 188	1 671	322	500	161				103	15 000	1 545
KEDOUGOU	4 789	1 123	5 378	2 897	1 362	3 946	211	500	106	75	250	19			
TAMBA	65 660	891	58 503	5 899	1 126	6 639	4 039	748	3 021	3 127	400	1 251	908	15 000	13 620
Enquête complémentaire	536	1 000	536				25	450	11	1 103	400	441	27	15 000	405
REGION (1)	82 769	918	75 942	10 203	1 201	12 256	4 597	718	3 299	4 305	397	1 711	1 038	15 000	15 570
RESULTATS 2007/2008 (2)	39 048	809	31 595	13 620	1 193	16 244	2 291	450	1 031	400	372	149	154	15 000	2 310
ECART(1)&(2) en%	112	13	140	-25	1	-25	101	59	220	976	7	1050	574	0	574

DAPS Source

Tab 34 *: Résultats définitifs de la campagne agricole 2008/2009*

LOCALITES	BISSAP			GOMBO			VOANDZOU			MANIOC			PATATE DOUCE		
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)
BAKEL										30	15 000	450			
KEDOUGOU							35	400	14	40	15 000	600			
TAMBA	31	350	11	14	10 000	140	74	400	30	320	15 000	4 800	579	8 000	4 632
Enquête complémentaire	9	350	3							4	15 000	60			0
REGION (1)	40	350	14	14	10 000	140	109	400	44	394	15 000	5 910	579	8 000	4 632
RESULTATS 2007/2008 (2)	20	350	7	963	10 000	9 630	381	409	156	40	13 000	520	263	8 000	2 104
ECART(1)&(2) en%	100	0	100	-99	0	-99	-71	-2	-72	885	15	1037	120	0	120

CONCLUSION

Conclusion et perspectives pour la campagne agricole 2009_2010

Le déroulement de la campagne agricole dans la région de Tambacounda a été globalement satisfaisant. Les pluies ont été régulières dans le temps et l'espace.

La mise en place des semences s'est déroulée de manière satisfaisante avec des taux de réception de 64%, 78%, 43% et 97% respectivement pour le mil, le sorgho, le riz et le maïs. Les taux de cessions respectifs sont de 100%, 99%,100%, 96%.
Pour l'arachide, 105% des prévisions sont mises en place et cédées à 100%. Pour des spéculations comme le fonio, les taux de mise en place sont très faibles (2%) à cause de la non disponibilité de la semence. Le niébé est cédé à 100% comme le fonio.

Quand au manioc les mises en place sont faites dans la région mais il faut signaler un taux de cession faible surtout dans le Bala et Kédougou. Les méventes de boutures ont entraîné leur non mise en culture mais il y a encore des emblavures. C'est pourquoi 60 fagots ont été transférés de Kédougou à Tambacounda commune (SDDR). A présent, 707925 tiges ont été cédées représentant théoriquement un potentiel d'emblavure de 343,44 ha.

Pour les engrais, la mise en place est satisfaisante avec des taux de 108% pour le 6 20 10, 100% pour l'urée et 100% pour le 15 10 10, 59% pour le 15 15 15. La cession est également correcte avec 86% pour le 6 20 10, 82% pour l'urée et 83% pour le 15 10 10, 91% pour le 15 15 15. Pour les autres formules, les mises en place sont nulles (18 46 0 et 10 10 20). Du 10 10 20 a été mis en place en fin d'hivernage pour le maraîchage à Bakel et Kédougou.

Plus de 2150 ha ont été traités depuis le 15 Août par les seules unités de la DPV sans compter les 13,025 T de poudre distribuée à l'ensemble des communautés rurales du département de Tambacounda au niveau des CLV et en individuels dans les communes de Bakel et Tambacounda.

Les subventions et facilités ont été accordées aux jeunes qui ont reçu des semences devant emblaver 1308 ha au niveau de Bakel, Tambacounda et Kédougou.

Par rapport aux enquêtes agricoles, les moyens n'ont pas été déployés pour soutenir les efforts entamés par les SDDR et faciliter leur finition. En effet les enquêteurs ont suspendu le travail n'ayant pas reçu leurs pécules pour survivre en brousse lors des campements. Toutefois la publication des résultats définitifs donne une tendance avec une augmentation des superficies emblavées et des productions.

Par rapport à l'insémination il est à noter une exécution dans l'ancien département de Tambacounda de 41% par rapport à l'objectif et 50% par rapport aux vaches sélectionnées et déparasitées.
Pour l'ancien département de Bakel (Goudiry et Bakel) le taux d'exécution est pour le moment de 20% par rapport à l'objectif et de 40% par rapport aux vaches sélectionnées et déparasitées.

V. CHAPITRE : ELEVAGE

INTRODUCTION

La région de Tambacounda compte un potentiel animal riche et variée. Le cheptel régional est composé de bovins, ovins, caprins, porcins, équins, asins et de volailles. Ce potentiel animal explique la diversité des actions entreprises en 2008 par l'Inspection régionale des services vétérinaires et ses partenaires. La combinaison de plusieurs facteurs comme l'abondance de la pluviométrie, et l'existence d'un pâturage font de la région de Tambacounda une région d'Elevage. Le présent chapitre sur l'Elevage sera articulé sur les points suivants :

1. Situation Zoo-sanitaire
2. Zootechnie
3. Productions animales
4. Mouvement commercial du bétail
5. Mercuriale
6. Transhumance interne
7. Suivi des Organisations socio professionnelles

V.1 SITUATION ZOO-SANITAIRE

V.1.1. FOYERS DE MALADIES

Parmi les affections enregistrées en 2008 on note :
6 foyers de pasteurellose des petits ruminants en janvier
5 foyers Pasteurellose bovine en janvier
1 foyer de Charbon symptomatique en janvier
1 foyer de Peste du petit ruminant janvier
4 foyers de pasteurelloses des petits ruminants en Février
5 foyers de Charbon symptomatique au mois de février
3 foyers Charbon symptomatique au mois de mars
2 foyers de Charbon bactéridien au mois de mars
2foyers de Pasteurellose des petits ruminants au mois d'avril
1 foyer de Botulisme au mois d'avril
1 foyer de Pneumonie au mois d'avril
1 foyer de Peste des petits ruminants au mois d'avril
4 foyers Pasteurellose des petits ruminants au mois de mai
2 foyers de Botulisme au mois de mai
2 foyers de Botulisme en juin
1 foyer de Clavelée en juin
1 foyer de Charbon bactéridien en juin
1 foyer de Peste des Petits Ruminants en juillet
1 foyer de Clavelée en juillet
1 foyer de Botulisme bovin en juillet
1 foyer Pasteurellose bovine en Aout
En 2008 il y'a eu 4 foyers concernant, 341 morbidités et 288 mortalités

V.1.2. RESULTATS DE LA CAMPAGNE ANNUELLE DE VACCINATION

La campagne de vaccination a concerné les départements de Tambacounda, Bakel et Kédougou. Elle a été exécutée par les Services vétérinaires de la région avec l'appui des 4 vétérinaires privés mandataires.
Le Bilan des vaccinations indique un taux satisfaisant pour les petits ruminants, l'effectif vacciné est de 264112 sur un effectif total estimé à 526495 soit 50%.

Tab 35 *: Bilan des vaccinations*

Département	Petits ruminants		Equins	
	Estimé	**Vacciné**	Estimé	**Vacciné**
Tamba	235 000	**138 517**	1 0 700	**2 085**
Bakel	249 000	**118 562**	6 210	**133**
Kédougou	42 495	**7 033**	-	**-**
Total	**526 495**	**264 112**	**16 910**	**2 218**
TAUX 2007		**50%**		**13%**
TAUX 2006		**32%**		**8%**

Tab 36 *: Déparasitages*

DEPART-EMENTS	INTERNES						EXTERNES					
	Produits utilisés	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Produits utilisés	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins
TAMBACOUNDA	Afridazole Bolumisole Ivomec Magnidazole	339	1 917	718	327	66	Ivomec Butox Pourracide kélamectine	245	414	51	86	16
BAKEL	Ivomec Exhelm Bolumisole kélantic Albendazol	235	4 041	61	461	23	Ivomec	163	3 197	61		36
KEDOUGOU	Ivomec D Vermitan	165	225	94	5	42	Ivomec D Généroxyvet Carbalab	26	98	26		13

Tab 37 *:*

DEPARTEMENTS	ESPECES	NOMBRE DE MORDEURS	LOCALI-SATIONS	MISES EN OBSERVATIONS	RESULTATS		MORDUS		ANIMAUX SACRIFIES
					+	-	Personnes	Animaux	
TAMBACOUNDA	**canine**	8	Gourel Diadie, Abattoir et Saré guilel, Camp navétane, Gounass, Koussanar, Nétéboulou	7		7	8		
BAKEL	**canine**	1	Kothiary	0				3	
KEDOUGOU	**Canine**	4	Kéd. Com.	1		-	6		

Tab 38 *: Chimio prévention*

DEPARTEMENTS	AFFECTIONS	ESPECES					TOTAL
		Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	
TAMBACOUNDA	Trypanosomes	216			111	8	
BAKEL	Trypanosomes	809	4 315	18	263	48	
KEDOUGOU	Trypanosomes	197	222	57	10	81	
TOTAL							

V.2 ZOO-TECHNIE

V.2.1. AMELIORATION GENETIQUE

V.2.1.1. INSEMINATION ARTIFICIELLE

Dans le cadre du programme d'insémination artificielle 2006/2007
253 vaches ont été inséminées au 1er passage avec un taux de réussite de 54%.

V.3 PRODUCTIONS ANIMALES

V.3.1. ABATTAGES CONTROLES

En 2007, dans le cadre des abattages contrôlés, il a été enregistré au total 1379 Taureaux, 1356 bœufs, 3459 vaches, 364 veaux, 8205 ovins, 11211 caprins

V.3.2. COMMERCE DE POISSON

Pour ce qui concerne le poisson, pour les marchés de Tambacounda il provient essentiellement de Joal, St Louis, Mbour, Rufisque, Kayar, Hann, Fass boye, Kafountine et pour les marchés de Bakel il provient de Saint Louis, Kayar, Mbour, Joal, Dakar. Pour le commerce de poisson dans le département de Tambacounda on a enregistré :

Poissons frais: 2 935 335 Kg, Poissons sec: 87 499 kg, Frais séché: 163 245 kg,
Braisé : 20 160 kg, cymbium : 4 478 kg.
Pour le commerce de poisson dans le département de Bakel, les quantités suivantes ont été enregistrées :

Poissons frais: 183 500 kg, Poisson sec:137 400 kg, Frais séché: 91 500 kg, braisé: 35 400kg, cymbium : 1 900kg.

Tab 39 *: commerce de poisson*

DEPARTEMENT	TAUREAUX		BOEUFS		VACHES		VEAUX		OVINS		CAPRINS	
	Nbres	Poids (kg)	Nbres	Poids (kg)	Nbres	Poids (kg)	Nbres	Poids (kg)	Nbres	Poids (kg)	Nbres	Poids (kg)
TAMBA	197	21 906	82	10 651	782	69 894	230	11 537	2 168	18 122	3 044	34 049
SOGAS/TAMBA	576	62 916	710	85 175	820	77 876	15	653	3 702	57 131,5	4 124	56 756
BAKEL	470	56 400	417	46 700	938	84 420	111	6 840	1 584	23 760	2 020	24 240
KEDOUGOU	136	12 240	147	13 230	919	64 330	8	480	751	10 995	2 023	19 150
TOTAUX												

Tab 40 *: Commerce du poisson et autres produits halieutiques*

DEPARTEMENTS	PROVENANCE	DESTINATION	NATURE DU POISSON (Kg)				
			Frais	Sec	F.séché	Braisé	Cymbium
TAMBACOUNDA	Joal, St Louis, Mbour, Rufisque, Kayar, Hann, Fass boye, Kafountine	Tamba, Kouthiaba, Maka, Missirah, Koumpentoum	2 935 335	87 499	163 245	20 160	4 478
BAKEL	Saint Louis, Kayar, Mbour, Joal, DK.	Bakel, Moudéry, Goudiry, Kidira, Bala, Kothiary, Diawara.	183 500	137 400	91 500	35 400	1 900
KEDOUGOU		Département Kédougou	Voir le	service	des	pêches.	
TOTAUX							

NB : l'inspection des poissons est assurée à Kédougou par le service des pêches depuis le mois de juillet 2006.

V.4 MOUVEMENT COMMERCIAL DU BETAIL

(Non compris le suivi des moutons pour la Tabaski)

V.4.1. COMMERCE INTERIEUR

Pour les ENTREES, on a enregistré 1990 bovins, 2560 ovins et 45 asins en provenance de Djoloff- Ferlo, Podor, Bondji, le lieu de destination est Payar, Kédougou, Gabou

Pour les SORTIES, on a enregistré 5229 bovins, 27777 ovins, 3228 caprins, 24 equins, 6 asins et 40 porcins en Provenance de Haltou Fass, Payar, Tambacounda, Kidira, Goudiry, Koussanar, Missirah, Bondji, Kothiary, Moudéry, Koumpentoum, Kédougou commune, Ardt. Bandafassi, Fongolimbi, Salémata, Saraya

Ardt. Saraya, Ardt. Salémata, Bala et avec comme destination : Ziguinchor, Missirah, Mabo, Kaffrine, Dakar, Saré gayo. Dinguiraye, KL, Mbirkilane, Dioly, Méréto, Touba, Bambey, Wassou, KD, Missira, Bignona, Fumela, Koungheul, Touba, Kayar,
Dinguiraye, Diaobé, Kidira, Payar, Kédougou, Vélingara, Médina Gounass, Galloya, Koussanar, Mandat Douane, Kothiary, Saré yoba, Payar, Khombole, Galoya, Saré yoba, Sinthiou Malem, Mbour,

V.4.2. COMMERCE EXTERIEUR

V.4.2.1. Importation

Les importations ont concerné 33819 bovins, 45817 ovins,1073 caprins en provenance la Mauritanie pour les destinations Dakar, Tamba, Missirah, Mbirkilane, Khombole, Diawara, Moudéry, Diaobé, Tivaouane, Tanaf, Waoundé, Touba, Kaolack, Ziguinchor, Bondji, Bakel com., Ngaye, Kidira, Koumpentoum.

V.4.2.2. Exportation

Les exportations 310 bovins, 2834 ovins,1111 caprins,99 équins, 65 asins, et 398 porcins en provenance de Maka, Payar, Tamba, Koussanar, Koumpentoum, Bandafassi, Kothiary pour les destinations de Gambie, Bizère, Karang, Guinée Bissau, Pirada (Guinée Bissau), Binancondy.

Tab 41 *: Mercuriales*

ESPECES	CATEGORIES	POIDS ESTIMES (kg)	TAMBACOUNDA PRIX (FCFA)	BAKEL PRIX (FCFA)	KEDOUGOU PRIX (FCFA)
BOVINS	Taureaux	250	175 000	200 000	130 000
	Bœufs	250	175 000	230 000	130 000
	vaches	200	100 000	100 000	90 000
	Taurillon	-	75 000	75 000	70 000
	Bouvillon		75 000	80 000	70 000
	Génisse		80 000	120 000	65 000
	Veaux		35 000	30 000	30 000
OVINS	Bélier		30 000	35 000	30 000
	Brebis		25 000	20 000	20 000
	Jeune		10 000	10 000	10 000
CAPRINS	Bouc entier		20 000	2 000	20 000
	bouc castré		20 000	25 000	15 000
	Chèvre		15 000	20 000	15 000
	Jeune		-	15 000	7 000

Tab 42 *: Animaux présentés et vendus*

DEPARTEMENTS	Marchés	Espèces	Total présenté	Fourchette des prix	Nombre de jours d'observations
TAMBACOUNDA	Méréto, Bamba, Haltou Fass, Dawady Kayène	Bovin Ovin Caprin Equin	1 420 13 200 3 600 825	70 000 – 250 000 15 000 – 75 000 10 000 – 40 000 70 000 – 150 000	2 à 4 jours par mois.
BAKEL	Bala,	Bovin Ovin Caprin Equin Asin volaille	652 2 200 1 700 1985 155 650	55 000 – 285 000 10 000 – 85 000 10 000 – 37 500 65 000 – 180 000 25 000 – 40 000 1 750 – 2 500	1 à 4 jours par mois.
KEDOUGOU	Thiocoye	Bovins Ovins Caprins	1 595 960 1 700	60 000 – 175 000 15 000 – 40 000 15 000 – 35 000	2 jours par mois.

V.5 TRANSHUMANCE INTERNE

La transhumance est un important mouvement Saisonnier de bétail en destination de la région de Tambacounda. Des efforts restent à faire pour la maîtrise du phénomène dans la région. Des conflits parfois sanglants sont notés entre transhumants et populations d'accueil pour des raisons multiples.

Le Tableau ci dessous indique les localités d'origine des transhumants et les zones de destination.

Tab 43 *: Transhumance intérieur*

ORIGINE	DESTINATION	POSTE DE CONTRÔLE	BOVINS	OVINS	CAPRINS	ASINS	EQUINS
Moudéry, Podor Matam, Samba Iolé, Podor, Diawara, CR de Moudéry	CR Sadatou, Goudiry, Bala, Kédougou, Kidira,	Moudéry, Bakel, Saraya, Kédougou	2 320	13 160	3 213	50	
TOTAUX							

Tab 44 *: Transhumance extérieure*

ORIGINE	DESTINATION	POSTE DE CONTRÔLE	BOVINS	OVINS	CAPRINS	ASINS	EQUINS
Sanguediéry, Manael,	Ardt. Kéniéba, Lislam (RIM)	Moudéry, Bakel	862				
TOTAUX							

V.6 SUIVI DES ORGANISATIONS SOCIO-PROFESSIONNELLES

V.6.1. LES ORGANISATIONS D'ÉLEVEURS

La Maison des Éleveurs : organisation régionale qui regroupe, la fédération des GIE d'Élevage, l'Union des Coopératives, les professionnels du bétail et de la viande. Des concertations entre éleveurs continuent pour minimiser certaines divergences mais par contre l'origine des querelles entre certains responsables persiste car ayant comme soubassement des positionnements politiques dans l'échiquier régional et national.

Cependant la fonctionnalité des MDE au niveau des communautés rurales permet un bon travail à la base, car les contestations sont moins importantes.
Le Directoire des Femmes en Élevage, autre organisation régionale au niveau des femmes éleveurs. Plusieurs projets ont été élaborés par les services de l'Elevage pour les éleveurs, dans le cadre de l'opération Tabaski 2007, 6 projets (2 individuels, 3 GIE et 1 mutuelle) ont été financés pour une valeur de 40 500 000F CFA.

CONCLUSION

Le poids de l'Elevage dans l'économie nationale n'est plus à démontrer. Pour ce qui concerne la région de Tambacounda, l'élevage apporte une large contribution au PIB régional. En effet, on assiste à une organisation progressive à travers un dynamisme associatif des acteurs des différentes filières.

Cependant, il existe encore quelques contraintes comme l'étendue de la région, la faible densité de la région et l'éloignement des grands marchés de consommation comme Dakar, Thiès, Touba Kaolack. Les différents acteurs du secteur de l'Elevage dans la région fondent beaucoup d'espoirs dans la mise en œuvre du Projet de développement de l'Elevage au Sénégal Oriental et en Haute Casamance.

VI. CHAPITRE : ASSISTANCE

INTRODUCTION

Les données traitées dans ce chapitre concernent les activités du Sous Groupement n°6 des sapeurs Pompiers basé à Tambacounda. Dans le cadre de leur assistance les activités des Sapeurs Pompiers ont connu une évolution dans la plus part des types d'intervention dans le courant du 2eme Semestre de 2008. Les types d'assistance répertoriés par le Sous Groupement sont les Assistances aux incendies, les Assistances aux accidentés et les Assistances aux personnes en dangers. A Chaque type d'assistance correspond plusieurs types d'interventions.

VI.1 BILAN ANNUEL 2008 DES TYPES D'INTERVENTIONS

En 2008, au total le Sous groupement N°6 des Sapeurs pompiers a procédé à 1043 sorties. Les sorties pour assistance à personne en danger sont les plus nombreuses en 2008, elles sont au nombre de 602 et représentent 58% des sorties. Les sorties pour causes d'incendie au nombre de 150 représentent 14 %. Les Sorties pour opérations diverses représentent 13 % et les activités diverses représentent 15%. Les types d'interventions les plus fréquentes sont les incendies dans les habitations, les assistances aux personnes malades. Pour ce qui concerne les opérations diverses, on note surtout les interventions comme l'assistance pour les corps sans vie et l'assainissement.

Tab 45 *: Bilan annuel des sorties 2008*

Nature des interventions	NOMBRE DE SORTIES 1er Semestre	NOMBRE DE SORTIES 2ème Semestre	TOTAL SORTIES 2008
I. Incendies	**99**	**51**	**150**
Habitation	49	26	75
Etablissement recevant du publique	02	01	3
Industries	10	03	13
Agriculture	27	14	41
Autres risques	11	07	18
II. Assistance à personnes	**247**	**355**	**602**
Accidents	78	86	164
Asphyxies	00		00
Malades	132	218	350
Personnes en danger	37	51	88
III. Opération diverses	**67**	**67**	**134**
Corps sans vie	20	18	38
Ravitaillement eau	06		6
Assainissement	29	36	65
Alerte motivée	36	48	84
Fausses alertes	05	01	6
IV. Activités diverses	**56**	**101**	**157**
Service de représentation	19	60	79
Evènement religieux	00	00	00
Pèlerinage de Gouloumbou	01	01	2
Gamou de Tivaouane	00	00	00
Magal de Touba	00	00	00
FIDAK	00	00	00
Autres évènements religieux	07	04	11
Visite de prévention	00	00	00
Tournées de bouche d'incendie	00	00	00
TOTAL	**469**	**574**	**1043**

VI.2 LES MOYENS D'APPEL UTILISES

Les moyens d'appel utilisés suivent les mêmes tendances que les types d'intervention. Il y'a au total 1043 appels en 2008 répartis comme suit : 469 au premier semestre et 574 au deuxième semestre. Le type assistance à personne en danger est de loin le plus fréquent avec 516 appels soit 49% ; après ce type d'assistance il y'a les incendies qui représentent 14%.

Tab 46 *: Répartitions des moyens d'appel utilises*

NATURE DE L'INTERVENTION	1er SEMESTRE	2em SEMESTRE	TOTAL 2008
Incendie	99	51	150
Secours à Victimes	-	86	86
Assistance à personnes	247	269	516
Corps sans Vie	20	18	38
Ravitaillements en Eau	06	-	6
Assainissements	29	36	65
Alertes Motivées	36	48	84
Fausse Alertes	05	01	6
Services de représentation	27	65	92
TOTAL	**469**	**574**	**1043**

VI.3 SITUATION DES INCENDIES PAR NATURE DU RISQUE

C'est surtout au premier semestre de l'année que l'on a noté le plus d'incendies, cette période de l'année correspondant certainement à la période de canicule avec des seuils maximum en Avril et Mai. Bien que les interventions concernent plusieurs types d'habitations, c'est surtout les cases en paille qui sont l'objet d'incendie.
En 2008, on note également quelques cas dans les restaurants, dépôts d'ordures et dans le secteur du transport.

Tab 47 *: Incendies par nature du risque*

NATURE DES INTERVENTIONS	Nombre 1er semestre	Nombre 2ème semestre	Total 2008
HABITATIONS			
Maison en dur		04	04
Baraques et cases en paillotes	43	19	62
Cuisines et appartements	06	02	8
Chambres et autres		01	1
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC			
Cinémas, administrations publiques			
Boutiques de vente en gros ou détails			
Bar - Dancing - Salles de jeu - Hôtel - Restaurant	01	01	2
Cantines - Pâtisseries	01		1
Autres			
INDUSTRIES CHIMIQUES			
Fabriques d'engrais ou de produits chimiques			
INDUSTRIES TEXTILES			
Filature de sisal, chanvre			
Autres		01	1
INDUSTRIES DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE			
Installation électrique	04		4
Poste de transformation			
Autres			
INDUSTRIE DU PETROLE			
Essencerie			
Autres			
INDUSTRIE DU TRANSPORT			
Terrestre, Autobus, Autocar, Camion, Camionnette, véhicule touristique.	03	01	4
Autres	01		1
Maritimes Fluviaux, Bateau et embarcation en tous genres			
INDUSTRIES DIVERSES			
Magasins de dépôts	01		1
Entrepôts de pneus			
Entrepôts frigorifiques			
Autres			
Menuiseries, Boulangeries, Boucheries	01	03	4
AGRICULTURES			
Brousses, Broussailles, Champs, Arbres, Fourrages Charbons, coques d'arachides etc.…	27		27
Autres			
AUTRES RISQUES			
Dépôts d'ordures	08	01	9
Gaz		01	1
Divers	03	03	6
TOTAL	**99**	**51**	**150**

VI.4 L'ASSISTANCE AUX ACCIDENTES

Les Sapeurs Pompiers du 6eme Sous Groupement ont effectué 164 Sorties en 2008 dont une grande majorité concerne des accidents sur la voie publique. Les secours portés ont intéressé 422 victimes. Parmi ces 422 victimes, il y'a eu 30 décédés et 392 sauvées. A travers la répartition des accidents sur la voie publique on constate 10 cas de dérapages et renversements de véhicules, 3 cas de Collision entre véhicules automobiles, 3 cas de Piétons renversés par un véhicule automobile.

Tab 48 *: Répartitions des assistances aux accidents*

NATURE DES ACCIDENTS	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
1er SEMESTRE				
Accidents sur la voie publique	73	264	250	14
Accidents ferroviaires	01	01	01	
Accidents domestiques				
Accidents de loisirs	04	04	04	
Accidents divers				
Crash d'avions				
Effondrement de maisons				
TOTAUX	**78**	**269**	**255**	**14**
2ème SEMESTRE				
Accidents sur la voie publique	82	147	131	16
Accidents ferroviaires				
Accidents domestiques				
Accidents de loisirs				
Accidents divers	04	06	06	-
Crash d'avions				
Effondrement de maisons				
TOTAUX	**86**	**153**	**137**	**16**

Tab 49 *: Répartition des assistances aux accidents en 2008*

NATURE DES ACCIDENTS	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Accidents sur la voie publique	155	411	381	30
Accidents ferroviaires	1	1	1	
Accidents domestiques				
Accidents de loisirs	4	4	4	
Accidents divers				
Crash d'avions				
Effondrement de maisons				
TOTAUX	**164**	**422**	**392**	**30**

Tab 50 *: Répartition des accidents sur la voie publique*

NATURE DES ACCIDENTS	1ER Semestre				2ème Semestre			
	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES		NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées			Sauvées	Décédées
Collision entre véhicules automobiles	02	11	10	11	03	07	04	03
Collision entre véhicules autos et hippomobiles								
Collision entre véhicules autos et cyclops								
Dérapages et renversements de véhicules	30	197	190	07	21	59	49	10
Cyclons tombés sur la chaussée	10	10	08	02	07	14	14	-
Cyclops renversés par un véhicule auto	06	09	09		13	15	15	-
Véhicule hypo renversé sur la chaussée								
Piétons renversés par un véhicule auto	17	22	20	02	14	13	10	03
Piétons renversés par cyclo	03	04	04		05	08	08	-
Collusion entre deux Cyclo					16	27	27	
Piétons renversés par un véhicule hippomobile								
Divers	10	16	14	02	05	05	05	-
TOTAUX	**78**	**269**	**255**	**14**	**86**	**153**	**137**	**16**

Tab 51 *: Répartition des Assistances aux personnes en danger*

NATURE DES SORTIES	1er Semestre				2ème Semestre			
	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES		NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées			Sauvées	Décédées
Personnes coincées	23	23	22	01				
Chutes accidentelles					22	22	22	-
Tentatives de suicides					01	01	01	-
Agressions					03	03	03	-
Rixes	05	05	05		08	08	08	-
Autres	09	10	10		10	20	20	-
Accident de travail					02	02	02	-
TOTAUX	**37**	**38**	**37**	**01**	**46**	**56**	**56**	**-**

CONCLUSION

En 2008, il y'a eu une évolution des activités du 6eme Sous Groupement des Sapeurs pompiers aussi bien pour l'assistance aux incendies, les Assistance aux accidentés et les assistances aux personnes en dangers. Plusieurs types d'interventions ont été effectués. En 2008, on constate surtout que ce sont les sorties pour assistance à personne en danger qui sont les plus nombreuses. Les sorties pour causes d'incendies. Concernent en majorité les cases en paille, elles ont lieu entre avril et mai. Pour les accidents, on rencontre les accidents sur la voie publique et la tranche d'âge la plus concernée est celle de 15 à 39 ans.

VII. CHAPITRE : LA PECHE ET LA PISCICULTURE

INTRODUCTION

A Tambacounda, la pêche continentale bien qu'étant une activité artisanale contribuait à l'auto suffisance alimentaire dans les zones où elle est pratiquée jusqu'à un passé récent. C'est une activité qui est effectuée dans les trois départements (Tambacounda, Bakel, Kédougou).

De nos jours, la ressource se fait rare et le nombre d'acteurs régresse. L'activité a besoin d'un souffle nouveau pour reprendre sa place. Dans une perspective de redynamisation, une réelle politique s'avère nécessaire pour impulser le secteur.

VII.1 HYDROGRAPHIE :

La région dispose de ressources en eaux très importantes. La pluviométrie est importante et les eaux de surface et souterraines abondantes. Cette richesse naturelle confère à la région une prédisposition aux activités piscicoles et à l'impulsion de la pêche continentale.

VII.1.1. PLUVIOMETRIE

La région de Tambacounda est comprise dans les zones soudano sahélienne et soudano guinéenne. La saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord. La pluviométrie de la région se situe entre les isohyètes 500 et 1200 mm, ce qui la place parmi les régions les plus pluvieuses du pays. La pluviométrie se caractérise par une grande variabilité annuelle et mensuelle. Les mois d'Août et de Septembre sont les plus pluvieux.

VII.1.2. LES EAUX CIRCULANTES

La région est caractérisée par un potentiel hydrographique dense avec le fleuve Sénégal, la Falémé, et le fleuve Gambie. Mais c'est la Falémé et la Gambie qui arrosent la quasi-totalité de la région.

VII.2 LE FLEUVE SENEGAL

VII.2.1. LA FALEME

La Falémé constitue le plus important affluent du fleuve Sénégal. Selon le bulletin hydrologique mensuel de Janvier 2003, à la station de Kidira, le débit moyen mensuel est de 3,67m3/s. Le volume d'eau écoulé au droit de la section est de 9,83millions de m3. Elle connaît un écoulement temporaire dès le mois de Mars formant ainsi des chapelets de mares. Il existe une multitude de bras d'affluents éparpillés sur le long de la Falémé dont les caractéristiques hydrologiques sont tributaires de la pluviométrie. Parmi ces bras on peut citer : Koîla kabé, Daléma, Gandamaka koba koye, Goumbamba, Dinndéji. Ces affluents sont généralement localisés au sud et dans la Poche de la Falémé.

VII.2.2. LE FLEUVE GAMBIE

Le fleuve Gambie traverse la région d'Ouest au Sud sur un bassin versant à Gouloumbou de 22000 km2. Il prend sa source en Guinée Conakry pour se déverser dans l'Océan Atlantique en République Gambienne. Son débit moyen est de 109 m3/s. Il est caractérisé

à gauche par les affluents le Silly, Le Thiokoye, le Diarra et le Koulounton et à droite par le Diaguiri, le Niokolo, le Niériko, le Niawlé Tanou et le Sandougou.

VII.3 LES EAUX STAGNANTES

VII.3.1. LES MARES

Il existe un bon maillage de la région par des mares et marigots qui représente une source importante d'eau de surface pour l'alimentation du bétail, l'agriculture et dans une moindre mesure la pêche. Certaines de ces mares sont permanentes et disposent d'eau pendant toute l'année. Celles-ci font l'objet d'une activité de pêche de subsistance et l'état du stock reste mal connu. La pêche se fait également dans les mares temporaires avant leur tarissement du fait de la présence d'eau durant 6 à 7 mois.

VII.3.2. LES RETENUES ARTIFICIELLES

Des ONG et PROJET comme GRED, GADEC, AGIR et FDL ont réalisé beaucoup d'ouvrages de retenue pour promouvoir l'agriculture en contre saison et la réalimentation des nappes. Ces retenues gardent l'eau plus ou moins longtemps : certaines sont permanentes, d'autres gardent l'eau pendant au moins 6 mois.

Tab 52 *: Liste de quelques retenues*

Nom	Dimensions	Caractéristiques	Localité	Département	Auteur
Oubowol		permanente	Oubowol	Bakel	GRED
Birfal		permanente		Bakel	GRED
Sinthiou Fissa		permanente		Bakel	GRED
Gourel Bouli		permanente		Bakel	GRED
Bélé			Bélé	Bakel	GRED
				Bakel	GRED
Dyabougou			Koulor	Bakel	GADEC
Saré Thierno				Bakel	GADEC
Inalah			Kothiary	Bakel	GADEC
Tabading				Bakel	GADEC

VII.4 LA PECHE CONTINENTALE

VII.4.1. LE POTENTIEL HALIEUTIQUE

La région connaît une faune ichtyologique assez importante. Beaucoup de variétés sont présentes dans la région. Dans chaque département les espèces sont plus ou moins importantes selon les eaux. A Tamba c'est le fleuve Gambie qui présente une faune plus riche, et dans une moindre mesure les mares. A Bakel c'est la Falémé et surtout dans la poche où abonde le poisson. A Kédougou c'est la partie amont du fleuve Gambie qui est riche en poisson.

Tab 53 *: Tableau de quelques espèces*

Nom scientifique	Nom français	Nom pular	Nom soninké
Alestes beremoze		Guitial	balantan
Alestes dentex		Guitial	
Clarias gariepinus	Silure, poisson chat	Baléou	Kono kono
Hémichromis fasciatus	tilapia	Sidéré amadiaw	Fro
Heterobranchus longifilis	Silure	Ndawa	Da
Heterotis niloticus		Bala	Fantan
		Sendou	Sokorono
Hydrocynus forskalii		Sendou	
Labeo rouaneti		Diandéré (banc)	
Labeo senegalensis		Diandéré (noir)	Koulou ndomo
Oreochromis niloticus	Tilapia du Nil	Sidéré	
Saratherodon melanotheron heudelotii		Sidéré	
Tilapia guineensis		Sidéré	
Mugil cephalus		Tambadian	
Auchenoglanis biscutatus		Ngurlo	Kosso woulin
Chyssichthys		Ondu	
Citharinus citharus		Rimbéré	Féta
Ctenopoma muriei		Sidéré ngardia	Fro ngugna
Ctenopoma kinsleyae		Sidéré ngardia	
Distichodus rostratus		Mbirsou	
Distichodus brevipinnus		Mbirsou	Bintékol
Marcusenius senegalensis		Parou	Nalo
Gymnarchus niloticus		Besso	Souégo
Hepsetus odoe			Sanka
Hyperopisus bebe		Parou	
Malapterurus electricus		Madié (elect)	Tiguingo
Mormyrops anguilloides		Ndelbou	Nalo
Mormyrus hasselquistii		Parou	
Papyrocranus afer		Lamba léfa	
Parachanna africanus		Boural	
Petrocephalus bovien		Parou béguéda	
Polypterus endlicheri endlicheri		Gadial	Saégo
Polypterus senegalus senegalus		Gadial	
Polypterus palmas		Gadial	
Schilbe uranoscopus		Nguélo	Limbao
Schilbe mystus		Nguélo	
Schilbe micropogon		Nguélo	
Synodontis schall		Hot dandou nditi (noir)	Kosso koyima
Synodontis schall		Hot dandou bolo (blanc)	
Hélops laderta		Nguignal	Sanko
Hélops senegalensis		Nguignal	
Ethmalosa fimbriata			
Polydactylus quadrifillis		Coudialy	Koudialo

VII.4.2. LES ZONES DE PECHE

La pêche est pratiquée aussi bien dans les cours d'eau que les mares.

La Falémé : C'est l'affluent le plus important du fleuve Sénégal. Naguère riche en poissons, seule la poche fait de nos jours l'objet de pêche.

La Gambie : C'est un cours d'eau très poissonneux et fait l'objet d'une importante pêche des populations riveraines. Mais également ses affluents disposent d'importantes ressources en poissons. Dans le département de Tamba l'arrondissement de Missirah regroupe l'ensemble des acteurs.

A Kédougou c'est aux environs du parc que le poisson se fait abondant. Certes c'est une zone interdite pour la pêche mais la richesse des eaux fait que les acteurs transgressent cette mesure.

Les mares et retenues artificielles : Elles font l'objet d'une pêche traditionnelle. Cette pêche qui dure en générale deux (02) jours mobilise l'ensemble des villages avoisinant celles-ci et se déroule après la récolte.

VII.4.3. LA PUISSANCE DE PECHE

La puissance de pêche est l'ensemble des moyens humains et matériels déployés pour l'exploitation des produits de pêche.

Les pêcheurs : Les pêcheurs se trouvent le long des cours d'eau. Les villages de pêcheurs se trouvent sur tout le long du fleuve Gambie et de la Falémé.
Au niveau des mares et retenues artificielles, les acteurs font de la pêche collective lors de l'ouverture de celles-ci :

- **A Tambacounda :** les pêcheurs sont installés sur la rive du fleuve Gambie. Cependant il faut noter que la pêche dans le fleuve est assurée par deux communautés : les étrangers, forte communauté, et les autochtones.

- **A Kédougou** : l'activité de pêche se fait uniquement dans le fleuve Gambie et ses affluents. Le département ne dispose pratiquement pas de mare. La mare de Dalaba située derrière le service des eaux et forêts fait l'objet d'une pêche collective en Octobre lorsque les eaux sont basses.

Tableau puissance de pêche

- **A Bakel** : la poche de la Falémé est la zone active pour la pêche.

Tab 54 *: Tableau récapitulatif*

Département	Pêcheurs Sédentaires	Pirogues
Tamba	55	90
Bakel	279	154
Kédougou	93	58
TOTAL	**427**	**302**

Les engins de pêche :

Les engins de pêche utilisés sont soit individuels (filets maillants, dormants ou dérivants, ligne, casiers) soit collectifs (barrages, palissades).

Les embarcations :

Les pirogues utilisées dans les cours d'eau sont des pirogues à pagaie longues de 5 à 7 mètres.

Les techniques de pêche :

Les pêcheurs emploient essentiellement les filets maillants (dormant ou dérivant). Et en cas de forte prise ce sont les « mbirket » qui servent de lieu de conservation dans l'eau.

Tab 55 *: Tableau de l'effort de pêche du département de Bakel*

Localité	Pêcheurs Sédentaires	Pêcheurs Saisonniers	Pirogues	Engins de pêche
BALLOUT	30	indéfini	10	- Filet dormant : -Epervier - Piège :
GOLMY	40	20	40	
KOUNGANY	07	Indéfini	02	
DIAWARA	140	100	50	
BAKEL	15	5	10	
GUEDEKO	01	-	02	
HANDALAYE	04	20	04	
FANIRA	12	Indéfini	07	
TAKOUTALLA	0	Plus de 30	03	
LALLY	10	13	06	
ARI HARA				
SANEDEBOU				
NAYE				
TOTAL	259	-	134	-

Tab 56 *: Tableau de l'effort de pêche du département de Tamba*

Localités	Pêcheurs Sédentaires	Pêcheurs Saisonniers	Pirogues	Engins de pêche
Koar	13	7	15	- Filet dormant : 116 -Epervier - Piège : 55
SANKAGNE	4	12	26	
ADJAF				
GOULOUMBOU			29	
FARABA				
KOULARY				
NETEBOULOU				
GUENOTO				
BANTANTINTY				
DIALOKOTO	14		14	

Tab 57 *: Tableau de l'effort de pêche du département de Kédougou*

Localités	Pêcheurs Sédentaires	Pêcheurs Saisonniers	Pirogues	Engins de pêche
AFIA PONT	10		03	- Filet dormant : 116 - Epervier - Piège : 55
KEREWANE	4		03	
LINGUEKOTO	10		08	
THIOKOYE	14		03	
KEDOUGOU	39	3	29	
BOMBOYA	1		1	
TAMBA NOUMOUYA	4		2	
SAMAL	3		3	
AMERIQUE	1	1	0	
ITATO	1	1	0	
SILLACOUNDA	2	2	2	
COUROUNGOTO	1		1	
MAKO	7		7	
SAMEKOUTA	4	3	4	
LAMINIYA	20	4	20	
BADALA	3	7	4	
BARA	2		2	
NEWDOU	1		1	
TEPERE DIANTOUNG	5	2	5	
BAYTILLAYE	4	4	5	
YAMOUSSA	1		1	
TOTAL	**137**	**27**	**104**	

Tab 58 *: Tableau de l'effort de pêche du département de Kédougou*

DEPARTEMENTS	SITES	Pêcheurs Sédentaires	Pêcheurs Saisonniers	Pirogues
KEDOUGOU	AFIA PONT	10		3
	AMERIQUE	1	1	0
	BADALA	3	7	4
	BARA	2		2
	BAYTILLAYE	4	4	5
	BOMBOYA	1		1
	COUROUNGOTO	1		1
	ITATO	1	1	0
	KEDOUGOU	39	3	29
	KEREWANE	4		3
	LAMINIYA	20	4	20
	LINGUEKOTO	10		8
	MAKO	7		7
	NEWDOU	1		1
	SAMAL	3		3
	SAMEKOUTA	4	3	4
	SILLACOUNDA	2	2	2
	TAMBA NOUMOUYA	4		2
	TEPERE DIANTOUNG	5	2	5
	THIOKOYE	14		3
	YAMOUSSA	1		1
	TOTAL	**99**	**27**	**104**
BAKEL	BALLOU	30	indéfini	10
	GOLMY	40	20	40
	KOUNGHANY	7	Indéfini	2
	DIAWARA	140	100	50
	BAKEL	15	25	10
	GUEDEKO	1	-	2
	HANDALAYE	4	20	4
	FANIRA	12	Indéfini	7
	TAKOUTALLA	0	Plus de 30	3
	LALLY	10	13	6
	ARI HARA	20	5	20
	TOTAL	**279**	**-**	**154**
TAMBA	WASSADOU	7	3	7
	BOGUE AMADOU	1		1
	MAGANNA	4		3
	LABOA	8		8
	DIALACOTO	10		3
	GOULOUMBOU	17		29
	KOAR	13	7	13
	SANKAGNE	4	12	26
	TOTAL	**64**		**90**

Tab 59 *: KOAR*

MOYENS DE PRODUCTION	autochtones	allochtones	migrants	TOTAL
Nombre de pêcheurs	13	2	5	**20**
Nombre de pirogues	13	2	0	**15**
Nombre de filets	104	3	9	**116**
Doumbous	0	20	35	**55**

Tab 60 *: SANKAGNE*

MOYENS DE PRODUCTION	autochtones	allochtones	migrants	TOTAL
Nombre de pêcheurs	4	12	0	**16**
Nombre de pirogues	3	23	0	**26**
Nombre de filets	4	177	0	**181**
Doumbous	8	262	0	**270**

VII.5 PERSPECTIVES

Malgré un réseau hydrographique dense, le poisson est de plus en plus rare dans ces eaux. Ceci est du en partie d'un manque d'organisation du secteur de la pêche. Il faut un réel aménagement des pêcheries et une organisation des acteurs.
Aménagement des pêcheries :

La région a trois grands cours d'eau avec d'importants affluents. En certaines périodes de l'année, ils constituent des zones de reproduction. Mais cette fonction de frayère est annihilée par les effets combinés des mauvaises pratiques de pêche et du tarissement précoce en de nombreux endroits de ces cours d'eau.

Pour solutionner ce problème nous proposons d'instaurer un système de réglementation des activités de pêche dans ce plan d'eau, en partenariat avec les communautés de pêcheurs et les autorités administratives et locales, à travers des initiatives locales de cogestion. Ces dernières seront formulées et mises en œuvre par les communautés de pêcheurs eux-mêmes regroupés en comité de gestion après une validation par l'autorité compétente.

Pour rendre navigables les cours d'eau il faudra les draguer et aménager des digues

Le Sénégal veut faire du sous secteur de la pêche continentale et de l'aquaculture comme une alternative pour résorber le déficit de la pêche maritime. C'est à ce titre que la D.P.C.A et l'A.P.A ont été crées. Les missions effectuées par ces structures ont fini par convaincre la population de la volonté de l'Etat

CONCLUSION

Aujourd'hui les gens sont sensibilisés sur les possibilités réelles de développer la pisciculture dans la région.
Les conditions naturelles très favorables confèrent à la région une prédisposition aux activités piscicoles.

Les eaux stagnantes offrent de réelles possibilités pour la pisciculture extensive. Ces retenues disposent de l'eau pendant au moins sept mois avec une hauteur d'eau supérieure à un mètre.
Les sous produits de l'agriculture sont disponibles pour la fabrication d'aliments de poissons à partir de sous produits locaux.
Il faut noter que la forte température de la région favorise un tarissement précoce des retenues. Il faut un aménagement adéquat de celles-ci pour disposer d'eau toute l'année.

Cependant cette activité est tout à fait nouvelle pour les populations. La formation reste ainsi la priorité des priorités.

VIII. CHAPITRE : JUSTICE

INTRODUCTION

En 2008, la région de Tambacounda compte 3 Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) regroupant une population carcérale égale à 502 individus répartie comme suit :

- MAC –TAMBACOUNDA : 261
- MAC- BAKEL : 130
- MAC-KEDOUGOU : 111

La nature des délits commis varient légèrement d'une structure à une autre. Cependant il faut noter que le transfert de détenus d'une MAC à une autre introduit un biais dans toutes tentatives de rapporter localement les délits aux lieux actuels de détention, parce que certains détenus ont certainement commis les délits qui les condamnent ailleurs dans une autre localité

VIII.1 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION M.A.C. DE TAMBACOUNDA

La population carcérale de la Maison d'Arrêt et de Correction de Tambacounda compte 261 pensionnaires constitués essentiellement d'hommes à 94 % contre seulement 6 % de femmes. Les principaux délits sont le vol et détention de chanvre indien, ensuite il y'a les détournements de mineurs/viol et les cas de meurtre –Assassinat-Parricide. On y constate également des délits de détournements de derniers publics et des délits d'infanticide. On y rencontre beaucoup d'étrangers soit 27 %.

Tab 61 *: Composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C.de Tambacounda*

Infractions	23-26ans		27-36ans		37-46ans		47-56ans		57 ans et plus		TOTAL
	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	
Coups et blessures volontaires	12		5				1				18
Vol	25	1	26		14		4		2		72
Détournement de mineur/Viol	11		7				1		1		20
Meurtre-Assassinat- Parricide	3		7		7		1				18
Infanticides		4		1							5
Escroquerie-Abus de confiance	1		2				1		1		5
Détention et trafic de C.I.	18	3	36	4	30	1	5		2		99
Faux et usages de faux	1		1	1	1						4
Détournements de derniers publics			1				3				4
Autres délits	2		4		5				1		12
Homicide Volontaire et involontaire					1						1
Exploitation de débit de boisson alcoolisée sans autorisation administrative											0
Recel			1		1				1		3
Refus de soumettre au contrôle préventif pour prostituées											0
Total Général	**73**	**8**	**90**	**6**	**59**	**1**	**16**	**0**	**8**	**0**	**261**

Tab 62 *: Composition de la population carcérale sénégalaise de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2008*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	87	11	135	3	236
Février	79	8	149	2	238
Mars	73	6	125	2	206
Avril	61	7	90	1	159
Mai	68	7	87	1	163
Juin	77	6	81	3	167
Juillet	65	5	109	3	182
Août	69	8	77	2	156
Septembre	97	5	70	2	174
Octobre	103	8	68	2	181
Novembre	82	6	83		171
Décembre	106	8	76		190

Tab 63 *: composition de la population carcérale étrangère de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2008*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	34	3	53	5	95
Février	35	2	51	3	91
Mars	37	1	49	5	92
Avril	46	1	50	5	102
Mai	47	1	47	4	99
Juin	60	1	51	3	115
Juillet	42	3	61	4	110
Août	49	4	53	4	110
Septembre	46	4	45	4	99
Octobre	63	4	43	4	114
Novembre	47	4	48	4	103
Décembre	39	4	24	4	71

Tab 64 *: Récapitulatif de la population carcérale M.A.C. de la Région de Tambacounda*

NATIONALITE	DETENUS PROVISOIRES	CONDAMNES	TOTAL
SENEGALAISE	114	76	190
ETRANGERE	43	28	71
TOTAUX	157	104	261

VIII.2 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION - M.A.C. DE BAKEL

En 2008, la population carcérale de la MAC de Bakel a enregistré 130 pensionnaires, les hommes y représentent 94 %. Les délits les plus fréquemment rencontrés sont les délits de vol : ils représentent 69 %. On y rencontre également d'autres délits comme les coups

et blessures volontaires 17%, des cas de recel 8% et des menaces de violence; voie de fait. La majorité des pensionnaires a un âge compris entre 26 et 35 ans.

Tab 65 *: Composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C. de Bakel*

Infractions	19-25ans		26-35ans		36-45ans		46-56ans		55 ans et plus		TOTAL
	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	
Coups et blessures volontaires	5	1	7	1	4	1	2	0	1	0	22
Vol	37	3	37	0	12	0	1	0	0	0	90
Détournement de mineur/Viol	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Incendie volontaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vagabondage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Filouterie de boisson	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détention et trafic de C.I.	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Menaces de violence; voie de fait	2	0	0	1	0	1	0	0	0	0	4
Administration de substances nuisibles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bigamie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicide involontaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitation de débit de boisson alcoolisée sans autorisation administrative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel	1	0	6	0	4	0	0	0	0	0	11
Refus de soumettre au contrôle préventif pour prostituées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Général	**46**	**4**	**50**	**2**	**22**	**2**	**3**	**0**	**1**	**0**	**130**

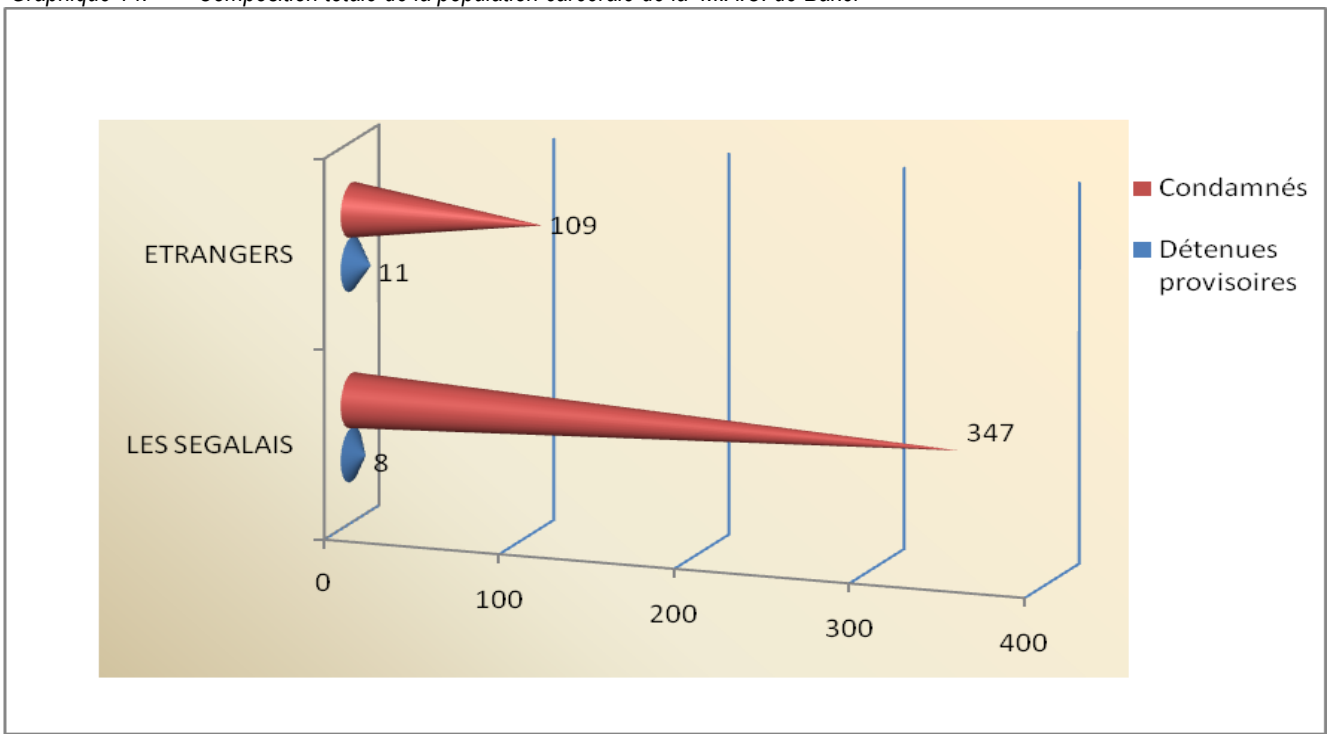
Tab 66 *: Composition de la population carcérale sénégalaise de la m.a.c. de Bakel par mois*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	1	0	22	0	23
Février	0	0	21	0	21
Mars	0	0	26	0	26
Avril	0	0	31	0	31
Mai	0	1	32	2	35
Juin	0	1	36	0	37
Juillet	0	0	36	0	36
Août	0	0	34	0	34
Septembre	0	0	25	0	25
Octobre	1	0	30	0	31
Novembre	2	0	29	0	31
Décembre	2	0	23	0	25

Tab 67 : *Composition de la population carcérale étrangère de la M.A.C. de Bakel par mois*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	0	0	6	0	6
Février	1	1	10	0	12
Mars	2	0	9	1	12
Avril	0	0	9	0	9
Mai	0	0	9	0	9
Juin	1	0	8	0	9
Juillet	0	0	10	0	10
Août	0	0	9	0	9
Septembre	1	1	10	0	12
Octobre	3	0	7	0	10
Novembre	0	0	9	0	9
Décembre	1	0	12	0	13

Graphique 14. Composition totale de la population carcérale de la M.A.C. de Bakel



VIII.3 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION - M.A.C. DE KEDOUGOU

La MAC de Kédougou a abrité en 2008, 111 pensionnaires. Parmi ces pensionnaires il n'y a aucune femme. Cette population carcérale est caractérisée par sa jeunesse, en effet 37% des détenus ont un âge compris entre 19 et 25 ans et 34 % ont un âge compris entre 26 et 35 ans. Plus de la moitié des détenus ont été condamnés pour un délit de vol. Les délits de recel représentent 31%, on y rencontre également d'autres délits comme les délits de détention et trafic de chanvre indien et les délits de vagabondage.

Tab 68 *: composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C. de Kédougou*

Infractions	19-25ans		26-35ans		36-45ans		46-56ans		55 ans et plus		TOTAL
	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	
Coups et blessures volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol	23	0	21	0	10	0	8	0	0	0	62
Détournement de mineur/Viol	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie volontaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vagabondage	0	0	0	0	5	0	2	0	0	0	7
Filouterie de boisson	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détention et trafic de C.I.	3	0	0	0	2	0	3	0	0	0	8
Menaces de violence; voie de fait	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration de substances nuisibles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bigamie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicide involontaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitation de débit de boisson alcoolisée sans autorisation administrative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel	15		17				2				34
Refus de soumettre au contrôle préventif pour prostituées											
Total Général	**41**	**0**	**38**	**0**	**17**	**0**	**15**	**0**	**0**	**0**	**111**

Tab 69 *: composition de la population carcérale sénégalaise M.A.C. de Kédougou par mois*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	20	0	39	0	59
Février	22	0	39	0	61
Mars	23	0	37	0	60
Avril	24	0	38	0	62
Mai	24	0	37	0	61
Juin	29	0	33	0	62
Juillet	30	0	35	0	65
Août	26	0	34	0	60
Septembre	25	0	34	0	59
Octobre	24	0	34	0	58
Novembre	23	0	34	0	57
Décembre	23	0	35	0	58

Tab 70 *: Composition de la population carcérale étrangère M.A.C. de kedougou par mois*

MOIS	Détenues Provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	5	0	9	0	14
Février	4	0	10	0	14
Mars	4	0	10	0	14
Avril	7	0	7	0	14
Mai	5	0	7	0	12
Juin	2	0	10	0	12
Juillet	4	0	6	0	10
Août	7	0	7	0	14
Septembre	7	0	7	0	14
Octobre	7	0	7	0	14
Novembre	7	0	7	0	14
Décembre	7	0	7	0	14

CONCLUSION

La population carcérale des 3 maisons d'arrêt et de Correction de TAMBACOUNDA, BAKEL et KEDOUGOU est essentiellement composée d'hommes et une faible proportion de femmes dont le taux ne dépasse pas 6 % par MAC. Les principaux délits commis par les pensionnaires sont le vol et le recel, les coups et blessures volontaires, la détention, trafic de chanvre indien. La majorité de la population carcérale a un âge compris entre 19 et 35 ans.

IX. CHAPITRE : POSTE

INTRODUCTION

La poste dont le rôle est d'assurer une mission de service publique permet, de faciliter la communication entre les résidents d'une localité et ceux d'autres localités implantées sur le territoire national ou dans le reste du monde. Elle assure, dans ses prérogatives, l'acheminement du courrier postal entre des correspondants qui habitent des localités différentes et le transfert de fonds au bénéfice de la population à partir de mandats émis ou de mandats reçus.

IX.1 REPARTITION DES BUREAUX DE POSTE PAR DEPARTEMENT - ANNEE 2008

En 2008, l'ancienne région de Tambacounda (avant le nouveau découpage administratif qui la scinde en 2 régions administratives) comportait 15 bureaux de poste répartis entre les 3 départements que sont : Tamba, Kédougou et Bakel. Le département de Tamba comptait 5 bureaux, les départements de Kédougou et de Bakel comptaient respectivement 2 et 8 bureaux de poste.

Tab 71 *: Répartition des bureaux de poste par département - Année: 2008*

Départements	Localités	ombre
Département de TAMBA	Tambacounda	2
	Koumpentoum	1
	Koussanar	1
	Makacolibantang	1
Département de KEDOUGOU	Kédougou	1
	Saraya	1
Département de BAKEL	Bakel, Ballou	2
	Diawara, Kidira	2
	Goudiry, Golmy	2
	Moudiry, Yaféra	2
TOTAL REGION		15

IX.2 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE TAMBA - ANNEE 2008

L'observation des données du tableau permet de déceler que parmi les différentes catégories de mandats émis dans le département de Tamba en 2008, les mandats 1406 Fax sont les plus importants en valeur. Sur une valeur totale de 3 487 283 391 FCFA de mandats émis, 2 704 732 191 FCFA constituent des mandats 1406 fax. De même, pour les mandats payés, le montant des mandats 1406 fax s'élevait à 2 113 111 324 F CFA sur un montant total de 6 288 304 809 FCFA. Ceci justifie que c'est la catégorie de mandat qui a le taux de couverture le plus élevé (128%), mais aussi c'est la plus utilisée (45 525) en 2008. Ensuite, Western Union et les mandats 5CHP sont souvent émis et payés dans les bureaux de poste, leurs montants étaient importants après ceux des mandats 1406 fax en 2008**.**

Tab 72 *: Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie Département de TAMBA- Année 2008*

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	1054	63 699 316	1296	246 390 368	25,85%
Mandats 1406 Fax	45525	2 704 732 191	34985	2 113 111 324	128%
Mandats 5CHP	663	271 174 617	2712	819 691 623	33,08%
Western Union	4907	294 098 143	19032	2 418 273 671	12,16%
Mandats RE	16	404 827	2993	524 814 809	0,07%
CNE	1013	153 174 297	1003	166 023 014	92,26%
Total général	**53178**	**3 487 283 391**	**62021**	**6 288 304 809**	**55,46%**

IX.3 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE BAKEL - ANNEE: 2008

Dans le département de Bakel en 2008, ce sont les mandats émis de type mandats 5CHP s'élevant à 8 836 943 582 FCFA et mandats 1406 Fax d'une valeur de 1 706 939 649 FCFA qui constituent la part la plus importante des mandats émis qui se chiffrait à 11 069 990 323 FCFA. En ce qui concerne les mandats payés dont le montant s'élevait à 11 851 241 663 FCFA, ce sont les mandats de type mandats RE d'une valeur de 6 365 632 052 FCFA et Western Union avec une valeur de 3 819 187 556 FCFA qui sont les plus importants.
Les taux de couverture entre les mandats émis et les mandats payés sont plus élevés pour les mandats 5CHP et les mandats 1406 Fax, affichant respectivement 1547,42% et 264,39%.

Tab 73 *: Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie département de BAKEL - Année: 2008*

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	207	6 564 479	1406	236673890	2,77%
Mandats 1406 Fax	31284	1 706 929 649	9408	645606948	264,39%
Mandats 5CHP	5497	8 836 943 582	8153	571074409	1547,42%
Western Union	1194	130 363 836	14189	3819187556	3,41%
Mandats RE	04	828 674	35182	6365632052	0,01%
CNE	2238	388 360 108	1179	213066808	182,27%
Total général	**40418**	**11 069 990 328**	**69517**	**11 851 241 663**	**93,41%**

IX.4 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DEPARTEMENT DE KEDOUGOU- ANNEE : 2008

Dans les bureaux de poste du département de Kédougou, les mandats 5CHP ont été plus utilisés que les autres types de mandats en 2008, avec un montant total émis qui atteignait 2 730 527 425 FCFA sur un montant total émis de 4 055 634 090 FCFA. Cependant, l'émission d'argent dans les CNE dans ces bureaux de poste est assez fréquente et génère souvent des sommes importantes. Le montant de ces émissions d'argent dans les CNE avait atteint 168 178 171 FCFA en 2008. Les services des bureaux de poste ont payé beaucoup plus de mandats 1406 Fax pour une valeur de 1 559 198 554 FCFA, le paiement des mandats Western Union avait atteint des sommes importantes. S'agissant des mandats RE, ce sont les montants payés qui ont été les plus importants.

Tab 74 *: Répartition des mandats émis et payés selon la Catégorie département de Kédougou- Année : 2008*

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	123	4699902	362	23897362	19,67%
Mandats 1406 Fax	16095	1061733165	9431	1559198554	68,09%
Mandats 5CHP	1296	2730527425	2270	358057432	762,59%
Western Union	517	90319033	4972	977343490	9,24%
Mandats RE	02	176394	5530	933832621	0,02%
CNE	699	168178171	460	127743854	131,65%
Total général	**18 732**	**4 055 634 090**	**23025**	**3 980 073 313**	**101,90%**

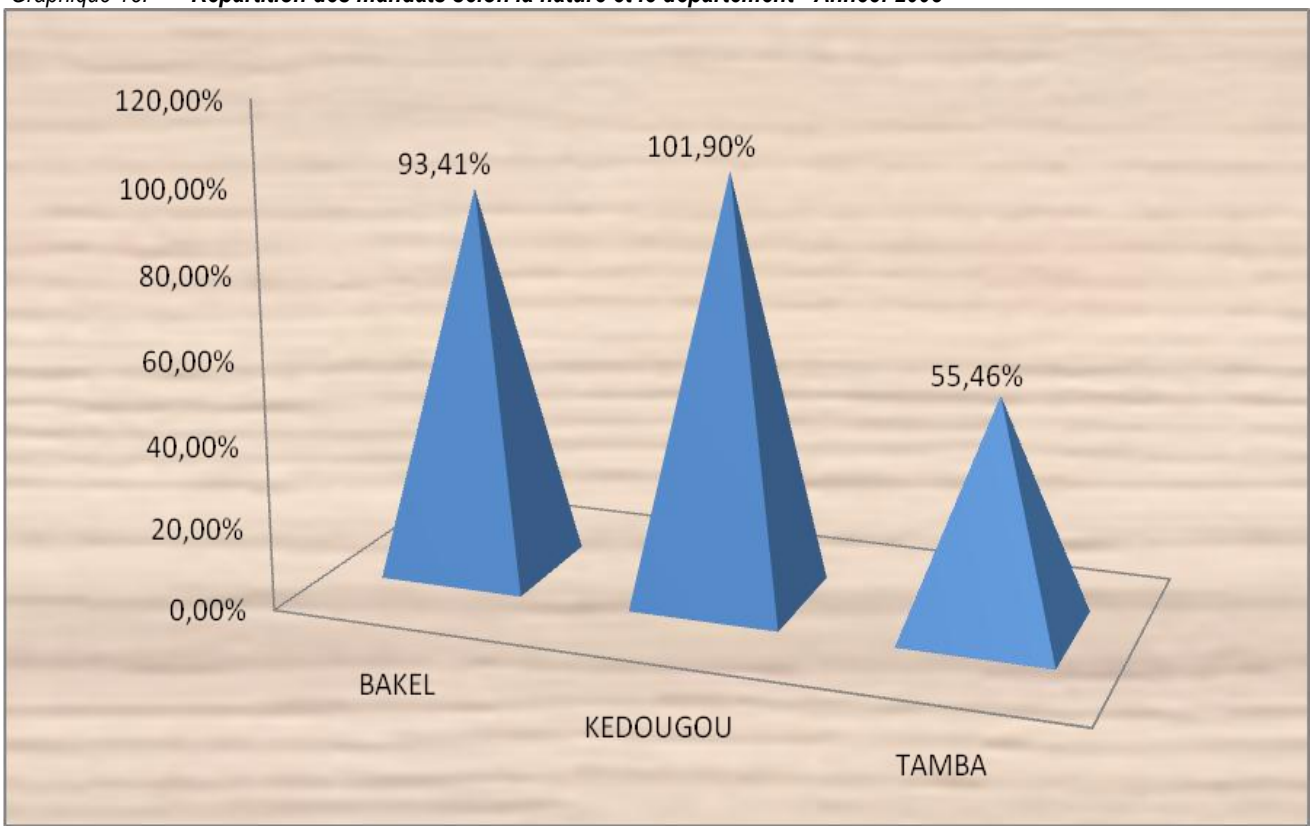
IX.5 REPARTITION DES MANDATS SELON LA NATURE ET LE DEPARTEMENT - ANNEE: 2008

Les données du tableau 5 qui concernent le niveau régional tous types de mandats confondus, indiquent que c'est dans les bureaux de poste du département de Bakel où on a enregistré le montant le plus élevé de mandats émis. Cette valeur se chiffrait à 11 069 990 328 FCFA sur un montant global de 18 612 907 809 FCFA pour les 3 départements en 2008. C'est aussi le département qui enregistre le montant le plus élevé de mandats payés atteignant 11 851 241 663 FCFA en 2008 sur un montant total payé dans la région de 22 119 619 785 FCFA.

Tab 75 *: Répartition des mandats selon la nature et le département - Année: 2008*

Département	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
BAKEL	40418	11069990328	69517	11851241663	93,41%
KEDOUGOU	18732	4055634090	23025	3980073313	101,90%
TAMBA	53178	3487283391	62021	6288304809	55,46%
Total général	**112 328**	**18 612 907 809**	**154 563**	**22 119 619 785**	**84,15%**

Graphique 15. ***Répartition des mandats selon la nature et le département - Année: 2008***



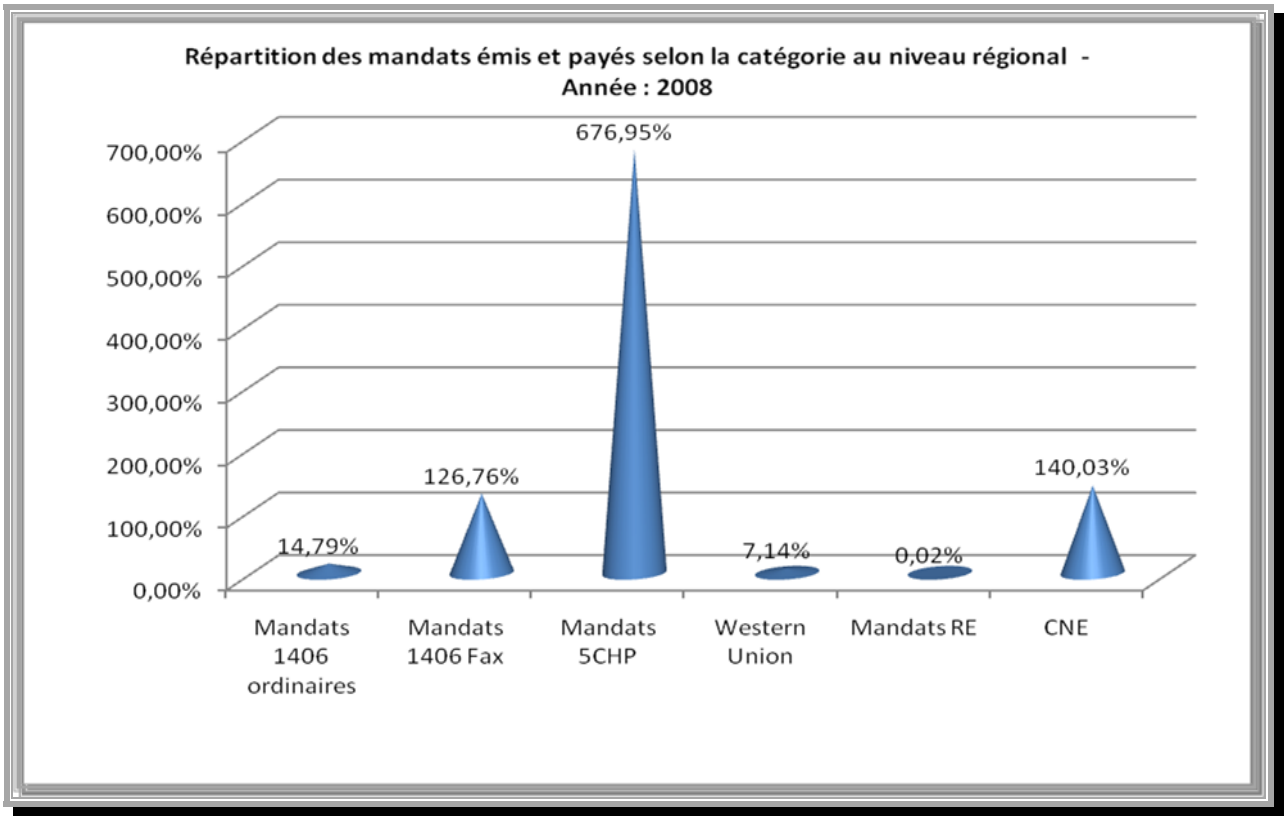
IX.6 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE AU NIVEAU REGIONAL - ANNEE : 2008

Au niveau régional, selon la catégorie de mandats émis et de mandats payés, les données du tableau 6 révèlent que ce sont les mandats 1406 Fax qui sont le plus souvent émis et payés. Les mandats 5CHP sont souvent utilisés aussi dans les opérations d'émission et de paiement des mandats. Les émissions et paiements d'argent par Western Union ne sont pas négligeables car elles permettent le transfert des sommes importantes.

Tab 76 *: Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie au niveau régional - Année : 2008*

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	1378	74 963 697	3064	506 961 620	14,79%
Mandats 1406 Fax	92904	5 473 395 005	53824	4 317 916 826	126,76%
Mandats 5CHP	7456	1 183 864 624	13135	1 748 823 464	676,95%
Western Union	6618	514 781 012	38193	7 214 804 717	7,14%
Mandats RE	22	1 409 895	43705	7 824 279 482	0,02%
CNE	3950	709 712 576	2642	506833676	140,03%
Total général	**112 328**	**18 612 907 809**	**154 563**	**22 119 619 785**	**84,15%**

Graphique 16. Répartition des mandats émis et payés au niveau régionale - Année: 2008



IX.7 REPARTITION DU VOLUME DE COURRIER POSTAL PAR BUREAU DE POSTE- ANNEE: 2008

Le courrier postal est constitué essentiellement par les lettres recommandées. Ce moyen de communication est souvent utilisé dans tous les bureaux de poste. Le bureau de poste de Tamba, la capitale régionale a enregistrée 28305 lettres recommandées en 2008, celui de Kidira, localité où habitent plusieurs émigrés, dénombrait 5766 lettres recommandées puis, les bureaux de poste de Bakel, une autre localité voisine dont la grande majorité de la population réside à l'étranger, a enregistré 4620 lettres recommandées. Les lettres recommandées constituent des moyens de communication utilisés dans tous les bureaux de poste de la région.

Les colis postaux ont été réceptionnés dans la plupart des bureaux de poste de la région. On en dénombrait 1237 dans les bureaux de Tamba et 558 dans ceux de Kédougou.

Tab 77 *: Répartition du volume de courrier postal par bureau de poste Année: 2008*

Bureaux de poste	Cycle	Lettres R	Paquets	Colis	Total
Bakel	Expédiés	2820		13	
	Reçus	1800		64	
	Total	**4620**		**77**	
Ballou	Expédiés	812		0	
	Reçus	758		10	
	Total	**1570**		**10**	
Diawara	Expédiés	1993			
	Reçus	216		10	
	Total	**2209**		**10**	
Golmy	Expédiés	727			
	Reçus	141		6	
	Total	**868**		**6**	
Goudiry	Expédiés	486		2	
	Reçus	603		11	
	Total	**1089**		**13**	
Kédougou	Expédiés	1058		5	
	Reçus	603		553	
	Total	**1661**		**558**	
Kidira	Expédiés	5493			
	Reçus	273		25	
	Total	**5766**		**25**	
Koumpentoum	Expédiés	559			
	Reçus	187		63	
	Total	**746**		**63**	
Koussanar	Expédiés	930		4	
	Reçus	188		17	
	Total	**1118**		**21**	
Makacolibantang	Expédiés	10			
	Reçus	20			
	Total	**30**			
Moudiry	Expédiés	1980			
	Reçus	228			
	Total	**2208**			
Saraya	Expédiés	9			
	Reçus	21		3	
	Total	**30**		**3**	
Tamba	Expédiés	16911		37	
	Reçus	11394		1200	
	Total	**28305**		**1237**	
Yaféra	Expédiés	44			
	Reçus	15		22	
	Total	**59**		**22**	

CONCLUSION

L'implantation de bureaux de poste dans les différentes localités de la région a permis d'améliorer la communication entre les populations n'étant pas liées par des affinités géographiques. Les mouvements du courrier postal et l'émission de mandats notamment par les émigrés constituent des moyens de désenclavement et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Le développement des Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) a un peu réduit le niveau des activités dans les bureaux de poste, la messagerie par internet semble plus pratique pour assurer la correspondance par écrit avec un gain de temps et à moindre coût.

X. CHAPITRE : LES FINANCES PUBLIQUES

INTRODUCTION

Les Finances publiques constituent le point nodal de l'économie régionale. La gestion des Finances publiques au niveau régional impliquent plusieurs acteurs notamment :

- Les ordonnateurs secondaires (les Contrôleur régional des Finances de Tambacounda et les Préfets de Bakel et Kédougou) qui assurent l'ordonnancement et qui gèrent les crédits de Fonctionnement des Services déconcentrés.

- Le Trésorier Payeur régional qui est le Comptable du Trésor et les Percepteurs des départements de Bakel et Kédougou ;

- Les administrateurs et les Comptables des matières au niveau de chaque Service.

Par définition un budget est une prévision des recettes et des dépenses au cours d'une année. Ainsi en 2008, la région a engrangé au chapitre des recettes 3 294009079f CFA. Alors que le montant engagé pour les dépenses est de 6 850279513 FCFA soit un déficit de 3 556270434 FCFA

En 2008 les recettes régionales proviennent essentiellement de la Douanes pour 55% et des Impôts et Domaines pour 27,4%. Entre 2007 et 2008 les recettes accusent une baisse de 415765249 FCFA soit -11,2%.

X.1 LES RECETTES REGIONALES

Au niveau de la région, certaines Structures dans le cadre des missions et prérogatives qui leurs sont allouées produisent des recettes.
Ces structures sont :

- **La Douane;**
- **Les Impôts et Domaines ;**
- **L'IREF ;**
- **La Police ;**
- **Les Mines et Géologie ;**
- **La Gendarmerie ;**
- **Le Parc National de Niokolokoba ;**
- **Le Commerce ;**
- **Le Service d'Hygiène.**

Tab 78 *: Répartition des recettes produites par structures*

Structures	Montant versé
Douanes	1816460488
Gendarmerie	22070500
Police	36002500
Mines et géologie	25154300
Commerce	10826000
Service d'Hygiène	420000
Parc National de Niokolokoba	14307000
IREF	350839300
Impôts et domaines	1017928991
TOTAL 2008	**3294009079**
TOTAL 2007	**3709774628**

Sources *: Contrôleur régional des finances de Tambacounda*

X.2 LES DEPENSES

En 2008, les crédits s'élèvent à 7 122639056 FCA. Le montant engagé est de 6 850279513 FCFA. Nous remarquons une disponibilité des fonds, qui est la différence entre les crédits et les engagements, de 272359543 FCFA. Ce qui représente un taux d'exécution de 96,18 %. Les salaires du corps enseignant ont une part de 73,85 % des dépenses.

X.3 LE SOLDE BUDGETAIRE

Nous remarquons que le solde, qui est la différence entre les recettes et les dépenses budgétaire c'est-à-dire ici la différence entre les dépenses engagées en 2008 **(**6 850279513 FCFA) et les recettes générées dans la région en 2008 **(**3 294009079 F CFA), ce Solde est donc déficitaire de 3 556270434 FCFA.

CONCLUSION

Les dépenses engagées dans la région sont supérieures aux recettes. Le financement du déficit est obtenu par appel de fonds du Trésorier auprès de l'Etat.
Les salaires du corps enseignant représentent 73,85 % des dépenses. L'administration douanière et les Impôts et Domaines fournissent plus de 80 % des recettes au niveau de la région de Tambacounda.

XI. CHAPITRE : LA DOUANE

INTRODUCTION

Les recettes douanières occupent une part importante dans les finances publiques de la région de Tambacounda. En 2008, les recettes douanières constituent 55% des recettes régionales. En effet la position carrefour de la ville de Tambacounda et la situation frontalière de la région sont au moins deux facteurs qui expliquent l'importance des activités douanières dans la région

XI.1 LE DISPOSITIF ADMINISTRATIF

Le service des douanes est organisé sous la forme d'une inspection régionale dénommée Inspection Régionale du Sud-est ainsi composée :

- Bureau des douanes de Kidira ;
- Bureau des douanes de Tambacounda ;
- Subdivision des douanes de Tambacounda.

Les bureaux des douanes de Tambacounda et Kidira sont chargés de la liquidation des droits et taxes à l'importation

La subdivision quant à elle, est chargée de la surveillance du territoire et lutte ainsi contre les fraudes.

Elle est composée de brigades et postes que sont :

- La brigade mobile des douanes de Tambacounda ;
- La brigade mobile des douanes de Kédougou ;
- La brigade mobile des douanes de Bakel ;
- Le poste des douanes de MakaKoupentoum ;
- Le poste des douanes de Guénéto.

En 2008, les recettes douanières produites s'élèvent à 1816458779 FCFA, réparties comme suit :
Recettes ordinaires : 1 644 313 807 soit 91 % des recettes globales ;
Recettes contentieuses : 172 144 972 soit 9 % des recettes globales.

XI.2 LES RECETTES ORDINAIRES OU LIQUIDATIONS

Les recettes ordinaires sont collectées principalement par les Bureaux de douanes qui sont sous la tutelle directe de l'Inspecteur Régional des Douanes.
Les recettes ordinaires sont obtenues à partir de la liquidation des droits et taxes à l'occasion de l'importation des marchandises.
Dans le domaine de liquidation des marchandises, le Bureau de Kidira occupe une position stratégique pour les entrées et sorties des produits de la sous région par conséquent, il participe jusqu'à hauteur de 90% des recettes obtenues au chapitre des liquidations de marchandises. En 2008, c'est surtout au 4em trimestre que les recettes ont atteint le seuil le plus élevé avec 480 535825 FCFA ;

Tab 79 *: Recettes douanières par trimestre et par bureau - ANNEE 2008*

UNITES	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Bureau Kidira	326 746 676	340 862 181	434 062 274	376 623 111	**1 478 294 242**
Bureau Tambacounda	46 236 931	32 851 812	37 273 150	29 437 697	**145 799 590**
B.M. Kédougou	2 311 419	3 335 369	8 707 167	3 546 718	**17 900 673**
B.M. Bakel	581 115	811 800	493 234	433 153	**2 319 302**
Total trimestriel	**375 876 141**	**377 861 162**	**480 535 825**	**410 040 679**	**1 644 313 807**

XI.3 LES RECETTES CONTENTIEUSES

Ces recettes sont produites essentiellement au niveau des brigades.
Les recettes contentieuses sont obtenues à partir des amendes recouvrées et le produit de la vente des marchandises saisies. En 2008, au niveau de l'Inspection régionale du Sud -Est, ces recettes s'élèvent à **172144 972** FCFA constituées essentiellement par les produits des ventes (81%) et les amendes recouvrées (19%).
En 2008, ce sont les brigades de Tamba et de Koumpentoum qui ont produit le plus de recettes.

XI.4 INSPECTION REGIONALE DES DOUANES DU SUD-EST

Tab 80 *: Recettes contentieuses de l'Année 2008*

UNITES	NBRE AC	VALEUR MARCHANDISES	AMENDES RECOUVREES	PRODUITS DES VENTES	TOTAUX
SRDT	08	17 100 000	1 800 000	1 540 000	**3 340 000**
BMTAMBA	94	67 312 550	5 950 000	44 458 360	**50 408 360**
BMKEDOUGOU	61	81 212 700	6 400 000	27 412 360	**33 812 360**
BMBAKEL	80	15 417 100	885 000	11 417 720	**12 302 720**
PDM KOUMPENTOUM	85	299 109 720	5 885 000	30 401 220	**36 286 220**
PDGUENOTO	42	603 074 800	1 100 000	7 282 680	**8 382 680**
AUTRES SERVICES	34	23 285 330	2 135 000	6 746 640	**8 881 640**
TOTAL SUBDIVISION	404	1 136 512 200	24 155 000	129 258 980	**153 413 980**
BUREAU KIDIRA	14	21 015 000	8 575 000	10 155 992	**18 730 992**
TOTAL IRSE	**418**	**1 157 527 200**	**32 730 000**	**139 414 972**	**172 144 972**

CONCLUSION

En 2008, l'administration douanière a maintenu sa position de chef de file et principal pourvoyeur des Finances publiques régionales. Ce résultat est le produit des activités des Bureaux et Brigades installés dans la région et qui travaillent inlassablement malgré les difficultés du terrain dans une région qui couvre un tiers du territoire national.

XII. CHAPITRE : LA JEUNESSE

INTRODUCTION

Au Sénégal, la définition de la jeunesse se réfère à « la période située entre l'enfance et la vie adulte ». Le jeune y est défini « comme étant la personne dont l'âge est compris entre 15 et 34 ans ». Si « la première jeunesse » communément appelée adolescence va de 15 à 19 ans, il arrive, cependant, que certains programmes d'appui au développement élargissent cette notion pour l'étendre à 24 ans.

Dans la région de Tambacounda, les jeunes c'est-à dire, la population comprise entre 15 et 34 ans, représentent 32,4% de la population totale régionale avec 52% de filles et 48% de garçons. Les jeunes constituent 33% de la population du département de Bakel ; 30% de la population du département de Kédougou et 33% de la population du département de Tambacounda. Ce présent chapitre concerne les activités du secteur de la Jeunesse dans la Région de Tambacounda.

XII.1 LES INFRASTRUCTURES

Les Infrastructures existantes dans la Région sont :
2 CDEPS réhabilités et équipés
1 CDEPS en cours de réhabilitation
1 Espace jeune construit et équipé
06 Maisons d'outils construites non encore équipées
03 Centres Conseil Adolescents/ Centres de dépistage volontaires
02Fermes agricoles en cours d'installation à Nétéboulou et Fongolimbi.

XII.2 LA PROMOTION SOCIALE

Dans le domaine de la promotion sociale la région compte : Trois Centres Conseils Adolescents**/**Centre de dépistage Volontaire et Anonyme installés avec l'appui de l'UNFPA, de la JICA, de la DSL

XII.2.1. L'OFFRE DE DEPISTAGE

Nombre de personnes à dépister dans la région en 2008 :
Nombre de personnes dépistées par les CCA à la date du 31 juillet 2008 :

Tab 81 *: Nombres de personnes dépistés par le CCA selon les groupes d'Âges*

CCA/CDVA	Années de mise en œuvre du SDV	Nombre de personnes dépistées	Nombre d'hommes		Nombre de femmes		Nombre séropositifs	
			15-24ans	+25	15-24	+25	H	F
CCA/CDVA BAKEL	Mars 2006	2624	955	340	1031	638	26	
CCA/CDVA Kédougou	Décembre 2005	27997	1115	515	760	407	30	
CCA/CDVATAMBACOUNDA	06janvier 2006	10075	8750	1325	5876		91	70

XII.2.2. LES VACANCES CITOYENNES 2007

Camp chantier à dominante Santé à Balla département de Bakel 30 médecins mobilisés 2.000.000 de francs de médicaments mis à disposition 652 patients dont 301 hommes ; 351 femmes parmi lesquels 389 enfants (59,66%) et 263 adultes (40,44%).

Les pathologies les plus rencontrées ont été le paludisme avec 42,2% suivi de l'anémie 17,37%, des parasites intestinales 14,23% ensuite dermatose avec 11,02% puis les autres (bilharziose, ulcère, colopathie etc.…) avec 15,18%.
1500 arbres de Jatropha (tabanani) plantés

XII.3 LE PROGRAMME DE FORMATION EN COMPETENCE DE VIE COURANTE

Dans le cadre de ce programme, 40 Educateurs Pairs formés pour 29 clubs d'animation socio-éducative.
Case installée pour Huit Cent Seize (816) adolescents (es) enrôlés2004-2006.
Quinze ADEP (accompagnant E.P) formés 2005.
Quarante cinq (45) jeunes formés en théâtre forum sur le VIH Sida Février 2006.
Cinquante (50) EP et ADEP formés à la citoyenneté et au civisme Novembre 2006.
Deux (02) tables de concertations sur la problématique de la prise en charge des adolescents à Bakel et Tambacounda en 2008.

XII.4 LA PROMOTION ECONOMIQUE

XII.4.1. LES RENFORCEMENT DE CAPACITES

Cent cinquante (150) jeunes formés en entreprenariat jeunesse durant le Cabinet Mobile par l'Agence Nationale pour l'emploi des Jeunes (ANEJ)
Cinquante (50) jeunes formés durant les Vacances citoyennes 2007
Sept (07) jeunes formés en entreprenariat jeunesse 2008
Dix huit (18) moniteurs de collectivités éducatives formés par le CDEPS de Bakel

XII.4.2. LES PROJETS FINANCES

Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) : Soixante cinq (65) projets financés pour un coût de Cent quatre vingt cinq million deux cent quatre vingt dix huit mille cent trente cinq (185 298 835) francs ainsi réparti :

Kédougou : 10
Bakel : 14
Tambacounda : 41

Pour trois cent quatre vingt huit (388) emplois créés :

- **Programme tout petit crédit :**

Tamba : 26 jeunes financés pour 5.000.000.FCFA
Kédougou : 23 jeunes financés pour 4.000.000FCFA
Bakel : 22 jeunes financés pour 4.000.000FCFA

Cependant tous les bénéficiaires n'ont pas été financés par la structure financière décentralisée (UNACOIS) ; les jeunes de Bakel attendent encore leur financement.

- **Programme ANEJ/FNPJ**

Bakel : 2.500.000F (pour 5 GIE de filles à Kidira)
Kédougou : 2.000.000Fpour les jeunes de Dindéfélo, Ninéfescha, Mamadou Boundou
Kédougou : 29 jeunes filles en affaires pour un coût de sept million deux cent cinquante mille (7.250.000) francs.

XII.5 LA PROMOTION DES COLLECTIVITES EDUCATIVES

Organisation d'un patronage par an par les CDEPS de Bakel et de Tambacounda au profit de 600 enfants depuis 2006.

XII.6 LA PARTCICIPATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA PROMOTION DE LA CITOYENNETE

Deux cent quinze (215) volontaires du service civique National ont été recrutés

Tab 82 :

NOMBRE	NATURE	ANNEE D'INCORPORATION	ANNEE DE FIN DE SERVICE	DOMAINE D'ACTIVITES
25	VAHPE	2000	2002	Hygiène et environnement
18	VAASE I	2000	2002	Socio-éducatif
06	VALPHA	2001	2003	Alphabétisation
18	VASC	2002	2004	Santé communautaire
70	VAAVRI	2004	A NOS JOURS	Agriculture
70	MEDIATEURS DES SPORTS	2006	A NOS JOURS	Sécurisation des manifestations sportives et culturelles
08	VAASE II	2008	EN COURS	Socio-éducatif

08 VAASE II en 2008 pour palier l'insuffisance du personnel
Les soixante dix (70) VAAGRI sont répartis dans cinq (05) fermes localisées à :
Tambacounda : A Nétéboulou (1ferme) ; service
Commune : installation des jeunes dans les fermes (JFA)
Bakel : Kidira (1 ferme), service terminé
Kédougou : 3 fermes (Bousra, Dindéfélo) service terminé (Fongolimbi) en cours.

Les coûts des deux cent quinze volontaires est de : 154.800.000 Francs
Vacances citoyennes 2007 : Camp chantier a dominante Santé avec un volet reboisement.

XII.7 LA PARTICIPATION A L'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET AFRICAINE

Soutien à :
La Semaine Tripartite des jeunes de Kédougou : (République du Sénégal)
Maali (République de Guinée)
Kéniéba (République du Mali)
La Semaine de l'Amitié et de la Fraternité (SAFRA) : jeunes de Tambacounda (Sénégal), Kayes (République du Mali), Bassé (République de Gambie), Sélibabi (République de

Mauritanie), Gaabu (République de Guinée Bissau) et Boké République de guinée Conakry).
L'Edition de la SAFRA s'est tenu à Sélibabi en République de Mauritanie au mois de Décembre 2008.

CONCLUSION

Dans le cadre de la gestion du secteur jeunesse, plusieurs actes ont été posés dans la région de Tambacounda. Ce constat est une remarquable illustration de l'intérêt que les pouvoirs politiques attachent à la jeunesse de cette région.

La région de Tambacounda est une région carrefour, frontalière avec plusieurs pays de la sous région, par conséquent sa jeunesse peut jouer un rôle très important dans le cadre de l'Intégration sous régionale.

Ainsi, des activités comme la Semaine de l'amitié et de la fraternité (SAFRA) et la Semaine Tripartite des jeunes de Kédougou doivent être et inscrites dans l'agenda culturel national et soutenues par les pouvoirs publiques.

XIII. CHAPITRE HYGIENE

INTRODUCTION

La Brigade Régionale de l'Hygiène, une structure du Ministère de la Santé, de la Prévention et de l'Hygiène Publique s'emploie à sauvegarder la santé et le bien être de la population. Les activités qu'elle mène se font dans le cadre de la prévention contre les multiples infections répandues dans la région. Les agents d'hygiène, dans le cadre de l'exercice de leur fonction, interviennent dans les domiciles familiaux, au niveau des marchés, dans les rues et aussi durant les cérémonies religieuses.
La sauvegarde de la propreté et de l'hygiène des aliments destinés à la consommation de la population constitue l'une des missions essentielles attribuées à la Brigade Régionale d'Hygiène.

XIII.1 ACTIVITES MENEES

XIII.1.1. VISITE DES LIEUX

Dans le cadre des visites de routine effectuées par les agents du service d'hygiène dans les concessions pour s'enquérir du mode d'approvisionnement en eau potable de la population et du mode d'évacuation des excrétas, les branchements particuliers constituent le principal moyen d'approvisionnement en eau potable et pour l'évacuation des excrétas, les latrines traditionnelles sont les plus utilisées par la population. Les forages, les bornes fontaines et les puits constituent aussi des sources d'approvisionnement en eau potable souvent utilisées par la population. Les populations utilisent aussi souvent les fosses sceptiques pour l'évacuation des excrétas. Les autres modes d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des excrétas sont utilisés de façon marginale dans les concessions.

Tab 83 *: Visite des lieux*

		TOTAL
Nombre de concessions visitées		**3816**
Nombre de concessions revisitées		
Approvisionnement Eau Potable	Branchement particulier	**1759**
	Bornes fontaines	**795**
	Forages	**982**
	Puits	
	Puits protégés	
	Sources contrôlées	
	Autres à préciser	
	Autres	
	Fut métalliques	**13**
	Fut en plastiques	
	Canaris traditionnels	**87**
	Canaris à robinet	
	Bidons	**29**

	Réfrigérateurs	**11**
Evacuation des Excrétas	Egouts	
	Fosses septiques	**417**
	Latrines améliorées	**3148**
	Latrines traditionnelles	
	Sans système	**238**
Nombre puisard		**240**
Nombre poubelle réglementaire		

XIII.1.2. INSPECTIONS DES E.R.P

Les établissements recevant du public tels que les boutiques, les restaurants, les gargotes, les cafétérias, les dibiteries, les boulangeries et autres, font souvent l'objet de visites d'inspection de la part des agents d'hygiène. Ces visites permettent de vérifier le respect des normes de propreté et d'hygiène au sein de ces établissements.

Tab 84 *: Inspections des E.R.P*

CATEGORIES	ZONE URBAINE		ZONE RURALE	
	ERP VISITES	NBRE DE VISITES	ERP VISITES	NBRE DE VISITES
Boutiques	0	0	0	556
Restaurants	0	0	0	158
Gargotes	0	0	0	22
Cafétérias	0	0	0	196
Dibiteries	0	0	0	164
Boulangeries	0	0	0	136
Kiosques Pain	0	0	0	40
Kiosques à lait	0	0	0	4
Tangana	0	0	0	
Vente SVP	0	0	0	
Boucheries	0	0	0	99
Cantines	0	0	0	87
Vente eau glacée	0	0	0	
Vente gâteaux	0	0	0	
Marchés	0	0	0	
Etable vente eau de table	0	0	0	
Cinéma	0	0	0	
Bars	0	0	0	
Hôtels	0	0	0	
Ecoles	0	0	0	
Daaras	0	0	0	
EPS (hôpitaux, CS, PS…)	0	0	0	
Autres à préciser	0	0	0	
Atelier menuisiers	0	0	0	
Epiceries	0	0	0	
Buvettes	0	0	0	
Vendeurs de Poisson	0	0	0	

Usines de glaces	0	0	0	
Usines de transformation	0	0	0	
Pousse-pousse	0	0	0	
Autres	0	0	0	97
TOTAL	0	0	0	**1759**

XIII.2 INSPECTIONS CONSTATEES

XIII.2.1. VISITES DOMICILIAIRES

Les visites domiciliaires devraient être effectuées par les agents d'hygiène aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale. Les motifs sont nombreux et variés, l'objectif visé étant la lutte contre l'insalubrité dans les domiciles. Cependant, les activités que doivent mener les agents d'hygiène au niveau de la zone rurale sont nulles à cause de l'insuffisance du personnel et de la modicité des moyens mis à leur disposition.

Tab 85 *: Visites domiciliaires*

NATURE	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Défaut de balayage	429	0	429
Dépôts d'ordures non-conformes	423	0	423
Jet d'eaux usées	317	0	317
Ecoulement eaux usées	385	0	385
Syst. évacuation° sanit.non conforme	414	0	414
Défaut de Syst. évacuation. Sanitaire	173	0	173
Défaut de poubelle réglementaire	1797	0	1797
Dépôt de gravats	90	0	90
Défaut de désherbage	258	0	258
Ecurie/enclos insalubres	436	0	436
Dépôts de fumiers		0	
Insalubrité notoire		0	
Défauts de puisards		0	
Autres	26	0	26
TOTAUX	**4431**	0	**4431**

XIII.2.2. INSPECTIONS DES E.R.P

Les inspections au niveau des établissements recevant du public ont pour but de vérifier l'état des lieux recevant du public, les aliments proposés à la consommation des personnes qui fréquentent ces lieux et les dispositions nécessaires prises pour la sauvegarde de la santé de la population.

Tab 86 *: Inspections des E.R.P*

NATURE	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Défaut de balayage	225	0	225
Dépôts d'ordures non-conformes	163	0	163
Défaut de poubelle réglementaire	365	0	365
Vente aliments non protégés	112	0	112
Vente aliments avariés		0	
Vente produits aliment périmés	110	0	110
Défaut de visites médicales	705	0	705
Défaut de tapis sur le comptoir	126	0	126
Vente produits pharmaceutiques		0	
Défaut tabliers/blouse	16	0	16
Insalubrité notoire		0	
Autres à préciser	47	0	47
TOTAUX	**1869**	0	**1869**

XIII.3 EDUCATION POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Pour mieux vulgariser certaines méthodes pour la promotion de l'hygiène publique, les agents d'hygiène utilisent plusieurs modes de communication parmi lesquels figurent les entretiens, les causeries, les spots et les émissions radio. Ces méthodes sont étendues jusqu'en zone rurale.

Tab 87 *: Education pour la promotion de l'hygiène publique*

NATURE	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Entretiens	180	1	**181**
Causeries	25	12	**37**
Projection de films			
Spots	20		**20**
Comité de salubrité		3	**3**
Mobilisation sociale			
Emission radio	9		**9**

XIII.4 TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Les travaux d'assainissement ont pour but d'améliorer les conditions d'existence des populations. La construction de puisards et de latrines améliorées permettent à la population d'obtenir un meilleur cadre de vie. La zone rurale n'a pas encore bénéficié de ces innovations qui pourraient réduire considérablement la morbidité au sein de la population.

Tab 88 *: Travaux d'assainissement*

Nature	Zone urbaine	Zone rurale	Total
Construction puisards	8	0	**8**
Construction latrines traditionnelles		0	
Construction latrines améliorées	43	0	**43**
Construction fosses septiques		0	
Certificat de salubrités	11	0	**11**

XIII.5 SUIVI DES INFRACTIONS

Les infractions relevées par les agents durant l'exercice de leur fonction ont fait souvent l'objet de convocations qui ont permis de procéder à des avertissements, des sommations et à l'établissement d'un procès verbale (PV) d'amendes. Les visites domiciliaires ont permis de procéder aussi à des saisies d'objets insalubres ou impropres à la consommation.

Tab 89 *: Visites domiciliaires*

DESIGNATION	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Nombre convocations	810	0	810
Convocations reçus	791	0	791
Nombre avertissements	373	0	373
Nombre sommations	51	0	51
Nombre de saisies	48	0	48
Nombre PV Amendes	117	0	117
Montant amendes	492000	0	492000

XIII.6 NATURE DE SAISIES

Les saisies concernaient des produits de consommation courante impropres à l'alimentation de la population. Pratiquement aucun type de produit n'a été épargné durant ces saisies, les produits étaient sous forme d'emballage de toutes sortes et différentes qualités. Souvent, la mauvaise conservation des produits et leur délai de conservation dépassé ont été à l'origine de leur saisie par les agents d'hygiène.

Tab 90 *: Nature de saisies*

DESIGNATIONS	QUANTITE
Boîtes Nestlé	84
Cérélac	1
Cannettes	382
Boîtes fromage	8
Bonbon (boîtes)	36 sachets
Biskrem (paquets)	46
Gloria (pots)	17

Foster Clark (sachets)	27
Pain (miches)	283
Maggi (boîtes)	26
Bridel lait (bouteilles)	25
Jim Kim	6
Mayonnaise	61
Moutarde (bouteilles)	85
Beurre	60
Lait en poudre	5 sachets
Chocolat (pots)	2
Corne bœuf	5
Beurre Jadida (pots)	2
Olives (flacons)	9
Petit poids	6
Jet (bouteilles)	11
Boisson sucrée (casiers)	7

XIII.7 OPERATIONS TECHNIQUES

XIII.7.1. TRAITEMENT DOMICILIAIRES

Les opérations de désinfection et de désinsectisation des localités par des produits chimiques ont permis de sécuriser la population et leurs biens. La lutte contre les serpents, les abeilles, les chauves souris, les opérations de saupoudrage, etc…. ont souvent constitué des actions d'une très grande utilité pour la population qui a souvent subi les attaques et les menaces d'insectes et de reptiles qui sont souvent offensifs.

Tab 91 *: Traitement domiciliaires*

ZONE	DEMANDES		Nature des Opération	Nbres. de pièces ou lieux traités	PRODUITS	
	Reçues	Satisfaites			Nature	Quantité
URBAINE	47	47	Désinfection	770 pièces + toilettes + 04 cadavres + 01 grande mosquée	Agrigerm Désodex Grésil Bactéricide	31L 400, 03L 300, 20 L 500, 10 L
	80	77	Désinsectisation	944 pièces + toilettes	Dursban Spiphor, K-Othrine	33L, 12L, 14L
	2	2	Destruction Chauve souris	09 pièces + plafonds	Pétrole ULV Dursban	10L; 05L, 02L 500
	2	2	Lutte contre serpents	Clôtures	Grésil	04L
	8	8	Lutte contre abeilles	Plafonds arbres	Pétrole ULV Dursban K-Othrine	70L, 10L, 06L, 02L
RURALE	3	3	Désinfection	33 pièces + 02 cadavres + 01 grande mosquée	Désodex, Agrigerm, Grésil	500cc, 03L, 02L
	2	2	Désinsectisation	36 pièces + 01 grande mosquée + toilette	Spiphor Dursban	03 L, 02L

XIII.7.2. GRANDES ENVERGURES

Tab 92 *: Grandes envergures*

ZONE	DEMANDES		Nature des Opérations	Nbres de pièces ou lieux traités	PRODUITS		Observations
	Reçues	Satisfaites			Nature	Quantité	
URBAINE	13	12	Désinfection	183 pièces +01 grande mosquée + dépotoirs ordures	Agrigerm Grésil Bactérici de	05L, 10L, 04L	
	27	26	Désinsectisation	26 pièces 13 écoles + toilettes	Dursban Spiphor, K-Othrine	26L, 10L, 01L	
	1	1	Délavassions	03 marigots + 04 mares	Agrigerm	04 L	
	1	1	Saupoudrage	Dépotoirs ordures et alentours	Malathion	75 kg	
RURALE	3	3	Désinfection	249 pièces + toilettes + 10 puits	Agrigerm, Bactérici de, Chloral P	08L, 02L, 110CP	
	3	3	Désinsectisation	251 pièces + toilettes	Spiphor Dursban K-Othrine	02L 500, 03L, 04L	Ziarra Maka et Nétéboulou

XIII.8 IMPREGNATIONS ET REIMPREGNATIONS DES MOUSTIQUAIRES ET MATERIAUX DIVERS

La Brigade Régionale d'hygiène a effectué l'imprégnation et la ré-imprégnation de moustiquaires pour lutter contre le paludisme. L'utilisation de moustiquaires entre dans le cadre des mesures préventives destinées aux femmes enceintes et aux enfants de mois de 5 ans.

Tab 93 *: Imprégnations et ré-imprégnations des moustiquaires et matériaux divers*

DESIGNATION	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	OBSERVATIONS
Moustiquaire	9	54	
moustiquaire ré-imprégnées	77	26	
rideaux et autres			
TOTAUX	**86**	**80**	

XIII.9 CONTROLE DE L'EAU

Les eaux destinées à la boisson et aux travaux ménagers font souvent l'objet de contrôle par les agents d'hygiène. Les sources d'eau sont soumises à des contrôles pour vérifier si les normes d'aménagement y sont respectées. Les sources d'eau contaminées ou polluées font l'objet de traitement par les agents d'hygiène.

Tab 94 *: Contrôle de l'eau*

	Nbres de sources totales visitées	Nbres de sources d'eau suivies	Populations des servies	Nbres de sources respectant les normes d'aménagement	Nbres de sources d'eau contaminées et/ou polluées
zone urbaine		34	ND	ND	23
zone rurale		15	ND	ND	7
TOTAL	**3536**	**49**	**3816**	**ND**	**30**

CONCLUSION

Les agents d'hygiène se sont toujours investis avec les moyens mis à leur disposition, pour assainir l'environnement dans lequel vit la population. Ces moyens sont modestes au plan humain, matériel et financier. Les règles de conduite auxquelles sont soumises les populations pour le maintien d'un cadre de vie sain, suscitent beaucoup d'espoir pour lutter contre certaines maladies telles que le paludisme, la diarrhée, la bilharziose, etc.…

XIV. CHAPITRE : HYDRAULIQUE URBAINE

INTRODUCTION

Le Service Des Eaux a pour mission de mettre à la disposition de la population de l'eau potable. En plus des branchements individuels au niveau des domiciles, des bornes fontaines ont été installées à l'intérieur des quartiers pour assurer une distribution à grande échelle de l'eau potable de façon à la rendre accessible par toute la population urbaine. La couverture de la région par la SDE s'est faite grâce à l'implantation de services départementaux dans chaque chef lieu de département pour assurer le ravitaillement en eau des habitants.

XIV.1 EVOLUTION DES ABONNES

A partir des données du tableau on remarque un accroissement exponentiel du nombre d'abonnés, consécutif à la forte demande soumise à la SDE par la population. En 2008, parmi les 9392 abonnés que comptait la région, 70% résidaient dans le département de Tambacounda, 15% dans le département de Kédougou et 15% dans le département de Bakel.

Tab 95 *: Evolution des abonnes par départements de 2002-2008*

DEPARTEMENTS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
BAKEL	1098	1146	1191	1249	1300	1349	1392
KEDOUGOU	830	905	986	1090	1170	1265	1422
TAMBA	3774	4237	4785	5389	5805	6082	6578
TOTAL	**5702**	**6288**	**6962**	**7728**	**8275**	**8696**	**9392**

XIV.2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU EN M3 PAR VILLE

La production d'eau par la SDE suit une progression régulière dans la région. Le volume d'eau produit est passé de 1 786 550 m3 en 2007 à 1 904 346 m3 en 2008, soit un accroissement de 6,6%. Le département de Tamba a enregistré 68,3% de la quantité d'eau produite par la SDE dans la région en 2008, Les départements de Bakel et de Kédougou en disposaient respectivement 18% et 13,7%.

Tab 96 *: Evolution de la production d'eau en m3 par département : 2002-2008*

DEPARTEMENTS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
BAKEL	234413	241657	271914	298479	327498	333842	343626
KEDOUGOU	178886	193298	192773	227480	222931	245876	260325
TAMBA	890786	989172	1067566	1160807	1154750	1206862	1300395
TOTAL	**1304085**	**1424127**	**1532253**	**1686766**	**1705179**	**1786580**	**1904346**

XIV.3 EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3

La consommation d'eau a connu une progression, parallèlement à la production, au niveau régional. Elle est passée de 1 589 406 m3 en 2007 à 1 609 722 m3 en 2008, soit un accroissement de 12,78%. A l'exception du département de Bakel où la consommation d'eau a connu une baisse de 2,6% entre 2007 et 2008, les départements de Tamba et de Kédougou ont une consommation qui s'est accrue durant la même période.

Tab 97 *: Evolution de la consommation (vente) d'eau en m3*

DEPARTEMENTS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
BAKEL	180553	194913	244348	249794	285003	288993	281313
KEDOUGOU	147623	159026	171371	189687	185759	206510	210224
TAMBA	777324	826250	863476	948844	1008686	1093903	1118185
TOTAL	**1105500**	**1180189**	**1279195**	**1388325**	**1479448**	**1589406**	**1609722**

CONCLUSION

L'eau étant une ressource rare, la demande est permanente surtout avec l'urbanisation galopante qui exige l'extension des branchements de tuyaux pour la mise à disposition de l'eau pour la population. La rareté de l'eau sous rend son coût qui n'est pas à la portée d'une certaine frange de la population, d'où la nécessité de construire davantage des bornes fontaines pour rendre le liquide précieux plus accessible pour tous.

XV. CHAPITRE : ENERGIE

INTRODUCTION

L'Energie occupe un poids très important dans l'économie nationale.
De nos jours, les questions énergétiques dominent l'actualité parce que dans nos économies modernes l'énergie est devenue un moteur de la croissance. La production de beaucoup de biens et services sont arrimés à l'énergie tant et si bien que les questions de dépendance énergétique, par delà la problématique qu'elles installent sont devenues une préoccupation essentielle de tous les gouvernements. Pour ce qui concerne la région de Tambacounda en 2008, les données disponibles nous permettent seulement de faire une analyse de la répartition des abonnés et de la production par centre.

XV.1 REPARTITION DES ABONNES PAR LOCALITES

En 2008, la région compte 22018 Abonnés. La plus grande partie des abonnés se trouvent au niveau des villes chefs lieux de département. En effet la ville de Tambacounda elle seule regroupe la moitié des abonnés elle compte 10900 abonnés. La Ville de Bakel compte 8,2% et la ville de Kédougou 10% des abonnés, le reste des abonnés se trouvent en zone rurale.

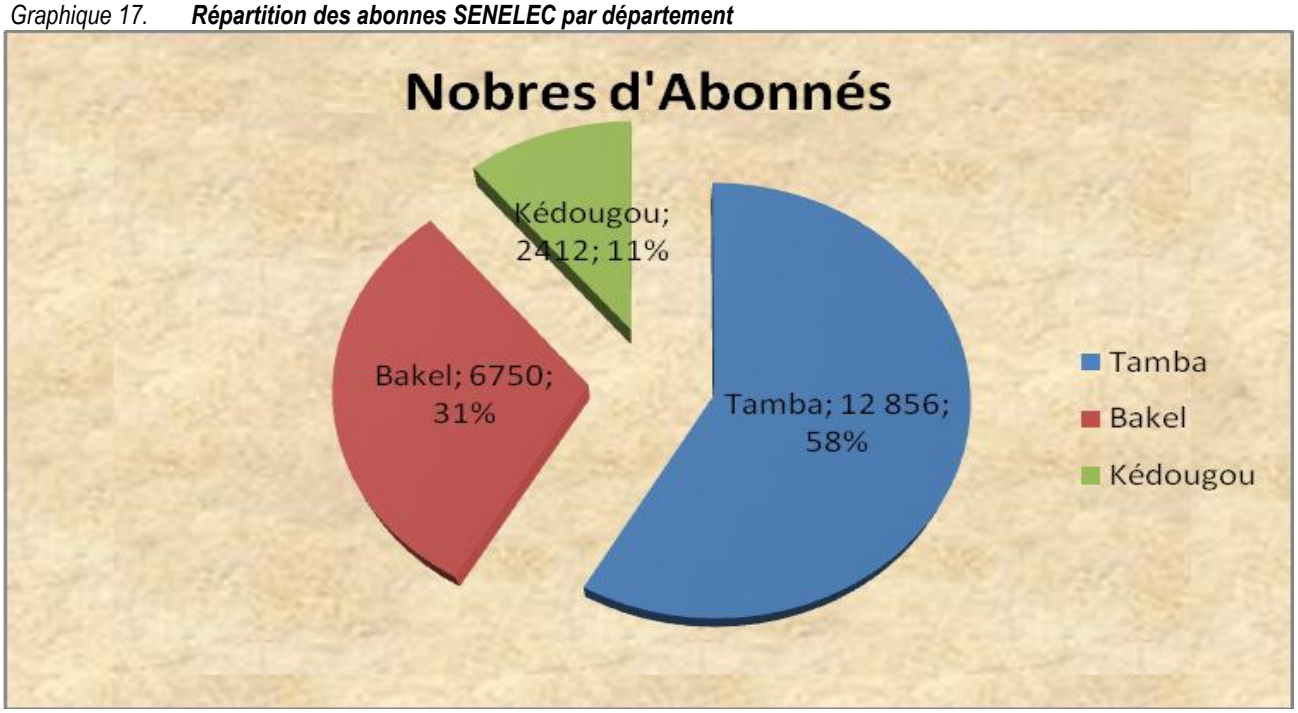
XV.2 REPARTITION DES ABONNES SENELEC PAR DEPARTEMENT

La répartition des abonnés par département indique :
Département de Tambacounda 12 856 abonnés
Département de Bakel 6750 abonnés
Département de Kédougou 2412 abonnés

Tab 98 *: Répartition des abonnes SENELEC par département*

Départements	Nombre d'abonnés
Tamba	12 856
Bakel	6750
Kédougou	2412
Total	**22 018**

Graphique 17. ***Répartition des abonnes SENELEC par département***



Tab 99 ***: Répartition des abonnes SENELEC par localités***

LOCALITES	NOMBRE D'ABONNES
Tamba (ville)	10 900
Maka-Koulibantang	257
Koussanar	437
Missirah	293
Koumpentoum	557
Sinthiou-Malème	166
Kothiary	166
Bala	80
Bakel (ville)	1810
Ballou-Aroundou	505
Golmy-Yaféra	506
Gabou-Tiyabou-Manaye-Yélingara	524
Diawara	850
Moudéri	705
Kidira	1148
Goudiry	702
Kédougou (ville)	2171
Fongolimby	34
Saraya	73
Bandafassi	48
Salémata	86
Total	**22 018**

Source : SENELEC

XV.3 REPARTITION DE LA PRODUCTION DES CENTRES SECONDAIRES

Dans la région de Tambacounda, en dehors de celui de Tambacounda, il existe 9 autres centres secondaires répartis comme suit : (Kédougou, Goudiry, Kidira, Koumpentoum, Fongolimby, Salémata, Bandafassi, Sareya, Bakel**)**.
Ces différents centres ont produit en 2008, 7112,25 MWh et consommé plus 1921Tonnes de diesel-oïl pour alimenter les différentes localités de la région.

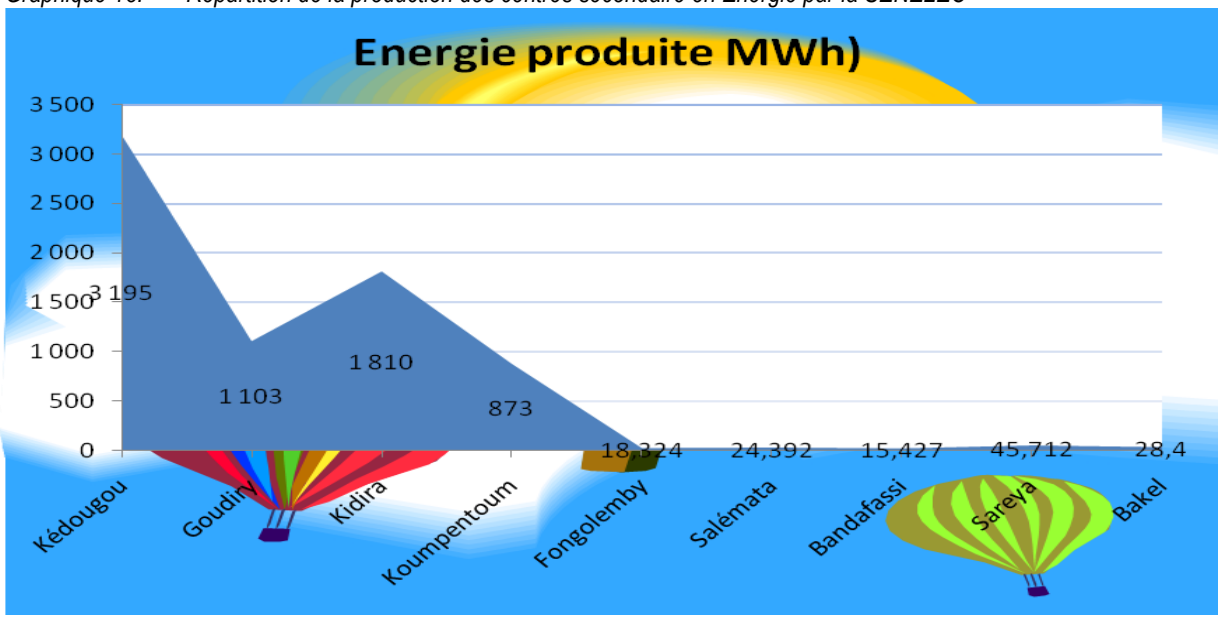
La production d'électricité se répartit ainsi qu'il suit par centre :

- **Kédougou : 3191**
- **Goudiry : 1103**
- **Kidira : 1810**
- **Koumpentoum : 873**
- **Fongolimby : 18,324**
- **Salémata : 24,392**
- **Bandafassi : 15,425**
- **Sareya : 45,712**
- **Bakel : 28,4**

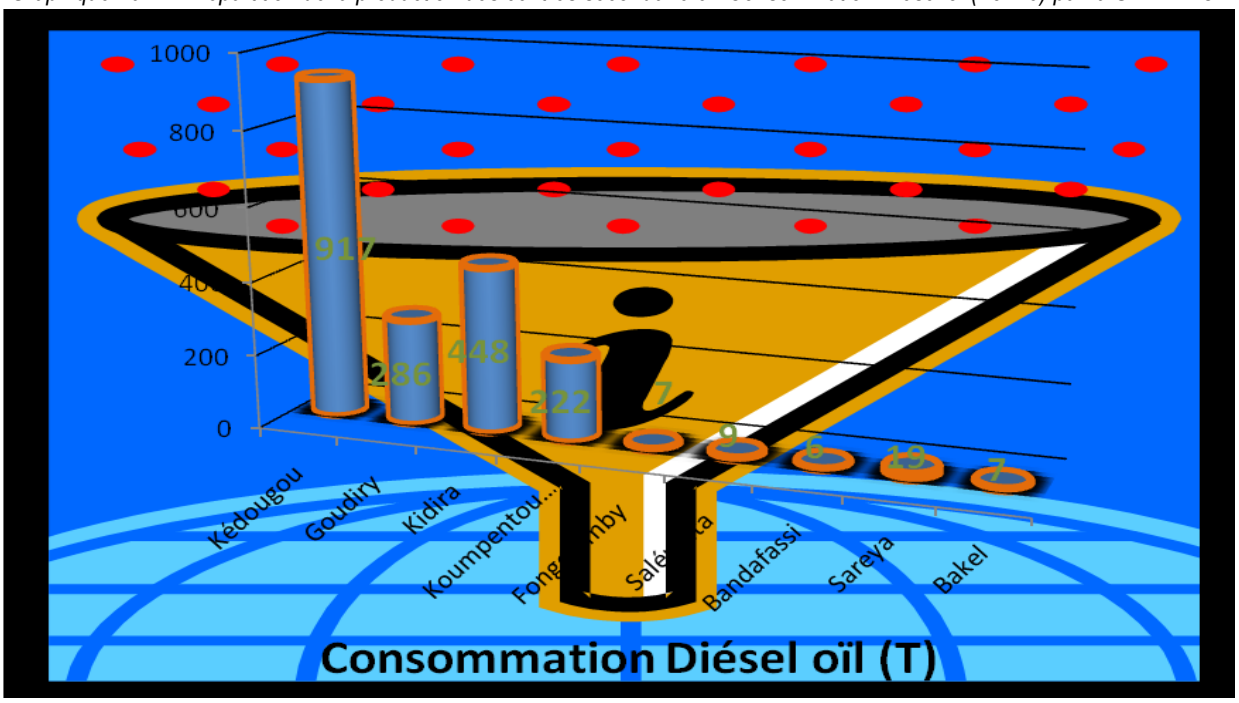
Tab 100 *: Répartition de la production des centres secondaires*

Sites	Energie produite MWh)	Consommation Diésel oïl (T)	Consommation huile (T)
Kédougou	3 195	917	3,76
Goudiry	1 103	286	3,68
Kidira	1 810	448	2,69
Koumpentoum	873	222	1,72
Fongolemby	18,324	7	0,08
Salémata	24,392	9	0,10
Bandafassi	15,427	6	0,06
Sareya	45,712	19	0,07
Bakel	28,400	7	-

Graphique 18. Répartition de la production des centres secondaire en Energie par la SENELEC



Graphique 19. Répartition de la production des centres secondaire en Consommation Diésel oïl(Tonne) par la SENELEC



XV.4 PARAMETRES DE PRODUCTION DE LA CENTRALE DE TAMBA 2008-DPR

Tab 101 *: Paramètres de production de la centrale de Tambacounda 2008 – DPR*

PARAMETRES (MW -MWh -Tonnes)	TAMBA
PRODUCTION BRUTE	23068,78
AUXILIAIRES	277,61
HEURES DE MARCHE	41697,00
INDISPO. ALEATOIRES	9692,04
INDISPO. PROGRAM	168,00
KD REALISE (%)	74,44
CONS. DO	5504,74
CONS. HUILE (TONNES)	19,77

CONCLUSION

Suite à la demande sans cesse croissante des abonnés, on note une augmentation de la production aussi bien au niveau des centres secondaires qu'au niveau de la centrale de Tambacounda. Cependant, dans l'avenir, il faut penser au développement des énergies de substitution comme le solaire.

XVI. CHAPITRE : EAUX ET FORETS

INTRODUCTION

Le chapitre sur les Eaux et Forêts occupe un poids très important dans ce document d'abord en raison de la complétude et de la qualité des données collectées, mais aussi par rapport à l'ampleur et la diversité des actions menées dans la région de Tambacounda.
En effet, à la faveur de sa position géographique, de son climat, de sa pluviométrie, et de l'étendue de ses forêts classées, la région de TAMBACOUNDA est sans aucun doute un des derniers bastions de la biodiversité de notre pays. Cependant, pour des soucis d'équilibre du présent document nous avons exploité seulement deux parties: la partie technique et la partie financière du rapport régional de l'IREF.

XVI.1 PARTIE TECHNIQUE

XVI.1.1. GESTION DU DOMAINE FORESTIER

XVI.1.1.1. SITUATION DU DOMAINE FORESTIER

La région de Tambacounda : zone éco - géographique Est et du Sud-est couvre une superficie de **59 600** km², (soit 30,25 % du territoire national) avec **5 406 300** ha de formations végétales (91 % du territoire régional) dont **2 659 844** ha de superficies classées (45 % du territoire régional) soient 15 forêts classées dont 04 dans le département de Bakel, 11 à Tambacounda, un (1) Parc National (le NiokoloKoba) et une (1) ZIC. A ces massifs, s'ajoute le domaine protégé.

Avec l'application de la décentralisation et la responsabilisation de plus en plus importante des collectivités locales dans la gestion des ressources forestières de leur terroir, les formations végétales pourraient être conservées par l'aménagement et la gestion des formations des différents terroirs villageois.

Tab 102 *: Les Massifs classés*

FORETS CLASSES	REFERENCES DE CLASSEMENT	SUPERFICIE (Ha)
Tamba Nord	2571/ du 16.08.1939	75 000
Botou	3224/ du 05.12.1941	11 200
Koussanar	1584/ du 28.04.1942	3 600
Tamba Sud	2400/ du 03.01.1946	12 500
Malème Niai	3497/ du 01.09.1947	50 300
Ouly	1120/ du 18.03.1947	14 500
Panal	4397/ du 05.12.1950	102 000
Paniates	4398/ du 04.08.1950	40 900
Koumpentoum	3686 du 10.06.1950	10 200
Gouloumbou	68112/ du 01.02.1968	17 011
Ndiambour	68113/ du 01.02.1968	122 500
Balla Est	3159/ du 08.02.1940	9 450
Balla Ouest	3160/ du 08.09.1941	22 358
Bala Sud	3161 du 08.09.40	10 375
Goudiry	1158/ du 09.03.1941	28 750
PNNK	6009 du 04.08.1954	(762 000) 913 000
ZIC Falémé	Décret / 72. 1170 du 29/9/72 modifié le D /78. 506 du 15/78	1 336 000

Depuis plus de vingt ans, le couvert végétal est marqué par une évolution régressive due au déplacement du front agricole du centre du pays vers l'Est, à la transhumance, à

l'exploitation forestière et aux feux de brousse. On note beaucoup d'occupations irrégulières (habitations, champs de culture etc..) notamment au niveau des forêts de Ndiambour et Gouloumbou pour lesquels diverses pressions sont exercées en vue d'un déclassement partiel. Le « Volet Forêts Classées » du Programme Appui Budgétaire (PAB) devrait bénéficier prioritairement de ressources financières en vue de valider et développer le processus d'aménagement et de cogestion de massifs classés en cours d'expérimentation dans la région (Partenariat IREF – Wula Nafaa, PROGEDE).

Tab 103 *: Statistiques départementales du domaine classé du département de Tambacounda*

Massifs	Arrêtés et date de classement	Superficie classée en ha
Tambacounda Nord	2571 du 16.8.39	75.000
Botou	3224 du 03.12.41	11.200
Koussanar	1584 du 28.04.46	3.600
Tambacounda Sud	2400 du 03.01.46	12.500
Malème Niani	3497 du 01.09.47	50.000
Ouly	1120 du 19.03.47	50.000
Koumpentoum	3686 du 10.06.50	6.200
Panial	4397 du 04.08.60	102.000
Paniates	4398 du 04.08.60	40.900
Gouloumbou	6812 du 01.12.68	17.011
Ndiambour	6813 du 01.12.68	122.500
PNNK	6009 du 19.08.54	363.000

Tab 104 *: Statistiques départementales du domaine classé du département de Kédougou*

Massifs	Arrêtés et date de classement	Superficie en ha
PNNK	6009 du 19.08.54	399.000
ZIC/FALEME	1170 du 29.09.72	1.075.321,25

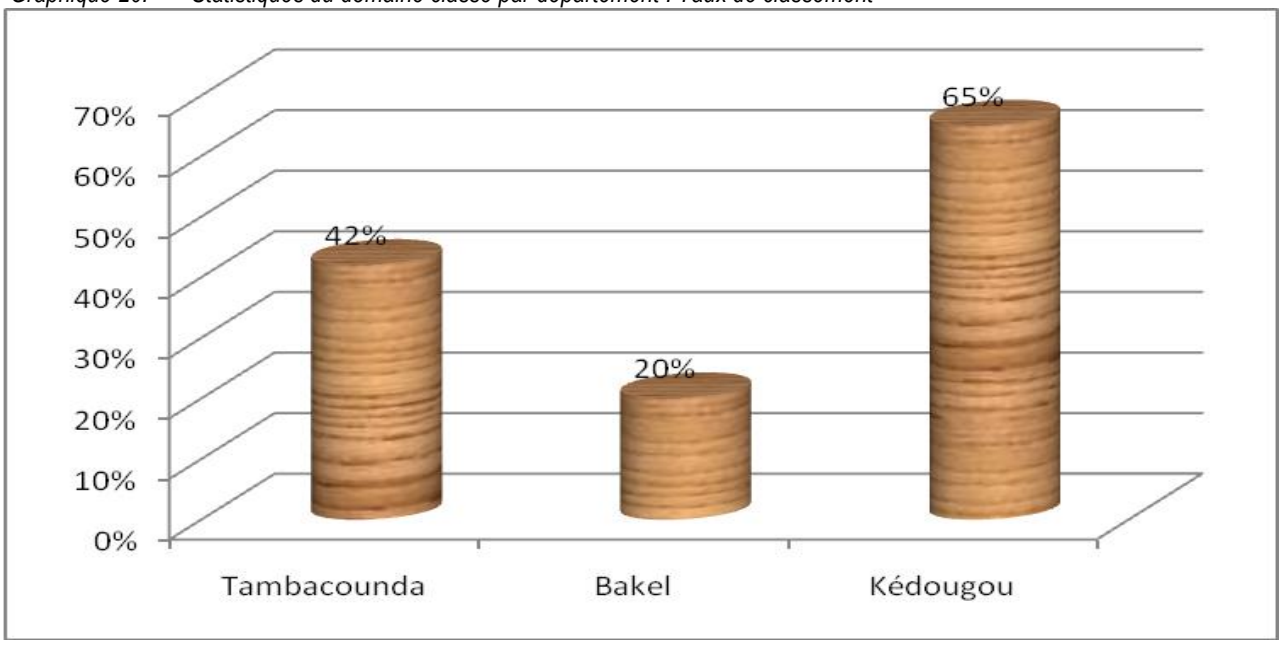
Tab 105 *: Statistiques départementales du domaine classé du département de Bakel*

Massifs	Arrêtés et date de classement	Superficie en ha
Bala Est	3159 du 08.09.40	9 450
Bala Ouest	3160 du 08.09.40	22 375
Bala Sud	3161 du 08.09.40	10 375
Goudiry	1159 du 09.03.81	28 750
ZIC/Falémé	1170 du 29.09.72	260 678,75

Tab 106 *: Statistiques régionales du domaine classé du département*

Départements	Superficie (ha)	Nombre Massifs	Superficie classée (ha)	Taux de classement	Observations
Tambacounda	2.032.800	11	853.911	42 %	PNNK
Bakel	1.689.600	04	331.611,75	20 %	ZIC
Kédougou	2.273.800	02	1.474.321,25	65 %	ZIC et PNNK
Région	5.960.200	17	2.659.844	45 %	ZIC et PNNK

Graphique 20. Statistiques du domaine classé par département : Taux de classement



XVI.2 AMENAGEMENT ET PRODUCTION FORESTIERE

La campagne d'exploitation forestière 2008 est organisée par l'arrêté numéro 000131/MEPN/DEFCCS du 18 Janvier 2008. En son article 4, il stipule que les périodes d'ouverture et de fermeture sont fixées comme suit :

- en zones non aménagées, du 1er Janvier au 31 juillet 2008,
- en zones aménagées, du 1er Janvier 2008 au 31 décembre 2008

Le présent rapport donne la situation globale de l'exécution de la campagne 2008 d'exploitation forestière à la date du 31 Décembre 2008, date de fermeture de la CEF pour tous les produits contingentés.

XVI.2.1. EXPLOITATION FORESTIERE

XVI.2.1.1 NOTIFICATION DES QUOTAS

CHARBON DE BOIS

Tab 107 *: Récapitulation Générale Production CEF 2008*

ZONE	MASSIF	Quota alloué	Quota exploité	T E N	Reliquat	Quota circulé	Quota déposé	T E R	NCND
Sita Niaoulé	Contractualisation	18300	2865	15,65	15435	2865	0	15,65	0
	Production locale	14490	13125	90,57	1365	13125	0	90,57	0
	Sous total	**32 790**	**15 990**	**48,76**	**15 800**	**15 990**	**0**	**48,76**	**0**
Missirah	Contractualisation	9006	5040	55,96	3966	5040	0	55,96	0
	Production locale	9690	3795	39,16	5895	3795	0	39,16	0
	Sous total	**18 696**	**8 835**	**47,25**	**9 861**	**8 835**	**0**	**47,25**	**0**
Nétéboulou	Contractualisation	0	0	0	0	0	0	0	0
	Production locale	4890	4160	85,07	730	4160	0	85,07	0
	Sous total	**4890**	**4160**	**85,07**	**730**	**4160**	**0**	**85,07**	**0**
Kothiary	Contractualisation	29380	14296	48,65	15084	14296	0	48,65	0
	Production locale	54150	3450	6,37	50700	3450	0	6,37	0

	Sous total	**83 530**	**17 746**	**9,27**	**65 784**	**17 746**	**0**	**9,27**	**0**
Koar	Contractualisation	48990	19654	40,11	29336	19654	0	40,11	0
	Production locale	18390	9575	52,06	8815	9575	0	52,06	0
	Sous total	**67 380**	**29 229**	**43,37**	**38 151**	**67 380**	**0**	**43,37**	**0**
Koulor	Contractualisation	27988	11350	40,55	16638	11350	0	40,55	0
	Production locale	4890	1400	28,62	3490	1400	0	28,62	0
	Sous total	**32 878**	**12 750**	**38,77**	**20 128**	**12 750**	**0**	**38,77**	**0**
TOTAL GENERAL		**240 164**	**88 710**	**36,93**	**151 454**	**88 710**	**0**	**36,93**	**0**

A la date de fermeture de la campagne 2008 qui correspond au 31 Décembre 2008 cent soixante quinze (175) organismes avaient retiré leur fiche d'orientation dans le cadre de la contractualisation. Le taux de réalisation global (contractualisation et production locale) de la campagne est de 36,93%.

On note que les organismes avaient accusé beaucoup de retard dans la mise en œuvre de leur quota 2008, cela à cause des mesures prises par l'IREF, qui consistent à évacuer tous les permis non circulés de la campagne 2007 avant de démarrer la campagne 2008.
Les populations locales quant à elles, avec l'absence de permis non déposé non circulé, se sont montrées plus engagées dans l'exécution correcte de la dite campagne. Le commentaire que l'on peut faire est que la campagne a atteint un taux global assez faible d'exécution du quota alloué.

BOIS ARTISANAL

Tab 108 *: Récapitulation bois d'artisanat à usage de sculpture*

N°	Nbres Organismes	Zones	Quota alloué	Quota exploité	TEN	Reliquat	Quota circulé	Quota déposé	TER	NCND
1		Missira	493032	4830	88,8	540	3480	90	72,41	810
2		Kotiary	32770	32770	100	0	31570	1200	100	0
TOTAL			**37700**	**37150**	**98,54**	**540**	**35050**	**1290**	**96,39**	**810**

Parmi les 155 organismes qui ont retiré leur fiche d'orientation, on note que seulement 114 ont exécuté leur quota et atteint un taux d'exécution réel 96, 39%.

Tab 109 *: Bois d'artisanat à usage de menuiserie*

N° ZONE	Quota alloué	Quota exploité	TEN	Reliquat	Quota circulé	Quota déposé	TER	NCND
TOTAL	**190**	**190**	**100**	**00**	**190**	**00**	**100**	**00**

Le quota artisanal à usage de menuiserie alloué aux artisans de la région de Tambacounda a connu cette année un niveau d'exécuté de 100%, qui est une grande performance pour les artisans de la région qui n'avaient jamais atteint ce taux. Il faut saluer ici les actions de contrôle effectué sur le terrain par les agents, mais surtout l'impact de la sensibilisation / information développée en direction des dits artisans par l'Inspection régionale de Tambacounda.

BOIS DE SERVICE

Tab 110 *: Récapitulation du quota de bois de service exploité*

Type de produit	Quota alloué	Quota exploité	TEN	Reliquat	Quota circulé	Quota déposé	TER	NCND
Panneaux de cринting	20 000	12 200	61	7 800	12200	00	61	00
Tige de bambou	10 000	00	00	10 000	00	00	00	00

Le quota de bois de service est exploité dans le département de Kédougou. Le taux d'exécution réel est de 61 % pour les panneaux de cринting. Les tiges de bambou n'ont pas été exploitées cette année.

XVI.2.1.2 DIFFICULTES RENCONTREES

Manque de moyen logistique pour assurer un suivi régulier sur le terrain ;
Insuffisance de la présence des agents à la base, dans les chantiers d'exploitation du charbon surtout. La faiblesse de ce suivi a conduit au constat de quelques dépassements (sans effets négatifs sur le quota alloué à la région), au niveau de la production locale, dans le Missirah.
En zones aménagées, par contre, les organismes tout comme les structures locales ont beaucoup de difficultés à exploiter leur quota. On peut citer entres autres problèmes, l'éloignement des chantiers de coupe des zones d'habitations, les conditions de vie difficiles liées au ravitaillement en eau des « sourghas » dans les dits chantiers. Il serait donc souhaitable que le service forestier, avec l'appui de ses partenaires, déploie des moyens supplémentaires pour créer des points d'eau dans chaque massif aménagé.

XVI.2.1.3 PROTECTION DES FORETS

L'écosystème forestier de la région est relativement bien conservé en raison de la bonne pluviométrie enregistrée ces dernières années. Cependant, son équilibre est bouleversé par endroits du fait des activités anthropiques notamment les coupes illicites, les feux de brousse qui, de nos jours constituent une sérieuse menace pour la forêt et ses dépendances.

Les causes des feux sont généralement connues, mais dans la plupart des cas leurs auteurs sont difficiles à identifier du fait de la réglementation qui exclue toute responsabilité collective. Les cas de feu dus à des facteurs naturels comme la foudre sont très rares. Dans tous les cas, la fréquence des feux prouve d'une part que le travail de sensibilisation entrepris dans ce domaine auprès des populations est insuffisant et doit être poursuivi.

Les superficies brûlées varient d'un département à un autre avec plus de perte au niveau du tapis herbacé qui reste très vulnérable alors que certains ligneux ont développé un système de protection (écorce dure) qui leurs permet de subsister. Des dégâts importants sont notés au niveau de certains champs de culture dévastés par les feux ce qui accentue la précarité du cadre de vie des ménages ruraux.

XVI.3 BILAN DES REALISATIONS

Tab 111 *: Activités d'information, de sensibilisation, de communication et de formation*

Départements	Nombre de séances d'IEC	Nbre de personnes touchées
Bakel	24	860
Kédougou	08	367
Tambacounda	175	29047
Total	207	30274

Tab 112 *: Comités de lutte contre les feux de brousse*

Départements	Nbre de comités existants	Nbre de comités nouvellement créés	Nbre de comités re dynamisés
Bakel	95	02	160
Kédougou	80	04	25
Tambacounda	381	03	264
Total	556	09	649

Tab 113 *: Opérations de mise à feux précoces (Superficies et distances traitées en feux précoces)*

Départements	Superficies traitées (ha)	Longueur traitée (km)	observations
Bakel	60 100	83	
Kédougou	28 000	125	
Tambacounda	517 075	259	

Tab 114 *: Superficies brûlées et nombre de cas de feu de brousse*

Départements	Nbres de cas	Surfaces brûlées (ha)	Observations
Bakel	22	4455	
Kédougou	78	17495	
Tambacounda	57	10458	
Total	157	32408	

LES CAUSES DES FEUX DE BROUSSE

D'une manière générale les feux de brousse sont dus à :

- la négligence
- la carbonisation clandestine
- la récolte traditionnelle de miel
- la transhumance
- le braconnage

LES DEGATS ENREGISTREES

- pâturages détruits
- plantations détruites
- pertes de bétail
- concessions brûlées

DIFFICULTES RENCONTREES

- la faiblesse du réseau de pare feu rendant difficile la maîtrise des feux déclarés
- l'insuffisance de la dotation en carburant
- la passivité des populations face aux feux
- l'inexistence de potences dans les forages pour ravitailler les camions citernes

- sous équipement des comités de lutte
- la faible couverture en moyens de communication
- la faiblesse des moyens d'intervention
- l'inexistence de pare feu ouvert au niveau du département de Kédougou rendant difficile les déplacements en forêt pour lutter contre les feux déclarés ;
- la méfiance des populations du département de Bakel vis-à-vis des feux précoces (perte supposée de fourrage) ;

SOLUTIONS PROPOSEES

- mise en place d'un réseau de pare feu suffisamment dense
- sensibiliser davantage les populations et autres acteurs sur l'action négative des feux de brousse sur les écosystèmes
- amener les collectivités locales à inscrire les feux de brousse dans leur ligne de crédit
- doter les brigades de postes radios émetteurs - récepteurs pour faciliter les alertes
- ceinturer les forêts classées par des pare feux

Les feux de brousse constituent toujours un grand fléau entravant les efforts de conservation consentis. Malgré l'effectivité de la lutte passive, les populations n'ont toujours pas le comportement escompté pour arriver à l'objectif « **zéro feux de brousse** ».
Face à cette situation, il urge de renforcer la concertation entre acteurs pour une meilleure prise en charge du fléau relativement aux orientations du Plan d'actions forestier régional.

La lutte contre ce fléau mérite l'engagement de tous aussi bien l'administration forestière que les collectivités locales au vu de l'énorme pouvoir dévastateur du feu.

Il est nécessaire, dans une perspective de contrôle de cet important facteur de dégradation des ressources forestières, de doter le Service forestier de camions citernes, d'unités mobiles légères (type camionnette 4x4) et d'installer le système de transmission RAC au niveau des brigades et triages pour une remontée rapide des informations.

Le renforcement des moyens de lutte permettrait une intervention plus efficace en cas de déclaration de foyer et limiterait les dégâts. Mais, il **convient au-delà de ce rééquipement, de planifier la gestion des feux de brousse** qui constituent pour les populations un outil d'aménagement de leur espace. C'est dans cette optique que l'Inspection travaille à mettre en place un plan de gestion des feux de brousse qui pourrait être une ligne d'actions prioritaires des Conventions locales.

XVI.4 GESTION DE LA FAUNE ET DE LA BIODIVERSITE

La **campagne cynégétique 2007/2008** marque la première phase des cahiers de charge de la quatrième génération. De nouvelles zones amodiées ont vu le jour notamment : Dimboli et Niériko à Kédougou, Médina Foulbé dans le Bakel.
La particularité, est le dimensionnement des superficies amodiées conformément à l'esprit des cahiers de charges : le maximum amodiable étant de 60000ha et l'introduction de zone tampon entre zone amodiée mais aussi entre zone amodiée et aire protégée (Réserve, Parc, Forêt classée).
Les simulations cartographiques sont effectuées délibérément par les amodiataires, et certains se sont sentis lésés par rapport aux travaux d'aménagement abattus se retrouvant hors de leur limite amodiée.

Quant à l'accès à la ressource carnée, les modalités pratiques d'exploitation ont été définies par l'arrêté N°10410/MEPNBRLA/DEFCCS du 22 novembre 2007 excluant les reptiles.

XVI.4.1 SITUATION DE LA FAUNE ET DE SON HABITAT

L'habitat de la faune est en voie de reconstitution malgré les agressions anthropiques combinées à la péjoration climatique. Les espèces ligneuses, lianescentes, et herbacées confèrent un type d'habitat varié suivant l'amplitude stationnaire. Les forêts galeries qui longent les cours d'eau constituent une richesse de grande valeur à abriter différentes espèces aussi bien de faune que de flore.

En hivernage, la productivité est maximale avec une phytomasse très importante due au redynamise des espèces florales en dormance à la période difficile qu'est la saison sèche. Pendant la saison précitée le tapis herbacé dégarni conjugué à l'assèchement des points d'eau oblige les animaux à migrer vers d'autres biotopes plus favorables à leur existence. Les zones de destination semblent être le parc national du Niokolokoba avec sa mosaïque d'habitats, la zone d'intérêt cynégétique de la Falémé.

L'état de connaissance des caractéristiques des populations animales (densité, sexe ration, effectifs …) est à l'état élémentaire, ce qui entrave une gestion convenable des populations animales. N'empêche, les tableaux d'abattage donnent une idée quantitative et éventuellement permettent de faire la moyenne d'abattage sur des décennies.

Selon les observations formulées par les guides de chasses, certaines espèces se portent localement bien notamment :

- les pigeons et tourterelles sur toutes les zones de chasses
- le phacochère dans les zones amodiées de, Guénéto, Mayel Débi, Koulor, Médina Foulbé, Makasao I…
- le ganga à Médina Foulbé, Missirah…

Par ailleurs, d'autres sujets comme les cynocéphales constituent une menace dans certaines localités : Maka, Koussan, Médina Foulbé

XVI.4.1.1. Les zones amodiées

Réseau constitué de 28 zones pour une superficie de **1 301 000 ha** réparties entre les départements de Tambacounda, Bakel et Kédougou. **Mayel dibi I** est la seule zone qui chevauche sur 2 départements (Tambacounda et Bakel).

Tab 115 *: zones amodiées*

N° d'ordre	Amodiataires	Localisations	Superficie (ha)	Année amodiation	Département
1	Thierno **SYLLA**	Maka Sao I	60000	1995	Tamba
2	Michel **HOUDEBINE**	Guénéto	50000	1995	Tamba
3	Ansoumane **SIGNATE**	Gouloumbou	20000	1995	Tamba
4	Oumar **SOW**	Missirah	60000	1995	Tamba
5	Djidian **FAYE**	Mayel Dibi	60000	1995	Tamba/Bakel
6	Yves **MALARET**	Haute Gambie	60000	1995	Kédougou
7	Oumar **SOW**	Diana	60000	1995	Bakel
8	Monique **ALLOUIN**	Goumbayel	60000	1995	Bakel
9	Gérard **BOCCAMAELO**	Louguéré T.III	32000	1995	Bakel
10	Françoise **MOSTAIS**	Mako Niokolo	60000	1995	Kédougou
11	Marcel **CORRE**	Sadatou	60000	1995	Bakel
12	Mor **DIENG**	Dindédji	10000	1995	Bakel
13	Henri **CROSSET**	LLouguéré T.I	60000	1995	Bakel
14	Mme Alice **DAKOUO**	Goudiry	60000	1998	Bakel
15	Wandoulou **DANSOKHO**	Salémata	60000	1999	Kédougou
16	Gorgui **NDIAYE**	Louguéré T.II	60000	1999	Bakel
17	Thierry **SEVRES**	Ballou Gabou	60000	1999	Bakel
18	Salvador **MILTON**	Kahène	60000	1999	Tamba
19	Abdoulaye **BA**	Kéniéba	60000	2000	Bakel
20	Baba Sada **SOW**	Koussan	30000	2000	Bakel
21	Oumar **SARR**	Kouthia	25000	2003	Bakel
22	Jean Pierre **DUROISSIN**	Maka Sao II	40000	2000	Tamba
23	Asta **KEBE**	Ndoga Babacar	15000	2001	Tamba
24	Salvador **MILTON**	Sinthiou Fissa	30000	2002	Bakel
25	Yaya **DEMBELE**	Koulor	54000	2004	Bakel
26	Alpha **DOUCOURE**	Dimboli	15000	2008	Kédougou
27	Djibril **DIOUM**	Niériko	20000	2008	Kédougou
28	Omar **SARR**	Médina Foulbé	60000	2008	Bakel
Total		**28 zones**	**1 301 000**		

XVI.4.1.2. La ZIC de la Falémé

Couvrant une superficie de **1 336 000 ha**, la ZIC Falémé est la dernière aire de refuge de la grande faune soudano sahélienne du Sénégal. La chasse aux grands ongulés s'y pratique suivant un plan de tir annuel.

Des inquiétudes planent sur le devenir de ce dernier bastion de la grande faune au vu des activités généralisées de fouille et d'extraction minière qui impacteront négativement sur la survie des espèces sauvage de tous les ordres du règne animal qui le peuplent. Déjà on note une perte d'habitats avec la mise en place des infrastructures (cité minière, route…) et une modification de l'écologie de base avec l'édification de barrage, bassin, nivellement de site pour l'entreposage…).

Obligatoirement, la faune changera de comportement pour s'adapter au contexte de perturbation ou se redéployer dans d'autres biotopes identiques. Cet état de fait semble expliqué que des sujets ne s'observent présentement dans la ZIC Falémé qu'indirectement par le biais de leur crotte, trace d'activité, cris…
Pour l'accès à la ressource **9 campements** étatiques sont installés avec une gestion confiée à des particuliers suivant un protocole d'accord avec l'IREF.

Tab 116 : *Situation des chasseurs par campement (Petite chasse)*

Nombre de chasseurs pour la petite chasse						
N°	Zones	**avril**	**mars**	**Fév.**	**Jan.**	**Total**
1	Maka sao I	19	16	23	14	**72**
2	Maka sao II	00	07	00	07	**14**
3	Sadatou	00	06	14	03	**23**
4	Mayel Débi I	00	08	05	19	**32**
5	Missirah	00	30	27	19	**76**
6	Diana	00	09	24	21	**54**
7 8	Kouthia /Médina Foulbé	11	46	18	17	**92**
9	Guénéto	06	22	17	10	**55**
10	Louguéré T I	00	15	11	18	**44**
11 12	Sinthiou Fissa	00	06	11	07	**24**
13	Goumbayel	14	07	18	09	**48**
14	Louguéré T II	00	22	20	07	**49**
15	Goudiry	00	00	06	06	**12**
16	Louguéré T III	00	00	00	00	**00**
17	Koulor	00	05	10	00	**15**
18	Nétéboulou	00	00	03	00	**03**
19	Haute Gambie	00	00	07	00	**07**
20	Maka Niokolo	00	00	00	00	**00**
21	Salémata	00	04	00	00	**04**
23	Niériko	01	03	00	00	**04**
Total						**628**
Résident		00	00	03	16	**19**
Coutumier		00	00	00	03	**03**
Total 2007-2008		**51**	**206**	**217**	**176**	**650**
Total chasseurs 2006-2007						**789**
Total chasseurs 2005-2006						**626**

- **Chasseurs petite chasse**

Au total **650 chasseurs pour la petite chasse**, sont enregistrés dans les **23 zones** de chasses fonctionnelles pour la région de Tambacounda. Le flux de chasseurs a connu une légère diminution **(-139 chasseurs)** par rapport à la campagne précédente. Cette variation pourrait être imputée à l'interdiction d'importation d'arme pendant la période de l'organisation du sommet islamique mondial à Dakar qui n'a pas permis l'arrivée de chasseurs touristes.

Au cours de ces 4 dernières années le nombre de chasseur pour la petite chasse oscille entre **650 et 789** chasseurs sensiblement le même flux. Cela s'explique par la fidélisation des clients qui reviennent annuellement dans les mêmes zones.

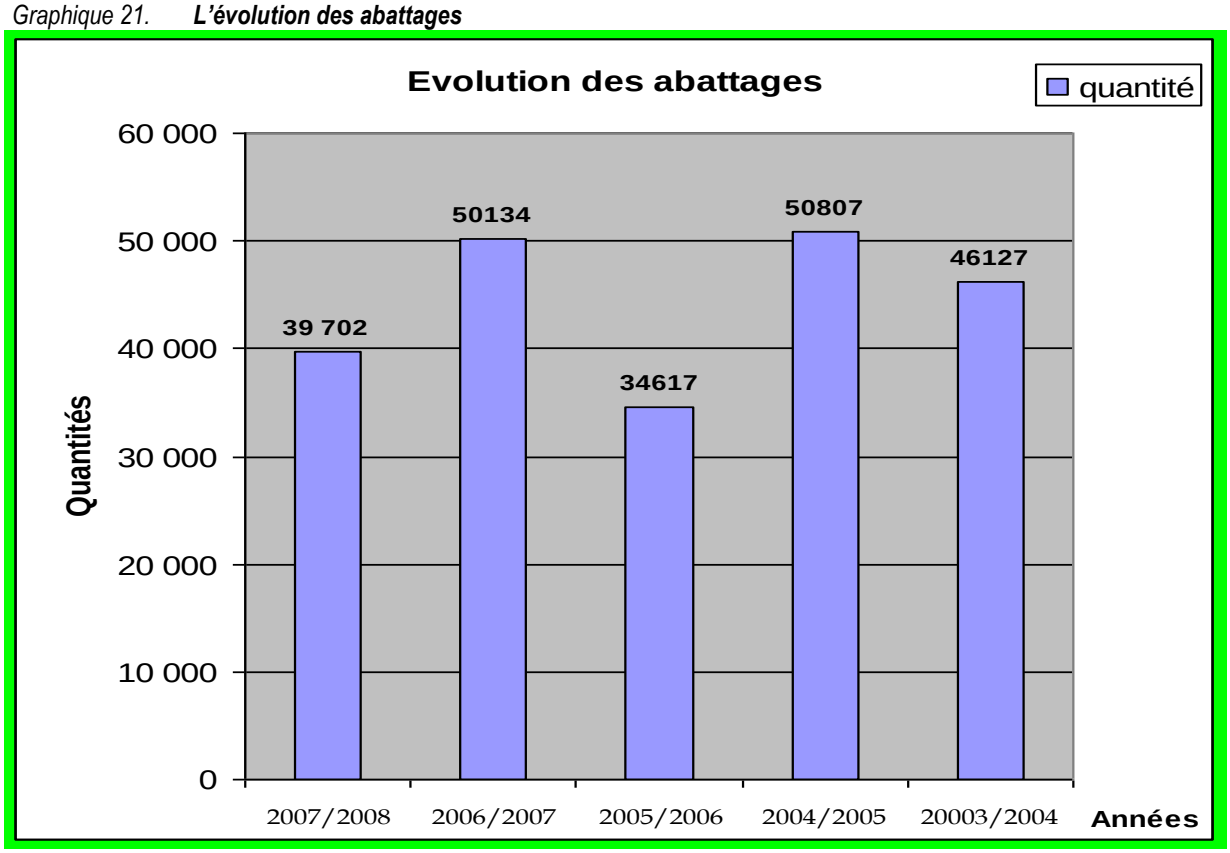
Les zones de Missirah, Makasao I, Kouthia ont accueilli le plus de chasseurs.

Cette grande fréquentation tient à la mise à la disposition d'un campement de qualité, une bonne politique de promotion au niveau international…

A l'opposé, certaines zones ont reçu moins de **5 chasseurs** pour toute la saison : Niériko, Salémata, Nétéboulou…. d'autres n'ont pas eu de clients, Dindédji, Dimboli,…

Dans la dynamique de préservation et de reconstitution des milieux naturels, la zone amodiée de koussan est en voie de reconversion en réserve naturelle communautaire par le biais de la coopération franco-sénégalaise.
Le conseil Générale de l'Isère en France a financé les études pour la mise en place d'un plan de gestion qui est sensé être finalisé et déposé en décembre prochain.

Graphique 21. ***L'évolution des abattages***



XVI.4.2 REBOISEMENT ET CONSERVATION DES SOLS

Les Tableaux ci-dessous permettent de faire le point sur le déroulement, les prévisions, réalisations physiques et le comportement de tous les acteurs dans le cadre de la mise en œuvre de la Campagne Nationale de Reboisement 2008.
On y présente le Bilan de cette Campagne en rappelant les objectifs de productions de plants, de réalisations physiques, la stratégie de mise en œuvre, les difficultés rencontrées et enfin les recommandations pour un bon déroulement de la Campagne en perspective.

XVI.5 BILAN DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT2008

XVI.5.1 REALISATIONS

Tab 117 *: Production de plants par type de pépinière et par département*

Départements	Type de pépinières	Nombre de pépinières prévues	Nombre de pépinières réalisées	Production prévue	Production réalisée
TAMBA	Régie	6	6	400 000	319 353
	Villageoise	80	8	120 000	65 550
	Communautaire	5	4	10 000	9 500
	Individuelle	30	72	69 000	81 072
	Scolaire	3	00	3 000	00
	Privées/ONG	-	25	-	148 150
	Projets	-	-	-	-
Sous total 1		**124**	**115**	**602 000**	**623 625**
Bakel	Régie	5	6	66 000	139 451
	Villageoise	20	00	30 000	00
	Communautaire	1	1	2 000	6 240
	Individuelle	15	1	32 000	2 966
	Scolaire	3	00	3 000	00
	Privées/ONG	-	5	-	3 255
	Projets	-	0	-	0
Sous total 2		**44**	**13**	**133 000**	**205 912**
Kédougou	Régie	1	1	334 000	520 000
	Villageoise	30	35	50 000	45 000
	Communautaire	4	00	8 000	00
	Individuelle	30	26	69 000	10 780
	Scolaire	4	4	4 000	1 500
	Privées/ONG	-	2	-	16 015
	Projets	-	0	-	00
Sous total 3		**69**	**68**	**465 000**	**593 295**
Total Région		**237**	**196**	**1 200 000**	**1 442 832**

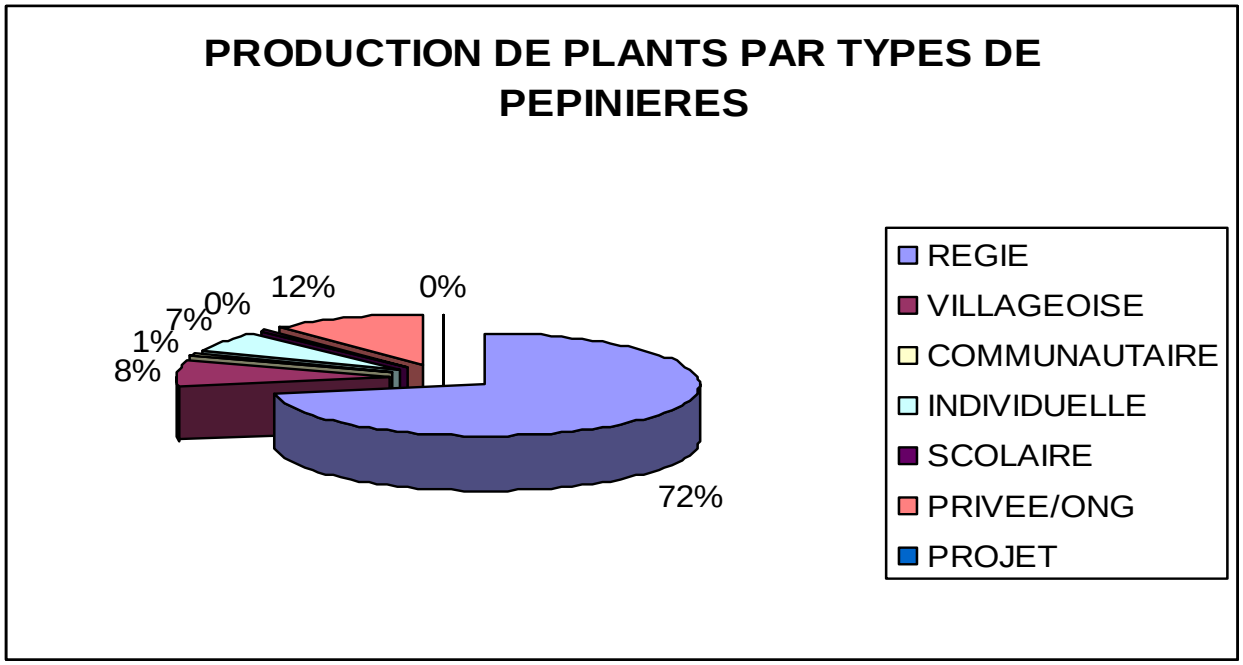
Tab 118 *: Production de plants : récapitulatif régional*

	Types de pépinières	Nombre	Production plants
REGION DE TAMBA	Régie	13	1 032 804
	Villageoise	43	110 550
	Communautaire	5	15 740
	Individuelle	99	94 818
	Scolaire	4	1 500
	Privées/ONG	32	167 420
	Projets	00	00
	TOTAL	**196**	**1 442 832**

Tab 119 : *Production de plants par espèce et par types de pépinières*

ESPECES	TYPES DE PEPINIERES						TOTAUX
	Régie	Villageoises	Communautaires	Individuelles	Privées/ONG	Scolaires	
Nombre	**13**	**43**	**5**	**99**	**32**	**4**	**196**
FORESTIERES							
Acacia melifera	37 433	7 050	00	1 422	18 200	00	**64 105**
Acacia Sénégal	00	00	1 908	00	00	00	1 908
Acacia Sénégal var Andansoni	8 00	00	00	00	00	00	8 00
Agave sisalana	3 000	00	00	00	00	00	3 000
Albizzia lebbeck	24 510	00	00	00	00	00	**24 510**
Azadirachta indica	9 963	12 000	00	10 030	18 000	00	**49 993**
Balanites aegyptiaca	1 200	00	00	00	00	00	1 200
Cassia seamea	12 000	00	00	00	00	00	12 000
Eucalyptus sp	84 150	350	2 000	21 239	32 786	00	**140 525**
Erytropleum guineense	800	00	00	00	00	00	800
Gmelina arborea	7 563	00	00	00	00	00	7 563
Jatropha curcas	408 378	21 000	2 500	5 500	21 058	300	**458 736**
Khaya senegalensis	11 413	2 000	00	00	00	00	13 413
Leucena sp	6 600	00	00	00	2 000	00	8 600
Melaleucaleuca dendron	30	00	00	00	00	00	30
Moringa olifera	5 192	655	1 000	325	11 439	00	18 611
Parkinsonia aculeata	34 530	6 320	00	10 110	11 200	00	**62 160**
Prosopis juliflora	52 200	12 260	00	9 246	12 464	00	**86 170**
Pterocarpus erinaceus	375	00	00	00	00	00	375
Sterculia setigera	00	00	1 728	00	00	00	1 728
Sous total	**700 137**	**61 635**	**9 136**	**57 872**	**127 147**	**300**	**956 227**
FRUITIERES FORESTIERES							
Anacardium occidentale	92 993	5 300	3 920	6 300	8 467	250	**117 230**
Saba senegalensis	3 700	00	00	00	00	00	3 700
Tamarindus indica	13 000	00	00	00	00	00	13 000
Ziziphus mauritiana	29 800	2 000	00	5 200	00	00	**37 000**
Sous total	**139 493**	**7 300**	**3 920**	**11 500**	**8 467**	**250**	**170 930**
FRUITIERES							
Anona squamosa	5 500	1830	00	1 050	00	00	8 380
Carica papaya	8 647	1 090	160	915	895	375	12 082
Citrus aurantium	1 500	00	00	00	00	00	1 500
Citrus limon	50 010	4 240	300	5 600	4 585	265	**65 000**
Citrus sinensis	29 500	5 355	00	1 885	4 452	00	**41 192**
Pomme cannelle	00	00	00	00	85	00	85
Mangifera indica	46 338	20 000	224	12 094	4 844	310	**83 810**
Psidium guayava	16 515	1 100	00	327	130	00	18 072
Sous total	**158 010**	**33 615**	**664**	**21 871**	**14 991**	**950**	**230 121**
ORNEMENTALES							
Acalypha hispida	6 750	00	00	00	350	00	7 100
Cordia sp	2 161	2 500	2 000	2 000	5 984	00	14 645
Delonix regia	13 203	2 500	00	1 575	1 865	00	19 143
Orgueil de Chine	5 400	00	00	00	580	00	5 980
Terminalia	1 500	1 500	00	00	5 116	00	8 116
Thevetia sp	2 300	1 500	00	00	2 900	00	6 700
Verbena officinalis	3 850	00	00	00	00	00	3 850
Sous total	**35 164**	**8 000**	**2 000**	**3 575**	**16 795**	**00**	**65 534**
TOTAL GENERAL	**1032804**	**110 550**	**15 740**	**94 818**	**167 400**	**1 500**	**1 422 812**

Graphique 22. Production de plants par types de pépinières



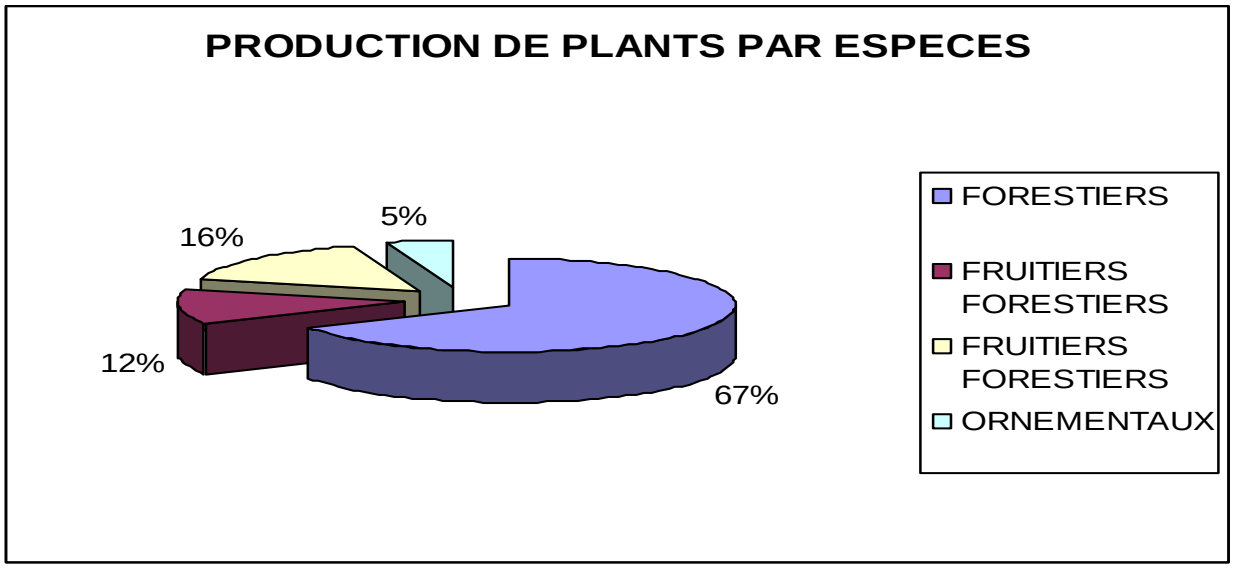
La production de la région reste largement tributaire de la régie qui représente presque **72%** des réalisations en plants. Le «Privé/ONG » et le « villageois» viennent après, avec respectivement **12% et 8%** de la production en plants. Il faut souligner l'effet positif du Programme Food for Work sur la mobilisation de ce groupe.

La faible implication des collectivités locales dans la prise en charge de cette activité explique les faibles résultats obtenus par les pépinières communautaires (1%) et scolaires (0,17%). La contribution des collectivités locales est marginale car elles ne s'impliquent pas directement dans les activités de production de plants.

Tab 120 *: Production de plants par catégorie d'espèces*

SEF	forestiers	fruitiers forestiers	fruitiers	ornementaux	TOTAL
Kédougou	453 655	25 500	93 410	20 730	**593 295**
Bakel	95 571	94 298	14 549	1 474	**205 892**
Tambacounda	407 021	43 732	129 542	43 330	**623 625**
Total IREF	**956 247**	**163 530**	**237 501**	**65 534**	**1 422 832**

Graphique 23. ***Production de plants par catégorie d'espèces***

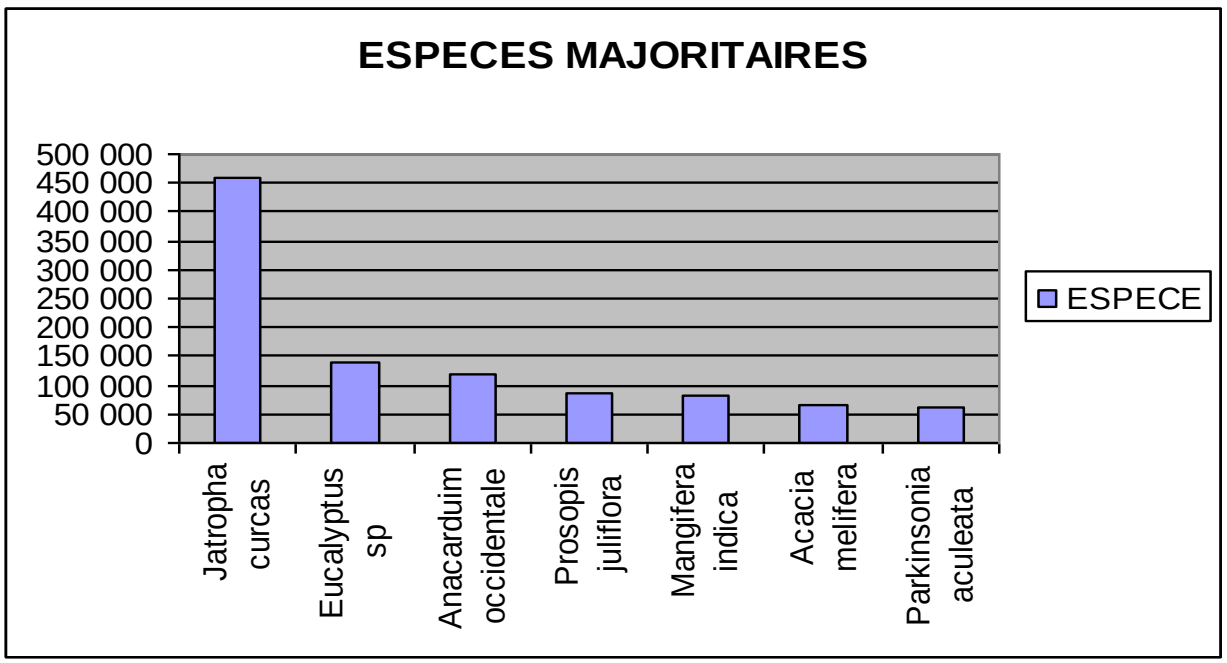


La production de plants est largement dominée par les essences forestières qui représentent **67%** de la production globale avec **12%** de fruitiers forestiers, **16%** de fruitiers et **5%**d'ornementaux.

Tab 121 *: Des espèces majoritaires*

Les Espèces majoritaires	**Nombre**	**%**
Jatropha curcas	458 736	45.3
Eucalyptus sp	140 525	13.87
Anacarduim occidentale	117 230	11.57
Prosopis juliflora	86 170	8.5
Mangifera indica	83 810	8.3
Acacia melifera	64 105	6.32
Parkinsonia aculeata	62 160	6.14
Total	**1 012 736**	**100**

Graphique 24. *Des espèces majoritaires*



Les sept espèces ci-dessus représentent **67,3%** de la production totale. Le Jatropha curcas vient largement en tête avec **32,9%** de la production. Le « focus » sur le Jatropha s'explique par les perspectives de production du biocarburant mais aussi la disponibilité de sa semence et de ses boutures notamment dans le département de Kédougou. Quant aux autres espèces, elles connaissent un regain d'intérêt grandissant avec l'installation de vergers.

XVI.5.2 ANALYSE DE LA PRODUCTIONS DE PLANTS EN PEPINIERE

La production de plants a été assurée essentiellement par des pépinières communautaires, villageoises, individuelles, privées et en régie.

Le choix des espèces a tenu compte de critères liés à l'agro - écologie, au Programme National de Production de Biocarburant initié par Etat, à la préférence des populations et en leur capacité à maîtriser les techniques de production.

Toutes les procédures susceptibles de faciliter l'exécution du programme de reboisement ont été mises en œuvre. C'est dans ce cadre qu'un effort soutenu a permis de recenser les niveaux de production de plants des différents acteurs de la région.

Au niveau régional à la fin de la campagne, les objectifs en matière de production de plants ont été satisfaits à 118,56%. Ce résultat est jugé très satisfaisant compte tenu de la dotation très faible du service forestier en semences.

Le niveau de production qui est de **1 422 832 plants,** ne tient pas compte des rejets au niveau des assiettes de coupe et des parcelles de mise en défens dont le décompte n'a pas été effectué.

Il est important de souligner qu'un accent particulier a été mis sur la production en quantité de Jatropha curcas qui a atteint cette année **458 736** plants soient **32,22%** de la production totale de plants toutes espèces confondues.
Cela est rendu possible une fois de plus, grâce au partenariat entre l'IREF de Tambacounda et les Groupements féminins, les GIE et Associations de la région. Cette participation massive des groupements est surtout encouragée par l'appui consenti par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à travers son programme « Food for Work » et surtout par les opportunités qu'offre ce partenariat (possibilité de produire et vendre des plants pour le compte de leur groupement, recrutement de femmes comme manœuvres temporaires dans la pépinière en régie de Tambacounda).
La partie de la production réalisée dans les pépinières en régie est de **1 241 811 plants soit près de 72% (71,97%)** de la production totale.

XVI.5.3 ANALYSE DES REALISATIONS PHYSIQUES

- **Plantations massives**

Sur une prévision de **557 ha** de plantations massives, **291.531 ha ont été réalisés soit un taux de réalisation de 52,33%.** Les réalisations de **vergers** dominent avec **129.31ha** sur une prévision de 160 Ha, ce qui traduit l'intérêt des populations pour les plantations individuelles. Le niveau faible des plantations **communautaires** (**12.867 ha**

réalisés sur une prévision de 60) traduit la faible implication des responsables des collectivités en matière de reboisement.

- **Plantations linéaires**

Avec une réalisation de **180.464, km** sur une prévision de **240 km, soit un taux de réalisation 75.17%.** Les **Haie vives et Brise-vent** mises en œuvre par les populations pour protéger leur exploitation, constituent **70,55%** des réalisations. Ce résultat cache la **faiblesse des réalisations d'axe routier et de pare-feu vert** qui jouent un rôle primordial dans la lutte contre les feux de brousse**.**

- **Plantations conservatoires /Régénération naturelle**

Les plantations de conservatoire /restauration ont connu un taux de réalisation **0.06% (9 ha réalisés sur une prévision de 130 ha).**

- **Plantations de réhabilitation/restauration**

Les actions de réhabilitation/restauration ont connu une application de **150 ha** pour des prévisions de **130** ha soit un taux de réalisation de **125%**.

XVI.5.4 ORGANISATION DE LA CNR 2008

XVI.5.4.1. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre d'un tel programme requiert la mobilisation de moyens humains, matériels, financiers et l'implication de toutes les forces vives des différents acteurs.

L'organisation de la Journée Régionale de l'arbre le 03 Août 2008 à Ngary dans le Département de Kédougou et le Camp chantier de reboisement au niveau des massifs de Missirah et de Nétéboulou ont été d'une part des temps forts d'information et de sensibilisation des populations plus particulièrement la jeunesse de la Région (ASC, Scouts et Guides, Amis de la Nature etc.…), et ont très largement contribué à atteindre les objectifs ; et d'autres parts, le partenariat avec les GPF, l'OMVS et le PAPIL est d'une importance non moins négligeable dans l'exécution de ce programme.

La mobilisation des acteurs s'est opérée en plus par le biais des rencontres sur le terrain mais aussi avec le concours des Radios de la place grâce à des émissions hebdomadaires consacrée à la sensibilisation et à l'éducation des populations autour des thèmes relatifs à la gestion durable des ressources naturelles.

XVI.5.4.2. MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les principaux acteurs sont :
Les populations à titres individuel ou organisées en associations, groupement de femmes, de jeunes, en GIE, ONG ou autres associations villageoises ;
Le PAPIL,
L'OMVS ;
Le PAM ;
Campement « le SONINKE » ;
Le Corps de la Paix Américain;
Les collectivités locales.

Les opérateurs cynégétiques, les projets et programmes comme le PROGEDE, AG/GRN Wula Nafa ne se sont pas manifestés dans la mise en œuvre de la CNR 2008.

La CNR 2008 s'est bien passé avec l'appui matériel et financier quasi exclusif de la DEFCCS et la participation modeste des collectivités locales, OCB, les jeunes Scouts et Guides, le PAPIL et le GPR de Kédougou.
En définitive, il faudra davantage consentir d'efforts pour la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à la mise en œuvre de programmes de réhabilitation des zones dégradées, de rétablissement des équilibres écologiques, d'exercice des compétences transférées et à terme d'amélioration des conditions de vie des populations.
Le co-investissement, la valorisation des ressources forestières dans un contexte d'aménagement et la contractualisation sur la base d'appel d'offres constituent des axes majeurs susceptibles de conduire à un développement durable des terroirs villageois.

XVI.6 PRESENTATION DES PROJETS FORESTIERS

- Programme Agriculture– Gestion des Ressources Naturelles (AG-GRN «Wula Nafaa»)
- Programme de Gestion Durable et participative des Energies traditionnelles et de substitution (PROGEDE)
- Programme de Gestion Intégrée des Ecosystèmes du Sénégal (PGIES)
- Projet RAF/ 98 /631 Projet Biodiversité Mauritanie – Sénégal **rapide** et l'équipement des comités devraient être mieux pris en charge quant aux modalités de mise en œuvre.

Tab 122 *: Tableau récapitulatif*

DESIGNATION	SECTEURS DE			TOTAL
	Bakel	Kédougou	Tambacounda	
RECETTES DOMANIALES	190008640	34263135	145778570	370050345
RECETTES CONTENTIEUSES	152011800	3818000	4841350	160671150
ETABLISSEMENTS CLASSES	491215	0	224825	716040
TOTAL	**342511655**	**38081135**	**150844745**	**531437535**

Les recettes ont enregistré une baisse par rapport à 2007 et cela est du aux mesures d'assainissements prises en mars 2008. Ces mesures consistaient au blocage du quota 2008 jusqu'à épuisement des dépôts et permis non circulée non déposés de la CEF 2007, avant de commencer l'exécution de la CEF 2008.
La campagne d'exploitation 2008 a effectivement démarré vers la fin de l'année.

CONCLUSION

Malgré les contraintes liées à la nature du terrain, au manque de sensibilisation de certaines populations qui dans leur pratique quotidienne agissent inversement par rapport au code et à la législation forestière, et la subsistance de contraintes sur le plan des moyens matériels et humains, les services des Eaux et Forêts de la région, appuyés par d'autres intervenants comme les Projets, les ONG, et certaines collectivités locales œuvrent inlassablement contre l'exploitation frauduleuse des ressources forestières et les

feux de brousse. Dans la région, beaucoup d'efforts ont été faits dans le domaine de la restauration à travers des actions de reboisement. L'encadrement et la sensibilisation pour une meilleure prise en main de la gestion des forêts n'est pas en reste.

XVII. CHAPITRE : EDUCATION

INTRODUCTION

Du point de vue du budget qui lui est consacré, du volume de ses effectifs, et des objectifs fixés, l'Education occupe une place importante dans l'économie régionale. En 2008, le chapitre sur l'éducation ne sera pas articulé comme les chapitres des années antérieures. En 2008, le rapport est surtout orienté sur la gestion axée sur les résultats. Donc nous allons adopter cette nouvelle forme de présentation du rapport de l'Inspection d'académie qui est beaucoup plus explicative et très conviviale. En effet, Il permet d'apprécier les forces et les faiblesses par sous secteur, dans les trois composantes du PDEF (Accès Qualité et Gestion), d'expliquer les facteurs de performance ou de contre-performance, les difficultés et contraintes, tout en mettant l'accent sur les recommandations et les perspectives.

XVII.1 ANALYSE DES COMPOSANTES

XVII.1.1 COMPOSANTE ACCES

XVII.1.1.1 PETITE ENFANCE

Acquis :

Progression du Taux Brut de Pré scolarisation (8,6 % en 2008 contre 6,4 % en 2007) et des effectifs (7485 enfants, dont 3623 filles). Cela est dû à une meilleure prise de conscience, un engouement et un engagement des communautés, surtout en ce qui concerne l'adoption du modèle de la Case des Tout-petits, avec 10 nouvelles créations en 2008. Il y a aussi l'ouverture d'une garderie islamique privée, de 13 classes préscolaires préparatoires au niveau des écoles élémentaires à cycle complet, ce qui a permis d'accueillir plus de 400 enfants. Il faut noter que le Taux Brut de Pré scolarisation a plus que triplé en 04 ans (de 2,4 % en 2004 à 8,6% en 2008).

Contraintes :

- Nombre élevé d'abris provisoires (52 sur 99 cases, soit 52,52%).
- Taux brut de pré scolarisation en évolution constante, mais reste encore faible au regard des objectifs du PDEF à l'horizon 2010.
- Offre d'éducation pas encore très diversifiée (01 garderie franco-arabe).
- Faiblesse des effectifs des structures privées : 12,73 %.
- Retard dans le démarrage des constructions des cases de tout-petits, malgré le choix de 20 sites au niveau régional.
- Insécurité des locaux de l'école maternelle de Saraya qui fonctionne sous abris provisoires, depuis les années 80.

Recommandations :

Achever la construction de toutes les cases, en vue d'une résorption du nombre d'abris provisoires et développer une politique de mise aux normes des structures existantes.
Augmenter les moyens de la coordination régionale, pour la mobilisation sociale.
Diversifier l'offre d'éducation en créant des structures franco arabes.
Renforcer les classes préscolaires préparatoires dans toutes les écoles à cycle complet et étendre l'expérience, pour booster le Taux de préscolarisation.
Recruter en nombre suffisant, des enseignants intervenant dans les structures DIPE et domicilier leur formation à l'Ecole de Formation d'Instituteurs de Tambacounda, par la

création de cohortes préscolaires. Cela suppose la construction de cette école de formation.

XVII.1.1.2 ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

Acquis :

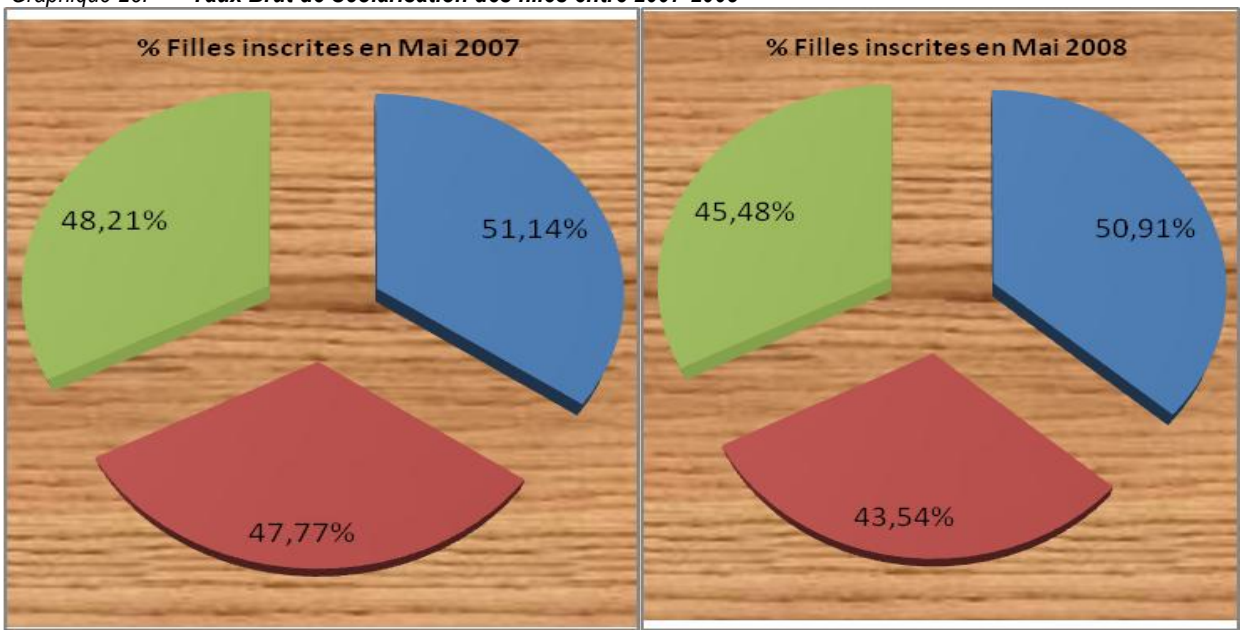
Appui de l'Etat et des Partenaires Techniques et Financiers (UNICEF, PAM), Engagement des autorités administratives, des communautés, des syndicats d'enseignants, de la presse, de la SCOFI, des Groupements de Femmes. Il y a aussi le partenariat fécond avec l'Association Régionale des Femmes Elues Locales, l'initiative locale consistant à ouvrir des classes préparatoires préscolaires, dans les écoles élémentaires et l'implication des Groupement d'Intérêt Communautaire (GIC). Cette dynamique a permis de faire des avancées significatives dans le domaine de l'accès :

- Elargissement du réseau par la création et l'extension d'écoles : au total 840 écoles dont 19 privées pour un effectif global de 108 800 élèves dont 52 062 filles : Tambacounda = 336, Bakel = 290 et Kédougou = 214.
- Taux Brut de Scolarisation en constante progression : de 69,4 % en 2004 à 87,5 % en 2008.
- Réduction sensible de l'écart entre sexes qui, avec les nouvelles données démographiques, est maintenant de 03 points en faveur des filles.
- De bonnes performances à la première phase de la campagne de recrutement au CI et d'inscription à l'état civil

Tab 123 *: Tableau récapitulatif*

IDEN	Objectif planifié 2008	Enfants inscrits						Ecart/ Mai 2007	Taux de réalisation Mai 2008
		Mai 2007			Mai 2008				
		Total	Filles	% Filles	Total	Filles	% Filles		
BAKEL	9 500	6 410	3 278	51.14%	7 279	3 706	50.91%	+ 869	76.62 %
KEDOUGOU	8 000	4 162	1 988	47.77%	7 186	3 129	43.54%	+ 3 024	89.83 %
TAMBA	15 000	8 718	4 203	48.21%	11 706	5 324	45.48%	+ 2 988	78.04 %
REGION	**32 500**	**19 290**	**9 469**	**49.09%**	**26 171**	**12 159**	**46.46%**	**+ 6 881**	**80.53 %**

Graphique 25. ***Taux Brut de Scolarisation des filles entre 2007-2008***



Sur un objectif planifié de 32 500 enfants à enrôler, on a pu recruter entre Mai et Juin, 26171 élèves. Soit un taux de réalisation de 80.53 % au 31 Juillet 2008. Dans la seconde phase du mois d'octobre, avec la mise en œuvre du plan média et des plans d'action financés par l'UNICEF, cet objectif risque même d'être dépassé. Concernant l'inscription à l'état civil, le dispositif mis en place, fruit d'un partenariat dynamique entre les structures déconcentrées de l'Education et les tribunaux départementaux, a permis de toucher un bon nombre d'élèves dans le département de Tambacounda (6 981 dans 08 communautés rurales sur 12). Des efforts importants ont été faits dans les autres départements, même si les données chiffrées ne nous sont pas encore parvenues.

Contraintes :

- Insuffisance des maîtres en langues arabe, du suivi des classes bilingues
- Prédominance des écoles à cycle incomplet : 84,28 % du réseau (708 sur 840)
- 514 classe spéciales sur un total de 2 456, soit 21% : 279 CMG et 235 CDF (Tambacounda : 270 Kédougou : 108 et Bakel : 136)
- Non diversification de l'offre d'éducation (01 seule école franco arabe publique)
- Nombre élevé d'abris provisoires (620 classes, soit 25,24%)
- Difficultés de prise en charge correcte des enfants à besoins éducatifs spéciaux, malgré les efforts louables de l'Association Nationale pour la Promotion et la Réinsertion des Albinos de Sénégal (ANPRAS) et du Comité Départemental des Droits des Enfants Handicapés (CDDEH).
- Manque de données fiables sur les daaras et certaines écoles franco arabes non reconnues.

Recommandations :

- Recruter en nombre suffisant, des enseignants en langue arabe et domicilier leur formation à l'EFI de Tambacounda. Car, l'Académie compte deux Inspecteurs en langue arabe.
- Renforcer le partenariat avec les femmes élues locales.
- Elaborer une carte scolaire de 3 ans où l'offre est diversifiée en fonction de la demande, pour rendre l'école attractive.
- Poursuivre les efforts d'inscription des élèves à l'état civil et de mobilisation pour l'accès et le maintien à l'école.

XVII.1.1.3 ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE GENERAL

Acquis :

- Taux Brut de Scolarisation en évolution constante (de 25,07 % en 2007 à 28,29 % en 2008) et dynamisme du réseau (47 collèges en 2008 polarisant 18 467 élèves dont 6 868 filles). Ceci s'explique d'une part, par la mise en œuvre effective de la politique de collèges de proximité pour rapprocher l'offre de la demande d'éducation, d'autre part par le flux important d'élèves entrant dans le cycle moyen. En plus de l'apport de l'Etat (24 salles dans le BCI 2007), il y a aussi celui déterminant de l'USAID/PAEM en termes de construction, de réhabilitation, de mobilisation de la communauté, de sensibilisation des parents et de soutien aux filles issues de familles démunies (05 constructions et 02 réhabilitations en 2007/2008, en plus des 10 autres réalisées dans la première phase du projet).
- Concernant l'enseignement secondaire général, malgré l'important flux d'élèves venant des collèges et l'ouverture de classes de seconde qui participent de la stratégie d'élargissement de l'accès, le réseau ne se développe pas comme au moyen (04 lycées, en plus de l'ACAPES). Seuls 29,83 % des élèves sont inscrits dans les séries scientifiques. D'où la nécessité de procéder à un rééquilibrage des séries, au regard des

opportunités, impératifs et défis de développement de la région. Ce rééquilibrage n'aura de sens que s'il est accompagné d'un recrutement conséquent d'enseignants dans les disciplines scientifiques, notamment les Mathématiques et les Sciences Physiques.

Contraintes :

- Ecart entre sexes demeure élevé aussi bien au Moyen (13,14 points) qu'au Secondaire (6,1 points).
- Capacités d'accueil limitées.
- Difficultés de prise en charge des enfants à besoins éducatifs spéciaux
- Offre d'éducation non encore diversifiée (pas d'école franco- arabe publique).
- Retards dans les constructions (nouveau lycée de Tambacounda, lycée Waoundé Ndiaye de Bakel et collège de Diawara)
- Nombre d'abris provisoires élevé : 66
- Déficit criard de professeurs de Mathématique et de Sciences Physiques.

Recommandations :

- Accélérer les travaux de réhabilitation du lycée Mame Cheikh Mbaye de Tambacounda, la construction du nouveau lycée de Tambacounda et du collège de Diawara.
- Poursuivre les campagnes d'information et de sensibilisation et améliorer l'environnement physique des établissements.
- Poursuivre la mise en place de cantines scolaires, surtout en zone rurale et diversifier l'offre d'éducation.
- Affecter des professeurs de Mathématique et de Sciences Physiques, notamment aux lycées de Koumpentoum, Goudiry, Bakel, Kédougou et Tambacounda commune où il n'y aura aucun professeur titulaire au moins de la Licence, à la rentrée prochaine.

XVII.1.1.4 FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Acquis :

- Ce sous secteur n'est pas encore très développé : 01 lycée technique, 03 CFPEFS et 04 centres privés de formation professionnelle, pour un effectif de 817 apprenants, dont 405 filles. De belles perspectives s'ouvrent cependant avec le début de l'exploitation de l'or de Sabodala et la création de nouvelles filières (série G2, coiffure et techniques de collectivité).
- Il faut noter également la dynamique d'élargissement de la carte du sous secteur par le développement de l'initiative privée (construction en cours d'un centre de formation aux métiers de l'automobile et étude sur la création d'un futur de centre de formation professionnelle à Tambacounda financé par la BAD).

D'ailleurs, une mission conjointe Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle /Cabinet SCET Tunisie, à déjà été effectuée le 1er Juillet 2008 pour rencontrer les acteurs locaux et identifier les besoins et priorités, qui sont au nombre de 03 : métiers agricoles, métiers des mines et métiers des constructions). Par ailleurs, sur instruction de Monsieur le Président de la République lors d'un Conseil des Ministres, il est également prévu la création de deux Instituts : un Institut Supérieur des Mines à Kédougou et un Institut Supérieur de la Métallurgie à Tambacounda. L'implantation de l'ESPG/IAM et la capitalisation du projet « Réduire la Pauvreté par la Pédagogie de l'Entreprenariat dans les Collèges », permettent de densifier le sous secteur et d'articuler l'enseignement général à l'enseignement technique. En plus, les centres Don Bosco, le Centre Privé de Formation en Informatique « Sara Wally » et l'Ecole Supérieure de Formation Professionnelle en Santé (ESUP – SANTE) de Tambacounda, contribuent au développement de l'initiative privée.

Contraintes :

- Capacités d'accueil limitées, due à l'insuffisance des infrastructures.
- Absence de mesures d'accompagnement pour permettre au lycée technique de Kédougou de jouer pleinement sa vocation sous régionale.
- Déficit en personnels (les élèves de Terminale lycée technique de Kédougou sont restés 04 mois sans professeur de Mathématique).
- Inexistence de certaines filières porteuses au niveau des CFPEFS de Bakel et Kédougou.
- Faible implication des collectivités locales.
- Déficit de communication sur l'importance de ce sous secteur (manque de visibilité) et faible appropriation de la nouvelle politique par les acteurs locaux non institutionnels.
- Difficultés de fonctionnement du projet « réduire la pauvreté par la pédagogie de l'entreprenariat au collège », malgré les recommandations de l'atelier technique de partage sur les modalités d'extension et de pérennisation ; en effet, après deux ans de mise en œuvre de la phase pilote par le GADEC et l'Inspection d'Académie, c'est l'ARD qui, dans le cadre du Programme National de Développement Local, devrait prendre le relais en facilitant la réalisation des chantiers identifiés, afin de susciter une dynamique favorable à une meilleure insertion des nouveaux diplômés du projet.
- Multiplicité de structures privées non autorisées, qui accueillent pourtant une bonne partie des cibles du sous-secteur (salons de coiffure, ateliers de couture, etc.).

Recommandations :

- Augmenter les capacités d'accueil par la construction de locaux additionnels et la réhabilitation des 03 CFPEFS (ex CETF et CRETF).
- Ouvrir la filière minière au lycée technique de Kédougou, y construire 06 salles de classe additionnelles, des blocs sanitaires et un hangar pour le stockage du matériel.
- Recruter en nombre suffisant, des personnels enseignants et de service (voir besoins au niveau du chapitre « Perspectives »).
- Relancer l'Agence Régionale de Développement, en vue d'une pérennisation et d'une extension du projet « Réduire la Pauvreté par la Pédagogie de l'Entreprenariat au Collège ».
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur la Formation Professionnelle et Technique.
- Saisir toutes les opportunités offertes par l'exploitation de l'or dans le département de Kédougou.
- Vulgariser davantage la nouvelle politique du sous- secteur et amener les structures non autorisées à se conformer à la réglementation.
- Accélérer le démarrage et la mise en œuvre de tous les projets en vue.

XVII.1.1.5 EDUCATION NON FORMELLE

Acquis :

- 439 CAF ont fonctionné, soit 06 programmes pour 15 033 apprenants : l'USPA, l'EQJA avec l'UNESCO/BREDA, CARITAS/PROFEMME, TOSTAN, GADEC, YAAKAR NIANI WULLI.
- Au regard de ces programmes et de l'étendue de leurs zones d'intervention, on note des efforts importants en termes d'enrôlement et de fréquentation, par rapport à 2007. Le taux de fréquentation est de 93,26% et 15 033 auditeurs ont été enrôlés en 2008, contre 2922 en 2007.

Contraintes:

- - Difficultés de fonctionnement du Programme d'Alphabétisation Intensive au Sénégal (PAIS-ETAT), dues à des problèmes de pilotage et de planification au niveau du conseil régional.

- Précarité de bon nombre de structures d'accueil et non fonctionnalité de certaines infrastructures.
- Absence de données fiables sur les écoles du 3ème type et lenteurs dans la mise en œuvre des stratégies d'enrôlement des talibés dans les daaras. Ces daaras sont très nombreux dans la région, surtout dans le département de Bakel.
- Fin des ECB et absence d'un dispositif d'insertion des volontaires qui détenaient ces classes et qui ont pourtant rendu des services à la nation.

Recommandations :

- Amener le Conseil Régional par un plaidoyer citoyen fort à respecter ses engagements, par rapport à la gestion et au pilotage du PAIS-ETAT.
- Multiplier les campagnes de sensibilisation et les missions de suivi sur le terrain.
- Réintroduire le modèle ECB dans le sous secteur et mettre en place un dispositif de recrutement des volontaires, articulé à un plan de carrière.
- Effectuer des missions de terrain en vue de disposer de données fiables sur les écoles du 3ème type et initier la réflexion sur la mise en place de daaras modernes, notamment dans le département de Bakel. Cela passe au préalable, par une organisation des acteurs en collectifs.

XVII.1.2 COMPOSANTE QUALITE

XVII.1.2.1 PETITE ENFANCE

Acquis

- L'appui des structures en charge du sous-secteur (ANCTP et DEPS), la mise en œuvre du plan d'action de la Coordination régionale, la nomination d'Inspecteurs points focaux au niveau de chaque IDEN et la mise en place de 04 Collectifs des Encadreurs de la Petite Enfance (CODEPE) ont permis une bonne animation du réseau : 90 % de réalisation en animation pédagogique, 131 enseignants suivis et encadrés, 51 formés à l'initiale et les capacités de 154 enseignants renforcées.
- Le Curriculum de l'Education de Base est en généralisation en petite et moyenne sections (130 éducateurs et animateurs ont été formés, dont deux enseignants pour la mise à l'essai en grande section).
- La couverture en cantines scolaires est non négligeable : 52 structures dont 44 cases des tout-petits, 07 écoles maternelles et 01 garderie communautaire, soit 52% du réseau.

Contraintes :

- Niveau de qualification très faible de certaines monitrices de garderies privées et communautaires, ce qui influe négativement sur la qualité de la formation.
- Des problèmes de prise en charge des personnels dans certaines cases des tout-petits.
- Insuffisance de la formation continuée, même si des efforts importants ont été faits en 2008.
- Tableau de l'environnement scolaire peu reluisant :
  - 33 structures sur 99 (soit 33%) sont construites et équipées
  - 51 structures sur 99 (soit 51,51%) sont sous abris provisoires
  - 47 structures sur 99 (soit 47,48%) ne disposent pas de cantines scolaires
  - 16% des structures sont dotées de télé-centres et de projets d'école, 23% d'ordinateurs, 30% d'électricité et 28% d'eau courante.
  - Seules 28% des structures sont reboisées
- Grève des enseignants, notamment celle des Inspecteurs, ce qui a affecté le bon déroulement de la mise en œuvre du Curriculum de l'Education de Base.

- Manque d'entretien des installations solaires dans toutes les cases qui en disposent, ce qui engendre la détérioration des équipements.
- Difficultés d'acheminement des vivres de cantines vers les structures, du fait du désengagement annoncé du Programme Alimentaire Mondial dans le transport.

Recommandations :

- Relever le niveau de recrutement du personnel enseignant au niveau des garderies privées et communautaires, tout en veillant à l'application rigoureuse de la règlementation.
- Elaborer et mettre en œuvre un Plan Académique de Formation des personnels
- Engager la réflexion avec tous les acteurs (parents, comités de gestion, transporteurs, élus locaux, etc.…), sur un dispositif opérationnel et partagé de transport des vivres de cantines.
- Poursuivre les efforts d'amélioration du cadre physique des apprentissages, pour rendre les structures attrayantes.
- Mettre en place un dispositif pérenne de maintenance et d'entretien préventif des infrastructures et des équipements.

XVII.1.2.2 L'ELEMENTAIRE

Acquis :

- Taux de redoublement satisfaisants : 4,1% (les directives ministérielles dans ce domaine sont appliquées).
- Meilleure appropriation par les acteurs de la nouvelle démarche de projet d'école.
- Des efforts appréciables de l'Etat en termes de mise en place d'intrants pédagogiques : 230 mallettes pédagogiques, 7000 000 F pour les vivres de cantines, 39 654 boites de craie, 19 500 livres de conte et des ordinateurs,
- Mise en place, en rapport avec le GADEC et l'Ambassade des Etats –Unis d'Amérique, d'un programme d'appui et de soutien aux élèves démunis : 540 aides scolaires de 50 000 f dont 305 pour les filles.
- Taux d'encadrement des maîtres par les CODEC acceptable (889 maîtres encadrés, soit 32,19%), au regard des moyens limités dont ils disposent.
- Des efforts en termes de relèvement du niveau de qualification professionnelle des maîtres et directeurs (779 maîtres et directeurs dont 107 femmes, recapacités et 114 autres maîtres ont subi avec succès, la formation continuée diplômante en 2007).
- Evolution positive du taux de réussite au CFEE (de 65,48% en 2007 à 71,60% en 2008, dont 65,85% chez les filles).Soit une hausse de 6,14 points.
- Bon déroulement de la formation initiale continuée des maîtres contractuels en 2007, avec un taux de réussite de 100% à l'examen du Certificat de Fin de Stage.
- Taux de couverture en cantines scolaires en zone rurale acceptable **:** 66,19%
- Mise en œuvre d plusieurs innovations pédagogiques :
  - L'Education à la Vie Familiale et En Matière de Population (EVF/EMP) : avec la nouvelle stratégie de formation par les pairs, la généralisation du programme d'EVF/EMP est quasi effective dans la région avec plus de 98% des maîtres formés, 100 000 élèves touchés et plus de 1000 supports didactiques mis à notre disposition. Nous comptons toucher l'ensemble des maîtres avec le démarrage du 6ème programme du FNUAP.
  - L'introduction des langues nationales à l'école qui concerne 15 écoles.
  - Les Ecoles à Classe Unique (ECU) : conçue comme une stratégie de rationalisation du personnel, cette innovation concerne deux écoles dans des villages du département de Tambacounda où la densité démographique ne permet pas de recruter des élèves, chaque année. Cette expérimentation qui semble stagner, mérite d'être évaluée et au besoin, relancée.

- L'Education Environnementale, avec le Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE), initiée dans 20 écoles des départements de Tambacounda et Bakel, situées le long du parc nu Niokolo Koba.
- L'introduction des compétences en matière de gestion de l'eau, d'éducation à l'hygiène et l'assainissement, ainsi que l'Education à la Citoyenneté, à la Démocratie et à la Paix.
- Le démarrage de l'introduction de la gestion des conflits et du stress dans les curricula.
- Les Ecoles Communautaires Elémentaires (ECE) : c'est une initiative de l'Association Education - Santé. C'est un modèle centré sur le milieu qui contribue au développement de la communauté, en prenant en charge dans ses activités d'enseignement apprentissage, les besoins auxquels elle est confrontée. Ces écoles préconisent l'entrée par les compétences et l'utilisation systématique, dés le CI, du Français et de la langue du milieu.
- Pour le moment, il en existe trois dans le département de Kédougou : Ninéfescha, Mithiou et Kékéressi.
- Les progressions harmonisées et évaluations standardisées :
- Cette innovation est en cours depuis Septembre 2005 dans la zone de coopération inter académique regroupant les Académies de Kolda, Ziguinchor Tambacounda et Matam qui l'a intégrée en Janvier 2008.

Cette zone de coopération fortement appuyée par l'UNICEF, s'est engagée dans un dynamique inter académique de mise en œuvre des progressions harmonisées et des évaluations standardisées, sur la base d'un document conçu comme une réécriture explicite du décret 79 1165 du 20 décembre 1979 portant organisation de l'enseignement élémentaire. Un comité technique et scientifique ayant une mission d'appui, de conception et de production d'outils est mise en place pour piloter le processus, l'organisation du test de positionnement et des évaluations standardisées inter académiques chaque année. Après chaque test, un plan de remédiassions et un plan de communication sont élaborés et mis en œuvre.

Notre Académie assure présentement, la coordination de cette zone dont les résultats satisfaisants enregistrés au CFEE ces dernières années, sont pour une large part imputable à la mise en œuvre de cette innovation impulsée par l'UNICEF et la DEE
Les difficultés majeures rencontrées sont relatives à la mise en place des épreuves et à la remontée des données, à cause de l'étendue des circonscriptions et les moyens logistiques limités des CODEC.

La Mise à l'Essai du Curriculum de l'Education de Base :
L'essentiel des activités menées a consisté à la formation des enseignants, au suivi encadrement, à la pratique de classe et à l'implication des acteurs et partenaires.

Formation des enseignants : Au total, 434 enseignants ont été formés au niveau des IDEN du 22 au 28 novembre 2008, sur la mise à l'essai/extension du CEB : Tamba : 166 / Bakel : 141 / Kédougou : 127.

Pratique de classe : On constate, que malgré les difficultés rencontrées, allant de la planification des activités à l'évaluation, les maîtres et directeurs impliqués dans la Mise à l'Essai, sont dans une phase active de recherche - action

Implication des acteurs et partenaires : plusieurs stratégies ont été mises en œuvre : mise sur pied d'une commission départementale d'harmonisation sur la MAE/E du CEB, séances de démultiplication au niveau des écoles et des CODEC, mise à disposition des documents du séminaire de formation aux enseignants (version électronique), émissions radiophoniques.

Malgré tout, des difficultés existent dans la mise en œuvre de cette innovation. Il s'agit entre autres :

- du suivi encadrement fortement ralenti par l'absence de visites de classe, à cause du mot d'ordre observé par les Inspecteurs.
- de l'insuffisance et de la mise à disposition tardive des intrants pédagogiques ;
- des perturbations dues aux grèves cycliques d'enseignants
- des difficultés pour certains maîtres à s'approprier les concepts liés à cette innovation.

Contraintes :

- Tableau de l'environnement scolaire pas très reluisant, ce qui peut compromettre l'atteinte des objectifs d'une éducation de qualité :

Tab 124 *: Répartition des infrastructures par IDEN*

STRUCTURE	Abris provisoires	Points d'eau	Clôtures	Bibliothèques	Terrains d'EPS aménagés	Cantines scolaires	Electri-fication	Jardins scolaires	Latrines
IDEN Bkl	165	24	31	03	00	147	11	10	117
IDEN Kdg	221	39	14	01	01	157	18	05	145
IDEN Tba	234	69	35	43	02	185	23	18	111
Région	**620**	**132**	**80**	**47**	**03**	**489**	**52**	**33**	**373**

- 25,24 % de classes sont sous abris provisoires (soit 620 abris provisoires).
- 84% des écoles sont sans points d'eau fonctionnels
- 91% sont sans clôture
- 95% sont sans bibliothèques scolaires
- Seules 03 écoles disposent de terrain de sport aménagé
- 84% ne sont pas électrifiées
- 96% sont dépourvues de jardins scolaires
- 55% ne disposent pas de toilettes séparées fonctionnelles garçons/filles
- 40% sont sans cantines scolaires

- Taux d'abandon encore élevé, surtout chez les filles (14,3% dont 16,6% chez les filles). Il a tendance même à augmenter, dans certaines localités à cause des disparités de genre.
- Taux d'achèvement (47,91% en 2007) encore en deçà de la moyenne nationale qui est de 55,71%. Des stratégies de prise en charge sont nécessaires pour permettre à l'enfant de poursuivre ses études.
- Ratios manuels /élèves encore faibles, malgré les efforts de l'Etat (296118 manuels) et des partenaires ces dernières années : 1/1 en Calcul, 1/1 en Lecture, 2/3 en Sciences d'Observation, 1/14 en Histoire, 1/16 en Géographie.

A cela, il faut ajouter les difficultés de conservation qui réduisent la durée de vie des manuels, l'absence d'une politique éditoriale et les lenteurs dans les procédures d'acquisition.

Tab 125 *: Faiblesse du quantum horaire (747 heures) :*

Structures	Temps planifié	Temps réalisé	Taux de réalisation
Bakel	800 H	830 H	103,75 %
Kédougou	800 H	701 H	87,62 %
Tambacounda	800 H	711 H	88,87 %
Région Académie	800 H	747 H	93,37 %

En 2008, les progrès les plus importants sont notés dans les départements de Bakel et Kédougou.
A Kédougou, le partenariat entre l'IDEN, le Crédit Mutuel et la Mutuelle des Volontaires et Contractuels de l'Education a permis à des enseignants d'acquérir à bon prix, des motos à crédit. Ce qui leur a permis d'avoir une certaine autonomie de déplacement et de réduire les pertes de temps (malgré les perturbations, le temps de travail dans le département est passé de 642H en 2007 à 701 en 2008).
A Bakel, la mobilisation de la communauté et la sensibilisation des enseignants ont permis de réaliser 830 H en 2008.
Tambacounda a été le département le plus affecté par les grèves, même si le quantum a progressé par rapport à 2007(de 683H en 2007 à 711H en 2008, contre 745H en 2006).
Dans certaines localités de la région situées en zone rurale, l'hivernage précoce et qui se prolonge, la rareté des moyens de transport influent négativement sur le temps de travail.

- Faiblesse du pourcentage d'écoles en projets (103 écoles, soit 12,5%) et des financements (203 416 669 FCFA entre 2004 et 2008). A cela, il faut ajouter :
  - les retards de financement, les lenteurs dans la remontée des projets.
  - la faible implication des collectivités locales et des ONG
  - l'absence de dispositif d'évaluation interne.
  - la faiblesse du suivi
- Déficit en tables bancs et en maîtres : besoins de 2050 tables bancs, 475 chaises, 289 bureaux et déficit de 105 maîtres, même avec l'affectation des sortants de l'EFI (cela est dû aussi à l'ouverture d'autres classes préscolaires préparatoires).
- Concernant la formation continuée, même si des efforts ont été faits cette année, quelques difficultés méritent d'être soulignées :
  - la forte mobilité des enseignants de la région (de nombreux départs chaque année).
  - l'insuffisance des financements destinés à la formation, ce qui ne permet pas toujours de toucher une bonne partie des enseignants qui en ont pourtant besoin.
  - le quasi dépendance de toutes ces formations au financement extérieur, ce qui ne favorise pas toujours la régularité et la continuité dans l'organisation des sessions.
- Concernant les innovations pédagogiques, il se pose le problème de leur extension et de leur pérennisation (l'exemple des Ecoles à Classe Unique dont l'expérimentation piétine. Il y'aussi les Progressions Harmonisées et les Evaluations Standardisées fortement appuyées jusque là par l'UNICEF. Cette innovation est certes généralisée, mais que va-t-il se passer le jour où l'UNICEF cessera d'appuyer ? D'où la nécessité et l'urgence d'initier dores et déjà la réflexion sur sa pérennisation).
- Taux d'encadrement et de contrôle par les Inspecteurs très faibles en 2008, du fait de la grève de ce corps, ce qui augmente de façon exponentielle le nombre de candidats aux épreuves pratiques et orales du CEAP et du CAP, dont les tableaux ci-dessous rendent compte :

Tab 126 : *Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)*

Structures	Candidats inscrits	Candidats vus	Nombre d'admis	Taux d'admission	Taux de réalisation	Stock restant
Bakel	105	00	00	00	00	105
Kédougou	85	00	00	00	00	85
Tamba	160	00	00	00	00	160
Région	350	00	00	00	00	350

Tab 127 : *Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)*

Structures	Candidats inscrits	Candidats vus	Nombre d'admis	Taux d'admission	Taux de réalisation	Stock restant
Bakel	51	00	00	00	00	51
Kédougou	41	00	00	00	00	41
Tamba	90	00	00	00	00	90
Région	182	00	00	00	00	182

Au total, sur 532 candidats inscrits aux épreuves pratiques et orales du CAP et du CEAP, aucun n'a été vu, soit un taux de réalisation de **00%.** Le stock restant est de 532 candidats, dont 16 en langue arabe, compte non tenu de la 2ème promotion de la formation continuée diplômante et des résultats attendus au CEAP et au CAP écrits de la session de 2007.

Pour ce qui est de l'encadrement et l'animation pédagogiques, aucun bulletin n'a été réalisé en 2008 par le corps de contrôle, l'animation pédagogique n'a pas non plus fait l'objet de rapports semestriels. Le recours aux CODEC et leur redynamisation ont joué un rôle essentiel dans l'animation du réseau, par un encadrement de proximité de 899 maîtres, ainsi répartis : 108 pour l'IDEN de Tambacounda, 384 pour l'IDEN de Kédougou et 407 pour l'IDEN de Bakel.

- Ratio Inspecteurs / maîtres élevé : 1/138
- Difficultés de transport et de stockage des vivres, du désengagement annoncé du PAM et de l'inexistence de magasins dans bon nombre d'écoles.
- Faible taux de couverture en mallettes pédagogiques (230 mallettes, soit 27,38% des écoles).

Recommandations :

- Améliorer l'environnement scolaire par :
  - la construction de 105 salles de classe additionnelles et le remplacement de 620 abris provisoires.
  - la livraison de l'équipement des salles de classe du BCI 2007 et une dotation supplémentaire en tables bancs, chaises et bureaux (pour les besoins, voir contraintes).
  - l'achèvement des travaux de construction, de 18 salles de classe du BCI 2007 dans le département de Kédougou, de 45 salles de classe du PNDL et le démarrage de ceux du BCI 2008 et du « Fast Track », le tout accompagné d'un dispositif de mise en place à temps des équipements nécessaires.
  - Diligenter le financement de 78 projets d'école déjà élaborés et validés.
  - Renforcer la dynamique déjà enclenchée d'incitation des écoles à se mettre en projets pédagogiques centrés sur l'élève, avec ou sans financement.
  - Dérouler toutes les formations des personnels, avant le 20 décembre 2008.

- Vu l'enclavement et l'étendue de la région, le nombre important de candidats, encourager la stratégie des interventions groupées, en vue de résorber progressivement le stock de candidats aux épreuves pratiques et orales du CEAP et du CAP.
- Mettre en place un dispositif d'amélioration du Taux d'Achèvement, en agissant de façon combinée sur certains indicateurs et en mobilisant davantage tout les acteurs à la base.
- Améliorer le dispositif de gestion du quantum horaire, en mettant en place (partout où ça n'existe pas encore), des observatoires.
- Renforcer les capacités d'intervention des CODEC.
- Evaluer l'expérience des Ecoles à Classe Unique, avant de penser à son extension.
- Entamer la réflexion sur la mise en place d'un dispositif de capitalisation et de pérennisation des progressions harmonisées et des évaluations standardisées, au niveau de la zone de coopération inter académique
- Développer des stratégies de renforcement du cap des résultats au CFEE et à l'entrée en 6ème.
- Renforcer les ressources humaines, par l'affectation d'Inspecteurs dans les IDEN : IDEN Tamba = 01, IDEN Bakel = 01 et IDEN Kédougou = 02 dont, 01en langue arabe.
- Pour éviter le gel et la fermeture d'écoles, combler le déficit en maîtres : 105 dont Tamba = 40, Bakel =30 et Kédougou = 35.
- Maintenir et renforcer les programmes de bourses et d'aides scolaires en cours (Ambassade des Etats-Unis, FAWE), en veillant à les étendre au département de Kédougou et faire un plaidoyer pour attirer d'autres partenaires.
- Initier par anticipation, la réflexion sur la mise en place de façon participative et concertée, d'un dispositif opérationnel de transport des vivres de cantines vers les écoles, en prévision surtout du désengagement du PAM.

XVII.1.2.3 ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE GENERAL

Acquis :

- Amélioration de l'environnement scolaire par un appui déterminant de l'Etat en équipements (06 photocopieuses, des ordinateurs et 02 riso-graphes), de l'USAID/PAEM en termes de manuels scolaires (44 830 manuels d'appoint) et de constructions (05 collèges en construction et 02 en réhabilitation, soit un total de 17 collèges touchés, depuis le démarrage de la mise en œuvre du projet).
- Des efforts importants de l'Etat, en termes de construction de salles de classe (24 salles de classe livrées en 2007, ce qui a contribué à réduire progressivement le nombre élevé d'abris provisoires).
- Meilleure appropriation de la démarche de projet par les chefs d'établissement qui n'attendent plus d'avoir des promesses de financement pour se mettre en projet (tous les membres de CGE ont été formés). C'est dire donc que le processus de généralisation des projets d'établissement est en cours, avec l'émergence d'une culture de projets pédagogiques de plus en plus centrés sur l'élève.
- Mise en place d'un dispositif d'appui et de soutien à 301 élèves, notamment des filles, grâce à la mise en œuvre de 03 programmes de bourses et d'aides scolaires ***:*** l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, la fondation SONATEL/ l'USAID et le FAWE.
- Taux d'encadrement par les CPI et nombre de séances d'animation pédagogique en nette progression, malgré la modicité des moyens mis à leur disposition (153 visites de classe et 95 séances d'animation pédagogiques réalisées en 2008). A cela, il faut

ajouter les 100 bulletins d'inspection réalisés par les Inspecteurs de Spécialité du pool de Kaolack.

- Des efforts appréciables en termes de relèvement du niveau de qualification professionnelle des chefs d'établissement et des professeurs (tous les chefs d'établissement ont été recapacités, de même que 583 enseignants du Moyen et du Secondaire, sur financements de l'USAIDPAEM, de la BAD IV et de l'Ambassade du Portugal).
- Importante dotation de l'USAID/PAEM en manuels d'appoint, améliorant le ratio manuels/élèves en 4ème et 3ème (12 000 manuels).
- Evolution positive du taux de réussite au Baccalauréat : de 62,05% en 2007 à 63,53% en 2008 avec une percée du lycée Mame Cheikh Mbaye qui a réalisé 70,50% à cet examen.
- Mise en œuvre de plusieurs innovations pédagogiques porteuses. On peut citer entre autres :
  - l'Education à la Vie Familiale et en Matière de Population (EVF/EMP)
  - l'Education à la Citoyenneté, avec le Projet d'Action Citoyenne (PAC), initiée par le Ministère de l'Education, en partenariat avec l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique.
  - l'Education au Droit Humanitaire (EDH) avec le Comité International de la Croix Rouge.
  - Le Projet « Réduire la Pauvreté par la Pédagogie de l'Entreprenariat au Collège », initié par l'UNESCO/BREDA et qui contribue à diversifier les filières et à réduire la déperdition scolaire.
  - l'initiation au dessin graphique sur ordinateur.
  - début de la mise en œuvre d'évaluations standardisées et élaboration d'instruments d'évaluation des acquis scolaires.

Contraintes

- Tableau de l'environnement scolaire peu reluisant **:**
  - nombre de classes pédagogiques supérieur au nombre de classes physiques construites (304 contre 244).
  - 51,06 % des établissements sont sans eau.
  - 34,04 % sont sans blocs sanitaires séparés garçons/filles.
  - 21,29 % des classes sont sous abris provisoires.
  - 44,68 % ne sont pas clôturés.
  - 72,34 % ne disposent pas de bibliothèques scolaires fonctionnelles.
  - 57,44 % ne sont pas électrifiés.
- Par ailleurs, le nouveau lycée de Tambacounda commune fonctionne sous abris provisoires, celui de Kédougou n'a ni clôture, ni bloc administratif fonctionnel. Les locaux du lycée Mame Cheikh Mbaye de Tambacounda sont en état de dégradation avancée.
- Faiblesse des ratios manuels/élèves, malgré les efforts faits ces dernières années par l'Etat et les partenaires en termes de dotation : - 1/ 1 en 6ème ; 1.4/ 1 en 5ème ; 3.5 / 1en 4ème ; 3/ 1 en 3ème ; 1.5/1en 2nde ; 2.6/ 1en 1ère ; 2.7 en Terminale.
- Problèmes de stockage des manuels (il n'existe pas beaucoup de magasins de stockage et de conservation, ce qui réduit la durée de vie des manuels)
- Faiblesse du taux de couverture en projets d'établissement (46,34%) et du montant des financements (un cumul de 40 255 508 FCFA entre 2002 et 2007). A cela, il faut ajouter :
  - les retards de financement, les lenteurs dans la remontée des projets.
  - la faible implication des collectivités locales et des ONG

- l'absence de dispositif d'évaluation interne.
- la faiblesse du suivi par le CAAC et le GOPE

- Non paiement des bourses et aides scolaires par le conseil régional depuis 03 ans, alors que le nombre d'enfants qui ont besoins d'être appuyés ne cesse de s'accroître.
- Quantum horaire encore en deçà de l'objectif national de 800h, du fait des grèves répétées des élèves et enseignants, mais aussi de l'installation précoce de l'hivernage qui se prolonge. La moyenne régionale en 2008 est de 685 heures, soit une baisse de 16 heures par rapport à 2007.
- Dans le cadre de l'encadrement et du contrôle pédagogiques, absence de pool d'Inspecteurs de Spécialité. En effet, l'Académie dépend du pool de Kaolack qui n'intervient qu'une fois l'année de façon ciblée, dans la région. Ce qui n'est pas de nature à favoriser un encadrement de proximité, vu l'étendue et l'enclavement de la région.
- La faiblesse des effectifs dans les séries scientifiques : 29,83%.
- Absence d'un dispositif de formation initiale des vacataires nouvellement recrutés, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur les performances et les acquis scolaires.
- Faible taux de couverture en cantines scolaires (seuls 35% des établissements ont bénéficié d'un appui en vivres de la part de l'Etat en 2008, pour une période allant de deux à trois mois).
- Taux de redoublement et d'abandon encore élevés, surtout chez les filles :
  - Taux de redoublement au Moyen: 15,07 % dont 17,80 % chez les filles
  - Taux de redoublement au Secondaire: 15,00 % dont 15,70 % chez les filles
  - Taux d'abandon au Moyen: 09,63 % dont 09,77 % chez les filles
  - Taux d'abandon au Secondaire: 12,07 % dont 12,71 % chez les filles
- Taux de réussite au BFEM 2008 (25,95%) certes au dessus de la moyenne nationale, mais faible par rapport à 2007 (une chute de 17,83 points).
- Concernant la formation continuée, quelques contraintes méritent d'être soulignées :
  - l'insuffisance du suivi des formés pour s'assurer de l'effectivité du transfert et de l'utilisation des compétences dans les activités d'enseignement apprentissage ou de pilotage de l'établissement.
  - la forte mobilité des enseignants de la région (de nombreux départs, chaque année).
  - l'insuffisance des financements destinés à la formation, ce qui ne permet pas toujours de toucher une bonne partie des enseignants qui en ont pourtant besoin.
  - le quasi dépendance de toutes ces formations au financement extérieur, ce qui ne favorise pas toujours la régularité et la continuité dans l'organisation des sessions.
- Concernant les innovations pédagogiques, il se pose le problème de leur extension et de leur pérennisation.

Recommandations :

- Améliorer l'environnement physique des établissements par :
  - la construction de 30 salles de classe additionnelles dans les CEM et lycées, en vue de diminuer progressivement le nombre d'abris provisoires.
  - le renforcement du mobilier par le recyclage de 700 tables bancs déjà recensés et une dotation supplémentaire de 6 00 tables bancs
  - l'achèvement des travaux de construction du lycée de Bakel, du lycée de la commune de Tambacounda et la reprise des travaux de réhabilitation du lycée Mame Cheikh Mbaye, ainsi que l'accélération des travaux de construction du collège de Diawara.

- la construction d'un bloc administratif et d'un mur de clôture au lycée Maciré Bâ de Kédougou.
- le renforcement de la dotation en manuels, de la 6ème à la Terminale et l'accélération des procédures d'acquisition.
- la construction de magasins de stockage des intrants pédagogiques, au niveau des établissements scolaires.
- l'augmentation de l'enveloppe financière annuelle destinée aux cantines, vu l'élargissement de la carte scolaire.

- Financer les 19 projets d'établissement déjà élaborés et validés, en revoyant à la hausse le montant des subventions.
- Renforcer les moyens du CAAC et du GOPE pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le suivi de la mise en œuvre des projets d'établissement.
- Réfléchir sur des stratégies de rééquilibrage de l'effectif des élèves dans les séries scientifiques et celles littéraires.
- Inscrire la formation initiale des vacataires dans le POBA et dérouler les sessions avant le 30 Novembre de chaque année.
- Mettre en place un dispositif pérenne de formation initiale et continuée, en veillant à assurer le suivi de l'effectivité du transfert et du réinvestissement des acquis dans les activités d'enseignement apprentissage et/ ou de pilotage de l'établissement.
- Mettre en place (partout où ça n'existe pas encore), un observatoire du quantum horaire, stabiliser et harmoniser les outils d'évaluation.
- Capitaliser toutes les innovations pédagogiques porteuses et développer des stratégies d'extension et de pérennisation.
- Renforcer les acquis relatifs aux performances enregistrées au Baccalauréat et mettre en place un dispositif d'amélioration des résultats au BFEM.
- Vu l'étendue et l'enclavement de la région et afin de promouvoir un encadrement de proximité, installer un pool d'Inspecteurs de Spécialité au niveau de l'Académie.

XVII.1.2.4 LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Acquis :

- De très bons résultats aux examens professionnels :
  - 100% de réussite au CAP Mécanique Auto et 86,66% au CAP Electricité en 2008
  - 100% au BEP Mécanique Générale avec 02 mentions Assez Bien et 90,99% au BEP Electricité dont 04 mentions Assez Bien.
  - En 2007, l'érection du CFPEFS (ex CRETF) de Tambacounda en centre d'examen pour les CAP habillement et restauration, a également permis d'avoir un taux de réussite acceptable (respectivement 55,55% et 40%).
- Appui logistique et matériel au lycée technique Mamba Guirassy de Kédougou, dans le cadre du Fonds Social Minier.
- Accompagnement technique et financier du modèle UAP par l'APEFE (Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger).
- Meilleure appropriation des grands axes de la nouvelle politique du sous-secteur. Ce qui se traduit par quelques initiatives au niveau du terrain :
  - Elaboration, validation et transmission de 03 projets d'établissement, dont nous attendons toujours le financement.
  - Mise à niveau des chefs d'établissement sur l'Approche Par Compétences.
  - Au niveau du Centre de Formation Professionnelle en Economie Familiale et Sociale (CFPEFS, ex CRETF) de Tambacounda, dans le cadre de la diversification de l'offre de formation, création de deux nouvelles filières qui étaient à l'étape

de projet (coiffure et techniques de collectivité) et mise en place d'une cellule d'appui à l'insertion.

- Mise en œuvre depuis 2005, au niveau du lycée technique industriel et minier Mamba Guirassy de Kédougou, du projet « Unité d'Apprentissage et de Production (UAP) ». Dans ce cadre, deux nouvelles filières ont été créées et sont fonctionnelles depuis Octobre 2007 : menuiserie bois et maçonnerie.
- D'ailleurs, les programmes de menuiserie métallique et d'électrotechnique de l'UAP ont fini d'être rédigés selon l'Approche Par Compétences (APC) et validés. Il a été également mis en place au niveau de l'UAP, une unité d'insertion qui a déjà décroché un financement pour 02 Groupements d'Intérêt Economique.

Contraintes:

- Des contre-performances au Baccalauréat technique : 27,02% dont 33,33% chez les filles.
- Tableau de l'environnement des apprentissages et de la formation encore peu reluisant (locaux vétustes et en nombre insuffisant, notamment au niveau des CFPEFS, manque d'équipement au niveau de l'ensemble des structures).
- Déficit criard de professeurs au lycée technique de Kédougou, ce qui est souvent source de perturbations scolaires cycliques (en 2007/2008, les élèves des classe de Terminale sont restés 04 mois sans professeurs de Mathématique et de Sciences Physiques).
- Non diversification de l'offre de formation aux CFPEFS de Bakel et Kédougou.
- Accompagnement de l'Etat pour la vulgarisation et la pérennisation du modèle « Unité d'Apprentissage et de Production », encore timide.

Recommandations :

- Mettre en place un dispositif d'amélioration des résultats au Baccalauréat technique.
- Améliorer l'environnement des apprentissages et de la formation, par le renforcement de l'équipement, la réhabilitation et l'extension des locaux.
- Résorber le déficit en professeurs au lycée technique et mettre en place à temps, le personnel (pour les besoins, voir chapitre « perspectives »).
- Ouvrir de nouvelles filières : mines au lycée technique, coiffure et techniques de collectivité aux CFPEFS de Bakel et Kédougou, agri - élevage dans les 03 CFPEFS.
- Faire un plaidoyer pour que l'Etat prenne des mesures d'accompagnement concernant le modèle UAP (subvention à partir du BCI, démultiplication du modèle en l'adaptant aux réalités de chaque localité).

XVII.1.2.5 L'EDUCATION NON FORMELLE

Acquis :

- Taux d'abandon faible et temps d'apprentissage acceptable : 6% et 299,3 heures.
- Manuels disponibles et en nombre suffisant.
- Existence d'un bon dispositif d'évaluation des programmes.
- Meilleure appropriation de la nouvelle vision du sous - secteur par les acteurs institutionnels locaux.
- Taux de réussite au CFEE au niveau des classes expérimentales en langues nationales acceptable : 65,51 % au niveau régional dont Bakel : 86,33%, Tambacounda : 62,08% et Kédougou: 51,08%.
- Beaucoup d'activités de renforcement des capacités :
  - USPA/ENF : conformément aux cahiers de charges, tous les personnels des opérateurs ont été formés.
  - UNESCO/BREDA :

- Partage et mise à niveau des acteurs (IA, planification, RDA et Correspondants Informatiques)
- Formation de 77 facilitateurs, 10 superviseurs et 03 RDA
- Dans le cadre de l'EQJA, information et appui à l'organisation professionnelle « CESIRI », élaboration de modules de formation de 40 femmes sur les techniques d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation des céréales locales.
  - CARITAS PROFEMME : formation sur des thèmes fonctionnels et information sensibilisation sur les Compétences de Vie Courante.
  - TOSTAN : information et formation sur l'accès et le maintien des filles, la lutte contre les mariages et grossesses précoces. .
  - GADEC: réinsertion sociale et économique de filles déscolarisées et amélioration du revenu de 500 femmes de 20 GPF de la communauté rurale de Salémata.
- Dans le cadre du suivi encadrement, le nombre de sorties effectuées par les RDA et le PRA est en baisse par rapport à 2007. Ce dysfonctionnement sera corrigé dès la prochaine rentrée.

Contraintes :

- Précarité de certaines structures d'accueil qui n'offrent pas un environnement propice aux apprentissages.
- Difficultés à renseigner avec précision certains indicateurs
- Absence d'un environnement lettré
- Déficit du suivi des classes expérimentales en langues nationales et forte mobilité de certains maîtres, ce qui crée des ruptures préjudiciables à la bonne gestion de ces classes.
- Difficultés de fonctionnement du PAIS-ETAT

Recommandations :

- Renforcer le suivi supervision et la formation continuée des acteurs.
- Accélérer le processus de mise en place d'un système opérationnel de collecte et de traitement des données.
- Relancer le PAIS-ETAT.
- Amener certains acteurs non institutionnels à s'approprier la nouvelle vision du sous-secteur.
- Renforcer le dispositif de suivi des classes expérimentales en langues nationales
- Mettre en place un environnement lettré.

Tab 128 *: Situation des indicateurs clefs*

N°	Indicateurs	Niveau de réalisation en 2007	Objectif visé en 2008	Niveau de réalisation en 2008
DIPE				
I - ACCES				
1	Taux brut de pré scolarisation (TBPS) (garçons et filles)	TBPS : 06,4 % G : 48,15 % des effectifs F : 51,85 % des effectifs	TBPS : 07,7 % G : 50 % des effectifs F : 50 % des effectifs	TBPS : 08,6 % G : 51,60% des effectifs F : 48,40 % des effectifs
2	Pourcentage d'enfants dans les CDIPE communautaires	Garderies : 09,49 % CTP : 60,83 %	Garderies : 10,00 % CTP : 61,00 %	Garderies : 08,30 % CTP : 62,21 %
3	Pourcentage d'enfants dans les CDIPE privés	14,97%	12,00 %	12,73 %
II - QUALITE				
4	Pourcentage d'éducateurs et d'animateurs polyvalents ayant suivi au moins une activité de formation continue durant l'année	59,25 %	70,00 %	68,75 %
III - GESTION				
5	Pourcentage de CDIPE ayant un comité de gestion fonctionnel	94 %	100 %	100 %

N°	Indicateurs	Niveau de réalisation en 2007	Objectif visé en 2008	Niveau de réalisation en 2008
ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE				
I - ACCES				
1	Taux brut de scolarisation (TBS Garçons et Filles)	- Garçons : 82,7 % - Filles : 81,6 % - TBS Global : 82,2 %	- Garçons : 85 % - Filles : 92 % - TBS G et F : 88,3 %	- Garçons : 86,1 % - Filles : 89,1 % -TBS G et F : 87,5 %
2	Taux d'accès au CI (TBA)	101,46 %	102 %	104,24 %
3	Part des filles dans les effectifs	46,86 %	50 %	47,9 %
II - QUALITE				
4	Taux de redoublement (TR)	04,1 %	04,1 %	Non disponible
5	Taux de réussite au CFEE	65,48 %	70 %	71,70 % dont 65,51%, pour les classes expérimentales en langues nationale
6	Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un inspecteur durant l'année scolaire	13,77 %	25 %	00 %
7	Le % des élèves ayant atteint le seuil minimum de maîtrise requis de 50% dans chacune des matières suivantes : lecture, langues, mathématiques et sciences	**1ère étape :** - Français : 37 % - Maths : 48,5 % **2ème étape** : - Français : 51 % - Maths : 44 % - Sciences : 60 % **3ème étape** : - Français : 49 % - Maths : 34,82 % - Sciences : 63 %	**1ère étape :** - Français : 50% - Maths : 50 % **2ème étape** : - Français : 60,00 % - Maths : 54,84 % - Sciences : 70,00 % **3ème étape** : - Français : 55 % - Maths : 52 % - Sciences : 70,00 %	**1ère étape :** - Français : 60 % - Maths : 59 % **2ème étape** : - Français : 65% - Maths : 58% - Sciences : 65% **3ème étape** : - Français : 59 % - Maths : 75 % - Sciences : 76 %
III - GESTION				
8	Temps effectif d'enseignement/ apprentissage	728 heures	800 heures	747 heures
9	Pourcentage par type d'organes de gestion du PDEF tenant leurs réunions statutaires	- 02 réunions pour le CRCS - 00 réunion pour les CDCS - Aucune réunion des CLEF tenue (structures non fonctionnelles). - 03 réunions tenues/ table de concertation départementale et 01 réunion tenue / table de concertation régionale	- Au moins 3 réunions du CRCS dans l'année - Au moins 3 réunions de chaque CDCS dans l'année. - Au moins 3 réunions de chaque CLEF. - Au moins 3 réunions / concertation départementale et 02 réunions / table de concertation régionale dans l'année.	- 00 réunion tenue . - 00 réunion tenue - 02 réunions tenues par les CLEF Du département de Tambacounda - 00 réunion tenue à Bakel et Kédougou 02 tables sur 04, soit 50% se sont régulièrement réunies

N°	Indicateurs	Niveau de réalisation en 2007	Objectif visé en 2008	Niveau de réalisation en 2008
ENSEIGNEMENT MOYEN				
I - ACCES				
1	Taux brut de scolarisation (TBS) (Garçons et Filles)	Garçons : 31,21 % Filles : 18,48 % TBS Total : 25,07%	Garçons : 34,27% Filles : 21,48% TBS Total : 28,35%.	Garçons : 34,59 % Filles : 21,45 % TBS Total : 28,29%
2	Part des filles dans les effectifs	35,55 %	38 %	36,44 %
II - QUALITE				
3	Taux de transition du CM2 à la 6ème	59,25 %	60 %	61,81 %
4	Taux de redoublement (TR garçons et filles)	Garçons : 16,16% Filles : 18,10 % TR Total : 16,82 %	Garçons : 12 % Filles : 12 % TR Total : 12 %	Garçons : 13,67 % Filles : 17,80 % TR Total : 15,07 %
5	Taux de réussite au BFEM	44,08 %	47,00 %	25,94 %
6	Pourcentage d'établissement disposant d'un projet en instruction ou en cours de réalisation	33 %	50 %	46,34 %
III - GESTION				
7	Pourcentage d'établissements ayant un conseil de gestion fonctionnel	74,46 % (y compris le privé)	100 % (y compris le privé)	70,00 % (y compris le privé)
8	Temps d'apprentissage	701 heures	800 heures	685 h dont ZU 639 h ZR 704 h
9	Crédit horaire moyen hebdomadaire par enseignant	21,02 heures	22 heures	19,3 heures
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL				
I - ACCES				
1	Taux brut de scolarisation (TBS) (Garçons et Filles)	Garçons : 10,7 % Filles : 3,8 % TBS G et F : 6,9 %	Garçons : 12,18 % Filles : 10,15% TBS G et F : 11,9 %	Garçons : 10,72% Filles : 04,62 % TBS G et F : 07,73 %
2	Part des filles dans les effectifs	32,33 %	31,14 %	29,37 %
II - QUALITE				
3	Pourcentage de lycées en projet d'établissement	25 %	50 %	25 %
4	Taux de redoublement (TR garçons et filles)	Garçons : 21,8 % Filles : 23,3 % TR G et F : 22,2 %	Garçons : 18,8% Filles : 19,4 % TR G et F : 18,9%	Garçons : 14,7 % Filles : 15,7 % TR G et F : 15,0 %
5	Taux de transition de la 3ème à la seconde (filles et garçons)	Garçons : 43,01 % Filles : 34,57% TT G et F : 40,14 %	Garçons : 49% Filles : 39,8 % TT G et F : 44,4 %	Garçons : 46,8 % Filles : 39,7 % TT G et F : 44,4 %
6	Taux de réussite au BAC (garçons et filles)	62,05 %	65,00 %	63,53 %
III - GESTION				
7	Temps effectif d'enseignement	701 heures	800 heures	685 heures
8	Crédit horaire moyen hebdomadaire par enseignant	17,82 heures	18 heures	17,5 heures
9	Pourcentage d'établissements ayant un conseil de gestion fonctionnel	80 %	100 %	100 %

N°	Indicateurs	Niveau de réalisation en 2007	Objectif visé en 2008	Niveau de réalisation en 2008
FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE				
I - ACCES				
1	Effectifs des apprenants	757	750	817
2	Part des filles dans les effectifs	354	345	405
II - QUALITE				
3	Taux de réussite au BAC technique	35 %	76 %	35 %
4	Taux de réussite aux examens professionnels (CAP et BEP)	- CAP Mécani : 100 % - CAP Habillmt : 60% - CAP Restaura : 50% - BEP Electricité : pas de candidats - BEP Mécanique Générale : pas de candidats	- CAP Mécani : 80% - CAP Electricité : 80% - CAP Habillmt : 50% - CAP Restaura : 50% - BEP Electricité : 65% - BEP Mécanique Générale : 70%	- CAP Mécani:100 % - CAP Electricité : 86,66% - CAP Habillmt : ND - CAP Restaura : ND - BEP Electricité : 90,99% - BEP Mécanique Générale : 100%
III – GESTION				
5	Pourcentage d'établissements ayant un conseil de gestion fonctionnel	66,66%, si l'on considère le privé	100%, si l'on considère le privé	66,66%, si l'on considère le privé
EDUCATION NON FORMELLE				
I - ACCES				
1	Nombre d'auditeurs enrôlés annuellement dans les CAL & CAF	2 922	20 000	15 033
2	Nombre d'auditeurs enrôlés dans les ECB (filles et garçons)	Fin des ECB	Fin des ECB	Fin des ECB
II - QUALITE				
3	Taux de réussite au CFEE dans les ECB (F et G).	Fin des ECB	Fin des ECB	Fin des ECB
4	Taux de réussite au CFEE dans les classes expérimentales en langues nationales	Total G et F : pas de candidats	Total G et F : 60%	Total: 65,51% dont : - IDEN Bkl : 86,33% - IDEN Tba : 62,08% -IDEN Kdg : 51,08%
5	Temps d'apprentissage annuel minimum pour les ECB	1200 heures Fin des ECB	1200 heures Fin des ECB	Non disponible Fin des ECB
6	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum fixé à 50%	95 %	100 %	Non encore disponible
III - GESTION				
7	Pourcentage des comités de gestion fonctionnels (CAF)	96,96%, soit 96 CAF sur les 99 qui ont fonctionné en 2006/2007	100 %	100 %, soit les 439 CAF

CONCLUSION

IL existe encore quelques défis et priorités dans la région de Tambacounda, en effet au plan de l'accès, de la qualité et de la gestion on peut retenir :

- Pour l'accès: le renforcement des acquis, avec une attention soutenue aux enfants à besoins éducatifs spéciaux, la réduction des disparités et des inégalités, au niveau de tous les maillons du système éducatif, la diversification de l'offre d'éducation et de formation.
- Pour la qualité: le relèvement du niveau de qualification professionnelle des enseignants, notamment des femmes, l'amélioration du quantum horaire, en vue d'atteindre 800 heures, l'amélioration de l'environnement scolaire pour rendre les structures attrayantes, l'amélioration du Taux d'Achèvement, et l'amélioration des résultats aux examens scolaires et professionnels.
- Pour la gestion: la redynamisation des organes de pilotage du PDEF, le renforcement de la communication, de la coordination et du pilotage déconcentré.